

imprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel n°40-41 18 décembre 75

60fb, 5fs, 6ff

**économie capitaliste
internationale**

**EN ATTENDANT
LA REPRISE...**

grande-bretagne

AU BORD DU GOUFFRE

**FRANCE: reprise pro-
bable sur fond de crise**

**amérique centrale,
brésil, états-unis**

INPRECOR

correspondance de presse internationale

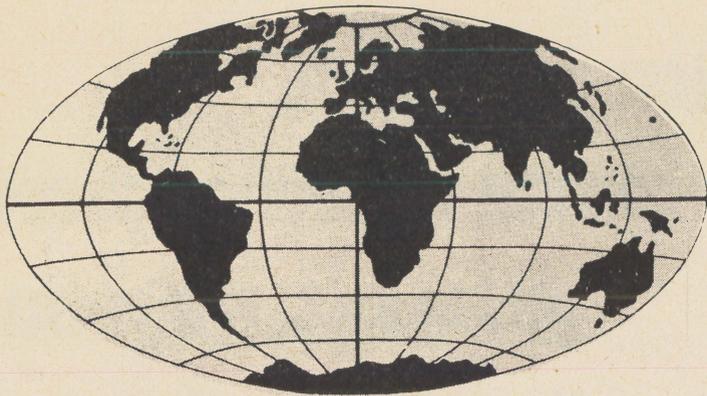


N^{os} 40/41, 18 Décembre 1975

● SOMMAIRE

<u>"En attendant la reprise"</u> . Ernest Mandel —	p. 3
<u>Espagne</u> : "La récession et la crise de l'économie espagnole" P. Garcia	p. 17
<u>Suède</u> : "La fin d'une exception" — Benny Asman	p. 22
<u>Grande-Bretagne</u> : "Au bord du gouffre" — Alan Jones	p. 27
<u>France</u> : "Une reprise probable sur un fond de crise" — P. Salama et A. Lind	p. 37
<u>Italie</u> : "Economie politique et luttes de classes" — E. Salvini	p. 43
<u>Amérique Centrale</u> : "L'échec de l' "intégration" " — Sara Benton	p. 49
<u>Brésil</u> : "Notes préliminaires sur la fin du miracle brésilien" — Jeanette Mc Donald	p. 56
<u>Etats-Unis</u> : "Relance et chômage" — Dick Roberts	p. 58

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information
du Secrétariat Unifié de la IV^{ème} Internationale -- Les articles signés
ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les
USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser
à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de
Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire
parvenir à l'adresse suivante : S. I. E. , 10 Impasse Guéménée; 75004 PARIS



économie capitaliste mondiale

EN

AVANT-DANS

LA RÉPÉRISSURE...

ERNEST MANDEL

Fin 1975, la conjoncture de l'économie capitaliste internationale reste dominée par des conditions de récession. Certes, des signes de reprise se sont multipliés pendant le troisième trimestre dans l'économie des Etats-Unis. L'activité économique en Allemagne Occidentale et au Japon a cessé de reculer. Une remontée légère des prix de certaines matières peut refléter un début de renversement de tendance du commerce international. Mais la persistance du chômage à un très haut niveau, et surtout le marasme des investissements productifs dans tous les pays impérialistes, freinent jusqu'ici une véritable reprise. Ils risquent même de causer une "cassure" de la reprise aux Etats-Unis. Le verdict global est clair : les mesures de "relance" inflationnistes de la plupart des gouvernements impérialistes n'ont pas eu l'effet escompté dans le délai escompté. Une véritable reprise générale de l'économie capitaliste internationale ne se produira sans doute qu'au cours du premier semestre 1976, voire du 3^e trimestre de l'année 1976.

Récession et relance

Pendant l'été 1975, la production industrielle

a continué à baisser dans tous les pays impérialistes sans exception, précisant et renforçant par ses effets cumulatifs, la nature de récession économique généralisée de la récession 1974-75. Pendant l'automne, elle est remontée aux USA et a esquissé une légère reprise en Allemagne Occidentale et au Japon. Si la chute de la production industrielle reste largement inférieure à celle de la crise 1929-33, et sera d'une durée moins longue - ce qui justifie la désignation de la phase conjoncturelle actuelle comme "récession générale" plutôt que comme "crise grave" (slump) - elle n'en dépasse pas moins considérablement les réductions de la production industrielle enregistrées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Chute de la production industrielle sur une année :

	en août 1975	en nov. 1975
Etats-Unis	- 12,5%	- 8,0%
Japon	- 14,0%	- 10,5%
Allemagne Occ.	- 12,0%	- 3,0%
France	- 9,0%	- 3,0%
Grande-Bretagne	- 6,0%	- 9,0%
Italie	- 12,2%	- 15,0%

La conclusion est claire :

la récession ne débouchera puissant, mais sur limitée conduisant rapidement à une nouvelle



En novembre 1975, les prévisions en ce qui concerne le produit national brut pour l'ensemble de l'année 1975 sont les suivantes :

Prévisions du PNB en termes réels pour 1975:

Etats-Unis	- 4,0%
Allemagne Occ.	- 3,5%
Japon	+ 1,5%
France	- 2,0%
Italie	- 3,0%
Grande-Bretagne	- 0,7%
Pays-Bas	- 2,5%
Canada	- 1,0%
Suède	- 0,0
Belgique	- 1,8%

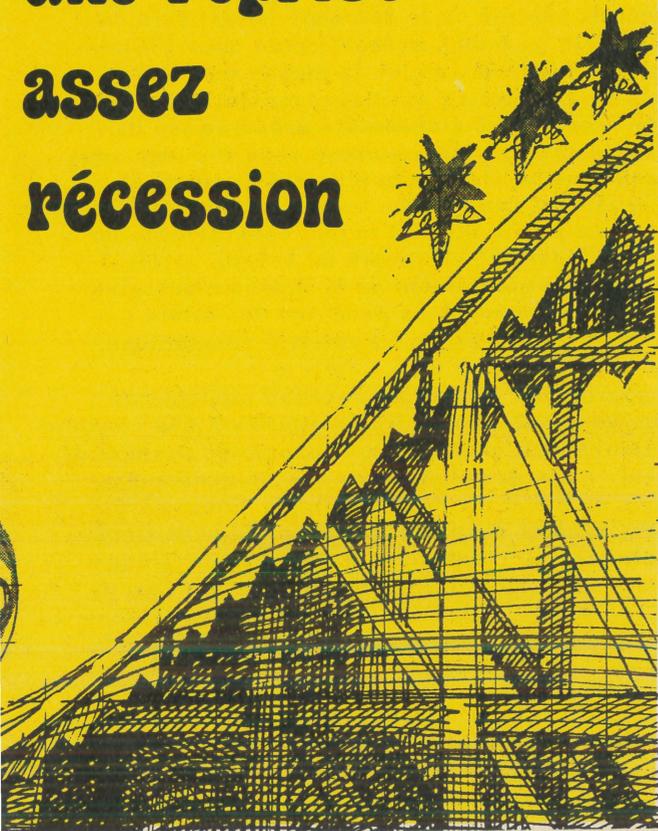
(Source: "The Economist" du 15 nov. 1975, sauf pour le Canada et la Belgique: "National Institute Economic Review" - Nov. 1975).

Ces prévisions semblent d'ailleurs trop optimistes, surtout en ce qui concerne le Japon,

la Grande-Bretagne et l'Italie, où aucun signe d'un redressement tel du PNB ne s'est encore présenté pendant les derniers mois de 1975 qui permette d'envisager une neutralisation des taux de recul bien plus prononcés de l'activité économique pendant le premier semestre 1975.

Certes, la reprise a été vive aux Etats-Unis pendant le troisième trimestre de 1975. On a parlé d'un taux de croissance de 11% du PNB de juillet à septembre 1975. Mais la moitié de cette croissance était due à des raisons dites "techniques", c'est-à-dire à une décélération du déstockage de l'industrie, et non à un accroissement des ventes aux "derniers consommateurs". Malgré les cris de victoire de Gerald Ford à la conférence au sommet du monde impérialiste à Rambouillet qui s'est tenue du 15 au 17 novembre, la plupart des capitalistes (et de leurs idéologues) restent pour le moment

pas sur un «boom» une reprise assez récession



sceptiques quant aux perspectives à court terme de la reprise aux Etats-Unis.

Ce scepticisme se justifie d'ailleurs par l'apparition de signes contradictoires dans l'économie américaine au cours des mois de novembre et au Japon. Aux Etats-Unis la demande des consommateurs a cessé d'augmenter en automne. Les ventes de détail ne s'élevèrent qu'à 50 milliards de dollars en octobre (et 26 milliards pour les deux premières semaines de novembre) contre 49 milliards en juillet. Les progrès en volume par rapport aux mois d'octobre-novembre 1974 quand la récession frappa à plein, ne sont que de 4%.

En Allemagne occidentale, la production industrielle a augmenté légèrement, de 2% en septembre 1975, par rapport à août 1975, de 1,5% pour les deux mois d'août-septembre par rapport à juin-juillet (indices éliminant les fluctuations saisonnières). Les commandes industriel-

les étaient en augmentation de 12% en septembre par rapport à août. Mais cet accroissement est très lent. En ce qui concerne les commandes internes, on se trouve toujours en-dessous du niveau de 1970. En ce qui concerne les commandes extérieures, leur évolution est la suivante (100 = 1970) :

4° trimestre 1974 : 135
1° trimestre 1975 : 119
2° trimestre 1975 : 115
3° trimestre 1975 : 122

Au Japon, la production a augmenté de 6% de mars à septembre, mais reste loin en-dessous du niveau de 1974.

La politique de relance des différents gouvernements a eu des effets incontestables. Elle a fixé un cran d'arrêt au mouvement cumulatif classique de la crise de surproduction. Elle a permis une certaine reprise de la consommation interne. Ce fut surtout le cas aux Etats-Unis, au Japon, en R.F.A. et en France, moins dans les autres pays impérialistes. Cette relance des dépenses des consommateurs a permis une certaine reprise dans la branche automobile, l'une des deux branches-clés dont est partie la récession. Aux Etats-Unis, on prévoit pour 1975 une vente de 8,5 millions de voitures.

En Allemagne Occidentale, on s'attend pour 1975 à dépasser 2 millions de voitures vendues sur le marché intérieur, près du record de l'année 1973. En septembre 1975, la production automobile dépassa de 25% celle de septembre 1974; pour les neuf premiers mois de l'année 1975, elle était encore inférieure de 4,6% à celle des neuf premiers mois de 1974. Au Japon, la production s'est de même accrue en 1975 de 14%, mais on s'attend à une rechute de 10% pendant le premier semestre de 1976, par suite d'une forte hausse des prix.

En France et en Italie, l'industrie automobile connaît une situation plus douteuse. En Grande-Bretagne, elle traverse une période de crise. Les importations prennent une part grandissante du marché intérieur, mais les exportations progressent presque dans la même proportion. Pendant les neuf premiers mois, les importations ont augmenté de 50%, les exportations de 41% (en grande partie cela est dû cependant aux ventes de camions et de pièces détachées). En ce qui concerne les automobiles privées, la production en est tombée au niveau de... 1962-63!

Par contre, l'autre branche qui avait joué le rôle de détonateur dans le déclenchement de la récession, à savoir l'industrie du bâtiment, continue à se débattre dans un marasme prononcé. Elle est pour le moment frappée par les deux faces de la médaille de la slumpflation, de la coïncidence entre récession et inflation. La récession incite les classes moyennes et les couches les mieux payées du prolé-

tariat à la prudence, et réduit les commandes pour la construction d'habitations (les difficultés de trésorerie et la chute des profits des entreprises jouent dans le même sens en ce qui concerne la construction de bâtiments industriels et de bureaux). Par ailleurs, l'inflation maintient les taux d'intérêt à long terme à un niveau élevé ce qui pèse sur le crédit hypothécaire.

En octobre 1975, le nombre de logements dont on commençait la construction dépassait de 15%, avec 1,46 millions, le niveau d'octobre 1974 (mais était loin en-dessous du niveau record d'août 1973 avec 2 millions de logements). Cependant, le nombre d'autorisations de construire était tombé de 1,26 millions de moyenne mensuelle pendant le 3^e trimestre 1975 à seulement 1 million en octobre 1975 (Neue Zürcher Zeitung, 2 décembre 1975). Commentaires de Business Week, (20 octobre 1975):

"A l'exception d'une très modeste remontée - à partir d'un niveau terriblement bas - pour les maisons familiales individuelles, le marché de l'immobilier connaît encore une profonde dépression. La mise en chantier de nouveaux appartements sera cette année à son point le plus bas depuis 15 ans. Le nombre des immeubles en co-location invendus s'élève de 150.000 à 200.000 unités, et on estime que leur achèvement est plus rapide que leur vente. Des millions de mètres carrés de surface de bureaux menaient leur occupation dans des villes comme New-York, Atlanta, Houston et Los Angeles. Des centres commerciaux, des hôtels et des logements en lotissements à demi-achevés ou à moitié occupés parsèment le pays... Les immeubles en co-location et les appartements sont le problème le plus sérieux. La demande existe pour des appartements à louer, mais le taux élevé des intérêts fait augmenter les loyers bien au-delà des possibilités du marché."

Ce n'est qu'au Japon qu'une reprise sérieuse se manifeste dans le secteur de la construction des logements privés.

La même image disparate se dégage d'un examen branche par branche des principaux facteurs industriels. La pétrochimie, et notamment les fibres synthétiques, connaissent une reprise certaine depuis quelques mois; mais elles avaient subi une chute particulièrement grave de la production au cours du premier semestre 1975. L'industrie textile et d'habillement semble également profiter de la relance des dépenses des consommateurs. Par contre, l'industrie des appareils électro-ménagers continue à subir les effets du marasme de la construction et de la tendance des consommateurs à étaler davantage les dépenses non-essentiels par crainte d'une chute future des revenus. L'industrie de construction mécanique subit les effets de la chute brutale des investissements productifs. La récession persis-

tante dans ces branches détermine une crise grave de la sidérurgie et de la plupart des secteurs des métaux non-ferreux. La conclusion confirme donc celle d'un examen de la conjoncture pays par pays: bien qu'il y ait quelques signes de reprise, on ne peut pas encore dire que la récession soit surmontée.

En général, les prévisions gouvernementales ont péché par une foi aveugle dans l'automatisme des effets de la relance par les techniques néo-keynésiennes classiques. L'accroissement du volume de la demande devait être encore plus ou moins proportionnel dans l'immédiat à l'augmentation de la masse monétaire, puis se répercuter avantageusement sur l'activité économique d'ensemble grâce au jeu du multiplicateur. Mais comme nous l'avons souligné souvent (1), il y a plusieurs canaux de dégageant dans ce jeu de vases communicants; d'où une partie plus ou moins considérable de l'accroissement escompté du revenu national par simple gonflement de la masse monétaire peut s'échapper, sans produire des effets notables sur le niveau de l'activité économique.

D'abord, une partie des revenus monétaires supplémentaires mis à la disposition des consommateurs peut ne pas être consommée immédiatement, mais économisée en vue de consommations plus étalées dans le temps. C'est ce qui s'est produit dans presque tous les pays impérialistes, où l'épargne des gagne-petit a augmenté au lieu de diminuer depuis le début de la récession (si la récession devait se prolonger et provoquer une chute prononcée de la masse salariale réelle, cet effet disparaîtrait évidemment).

Ensuite, une reprise de la consommation interne peut ne pas s'accompagner d'un accroissement proportionnel de l'activité économique, si elle est accompagnée d'une chute des exportations. En période de récession et de recul du volume du commerce mondial, tous les pays impérialistes ne peuvent plus augmenter leurs exportations simultanément. C'est notamment ce facteur qui semble avoir empêché une réelle reprise en Allemagne Occidentale au cours du 2^e semestre de 1975.

Puis, une relance de la consommation interne ne débouche sur une relance des investissements productifs des entreprises capitalistes que si elle s'accompagne de la perspective d'un marché en expansion et d'une hausse du taux de profit. Or, l'existence d'une forte capacité de production excédentaire constitue ici un obstacle qui est moins facile à franchir que les économistes bourgeois et réformistes ne se l'imaginent en général.

Finalement, même lorsqu'il y a une relance des investissements productifs sous le fouet de l'aide de l'Etat, cette relance peut ne pas contribuer à un mouvement cumulatif de reprise, s'il s'agit d'investissements de rationalisation qui suppriment globalement plus d'em-

plois qu'ils n'en créent de nouveaux dans le secteur de construction des machines ou de production de matières premières. La persistance d'un haut niveau de chômage peut, dans ce cas, aboutir à un plafond rapide de l'accroissement de la consommation interne, que l'expansion des investissements productifs est censée élargir.

Il est significatif que toutes ces vérités, somme toute assez banales, que la critique marxiste des conceptions keynésiennes et néo-keynésiennes avait dégagées depuis de longues années, soient brusquement découvertes par les économistes bourgeois en pleine récession généralisée. Ces économistes avouent leur impuissance théorique à maîtriser les problèmes de la slumpflation. La faillite de la théorie économique bourgeoise semble dépasser en profondeur la crise de l'économie capitaliste elle-même (2).

Le talon d'achille de la reprise: capacité excédentaire et investissements productifs

Il apparaît clairement que l'existence d'une capacité excédentaire exceptionnellement élevée dans la plupart des branches industrielles de tous les pays impérialistes, constitue pour le moment l'obstacle principal à une relance des investissements capitalistes productifs, prolongeant la relance des dépenses des consommateurs qui s'effectue sous l'impulsion de la politique anti-récession des gouvernements.

Ainsi, aux Etats-Unis, les enquêteurs de la McGraw-Hill ne s'attendent pour 1976 qu'à des dépenses d'investissements privés accrues de 9% par rapport à celles de 1975, ce qui signifie un volume d'investissements stagnant, vu le taux d'inflation prévu pour les biens d'investissement. L'enquête de la de la Lionel D. Edie & Co prévoit même un volume d'investissements en baisse, puisque les dépenses ne s'accroîtraient que de 5% (Neue Zürcher Zeitung, 2 décembre 1975). Pour l'Allemagne Occidentale, les investissements privés ont repris au deuxième trimestre 1975 avec 2%, après avoir baissé de respectivement 1,5% et 5,5% pendant le 4^e trimestre 1974 et le 1^{er} trimestre de 1975. Mais leur volume se trouve encore de 6% inférieur à la moyenne trimestrielle de 1970.

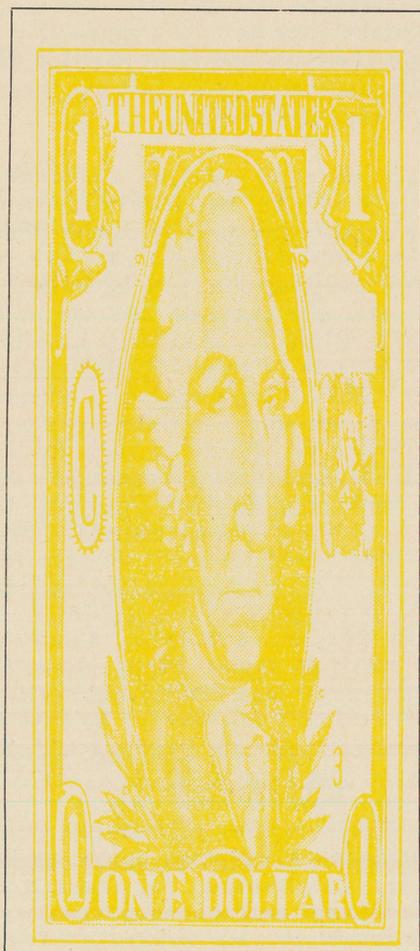
Au Japon, les investissements privés ont diminué de 1,8% en volume d'avril 1975 à septembre 1975. On s'attend, du côté gouvernemental, à une reprise de 5,4% pour la période octobre 1975-mars 1976. Mais le Conseil structurel de l'industrie, qui a entrepris une enquête auprès de 1886 firmes dirigeantes, prévoit une baisse totale des investissements privés de 3,8% pour la période avril 1975-mars 1976. (Neue Zürcher Zeitung, 28 novembre 1975).

Quant à la Grande-Bretagne, la situation y est plus désolante encore. Pendant le 3^e trimestre 1975, les investissements (capital spending) baissèrent de 6% dans l'industrie manufacturière, après des baisses successives de 8% et de 7% pendant le premier et le deuxième trimestre 1975. D'autres estimations parlent d'une baisse de 11,5% pour l'année 1975 dans son ensemble, comparée à l'année 1975 (Financial Times, 28 novembre 1975). Dans ces conditions, l'industrie des machines-outils connaît une récession dangereuse. Un des directeurs de la British Leyland Car s'est exprimé avec une franchise brutale: "A moins que l'actuelle tendance à la baisse de l'industrie des machines-outils britanniques ne soit stoppée, il y aura un risque véritable que la production de machines-outils britanniques ne soit pas maintenue", (Times, 2 décembre 1975).

L'ampleur de cette capacité excédentaire qui cause le déclin des investissements est ce qu'on avait connu dans le passé. Pour l'ensemble de l'industrie manufacturière des Etats-Unis, elle avait atteint 35% au milieu de l'année 1975; elle reste de 28% au mois d'octobre 1975. FIAT/Italie affirme qu'elle ne produit qu'à 60% de sa capacité (Business Week du 10.11.1975). Times magazine affirme que, dans son ensemble, l'industrie italienne travaille à moins de 70% de sa capacité (numéro du 17.11.75). Le même pourcentage est cité pour le Japon (Far Eastern Economic Review, 28.11.1975). Exxon (ex-Standard Oil of New Jersey), le plus grand raffineur de pétrole du monde, travaille à 77,6% de sa capacité (et seulement à 60% de sa capacité en dehors des Etats-Unis) (Business Week du 14.7.1975). Les deux aciéries majeures du Japon, Nippon Steel et Nippon Kokan, ont réduit leur production respectivement à 30-40% et à 38% en-dessous de leur capacité de production maximale (News-week du 17.11.1975). Selon The Economist (8.11.1975), "Aucun des six chantiers britanniques qui construisent des plates-formes pétrolières n'ont reçu de commandes à exécuter après les plates-formes déjà construites". Business Week (1.9.1975) mentionne une tendance similaire à l'échelle mondiale, les chantiers navals capitalistes ont actuellement 167 millions de tonnes de navires en chantier, contre 227 millions de tonnes en octobre 1964; mais les nouvelles commandes sont si faibles qu'en Grande-Bretagne, elles ne couvrent, pour les trois premiers trimestres 1975, que 4,7% (!) du tonnage en construction pendant les neuf premiers mois de l'année précédente (The Economist, 25 octobre 1975.) Et même aux Etats-Unis, où selon Business Week (25.8.1975), la moitié du tonnage en construction dépend des commandes de la marine de guerre, les profits nets ont baissé de 5 à 2% du chiffre d'affaires annuel. Dans l'industrie chimique, des taux de capacité excédentaire de 40 à 50% ont été mentionnés pour Höchst (The Economist, 13.9.1975) et de 30% pour Du Pont de Nemours aux Etats-Unis (Business week, 7.7.1975).

Dans ces conditions, la discussion sur la "pénurie de capitaux", lancée par des études sensationnalistes de deux équipes d'économistes américains - Bosworth-Duesenberry, Carron, pour la Brookings Institution, et Brinner-Sinal pour Data Resources Inc. (3) - et reprise tant par le secrétaire américain au Trésor William E. Simon que par certains commentateurs se déclarant marxistes, a quelque chose d'irréel.

Certes, en régime capitaliste, il n'y a jamais surproduction "absolue" de capitaux. La surproduction de capitaux se rapporte toujours à la pos-



sibilité immédiate de mise en valeur. Surproduction - et la surcapacité n'est qu'une manifestation de la surproduction -, cela signifie toujours : trop de capitaux pour rapporter le profit moyen escompté.

Mais cela dit, des taux de capacité excédentaires de l'ampleur de ceux que nous venons de mentionner reflètent évidemment un énorme excédent et non une quelconque "pénurie" de capitaux productifs à mettre en valeur. Les idéologues confondent pénurie de capitaux et pénurie de plus-value, c'est-à-dire pénurie de profits ! Il n'y aura aucune relance sérieuse de l'accumulation des capitaux, c'est-à-dire une nouvelle "haute conjoncture capitaliste", que si

les conditions de mise en valeur du capital, à savoir la masse totale de la plus-value se rapportant à la masse totale des capitaux s'améliorent d'une façon extraordinaire. Il ne peut en être question à court ou à moyen terme. Prudemment, The Economist, qui avait prévu un nouveau boom pour 1976, le remet déjà à 1977. L'essor des investissements productifs tardant à se manifester, ce boom de 1977 devient lui-même de plus en plus sujet à caution...

Relance et chômage

La crise capitaliste de surproduction remplit objectivement une double fonction en vue d'améliorer les conditions de mise en valeur du capital. Elle doit permettre une remontée du taux de profit, d'abord par la dévalorisation massive du capital total accumulé, ensuite par un accroissement net du taux de la plus-value (du taux d'exploitation des travailleurs productifs) (4).

Penchons-nous d'abord sur cette deuxième condition. Il est incontestable que toute crise de surproduction sérieuse apparaît, du point de vue de la lutte de classes, comme une agression massive du Capital contre les conditions d'existence du travail salarié. Les licenciements massifs, la non-embauche des jeunes quittant l'école, la peur du chômage qui s'installe dans la classe ouvrière, doivent permettre un blocage sinon une réduction des salaires réels, une plus grande "discipline du travail" au sein des entreprises, une intensification des processus de travail. Mais surtout : pendant la récession, l'exacerbation de la concurrence incite les entreprises à redoubler d'efforts en matière d'investissements de rationalisation. En fait, chaque firme capitaliste a tendance à investir en vue de réduire la main-d'oeuvre plutôt qu'à créer de nouveaux emplois.

A partir du moment où tous les gouvernements impérialistes (y compris ceux à direction social-démocrate) proclament que le but n°1 à long terme reste "la lutte contre l'inflation" et non la lutte contre la récession, on assiste à l'abandon tacite du mythe de la priorité au plein emploi qui avait dominé la politique économique et sociale des pays impérialistes au lendemain de la 2^e guerre mondiale. (5) Les mesures de relance (qui nourrissent l'inflation) restent limitées à un niveau où la disparition du chômage n'est même plus visée, pour ne pas dire atteinte. Le revirement de la politique économique impérialiste est universel à ce propos.

Les bonnes âmes libérales s'en émeuvent d'ailleurs. Dans Le Monde du 15.10.75, Edgard Faure analysant le plan de relance de Giscard d'Estaing s'écrie : "L'emploi est puni". Il l'est en effet partout. Alors que la récession ne s'aggrave plus, et que les premiers signes de reprise se succèdent, le chômage, lui, s'aggrave dans tous les pays impérialistes. Voici les estimations pour l'hiver 1975-76 par rapport à la situation pendant l'hiver 1974-75 :

Nombre de chômeurs totaux : (en millions)

	hiver 74-75	hiver 75-76
Etats-Unis	7,5	8,2
Grande-Bretagne	0,8	1,5
Japon	1,0	1,5
Italie	1,5	1,5
France	0,8	1,3
Allemagne Occ.	1,0	1,2
Canada		0,7
Espagne	} 2,0	0,6
Petits pays impériaux		
listes		1,2
ensemble des pays impérialistes	± 15	± 17

En y ajoutant le chiffre des chômeurs partiels, malgré le caractère peu rigoureux de cette addition, le seuil de 20 millions de chômeurs dans les pays impérialistes serait vite atteint sinon dépassé. Il est certain que la résorption du chômage retardera fortement sur la reprise industrielle et que ce retard freinera du même coup un retour à la haute conjoncture.

Nous pouvons toucher ici du doigt le dilemme réel des gouvernements capitalistes, qui reflète une contradiction réelle du mode de production capitaliste. Pour relancer la conjoncture, il faut redresser le taux de profit, s'écrient les uns. Ils n'ont pas tort. Ils en concluent, un peu vite, qu'il faut donc instaurer l'austérité au coeur (et dans l'estomac) de la classe ouvrière : c'est la fonction idéologique de la "grande peur concernant la pénurie des capitaux". Pour résorber les capacités de production excédentaires, il faut relancer la consommation des "derniers consommateurs" et non la restreindre, rétorquent les réformistes du mouvement ouvrier et les réformateurs bourgeois de tout poil. Ils n'ont pas tort non plus. Le malheur, c'est que les uns et les autres n'ont raison qu'à moitié, c'est-à-dire qu'ils ont tort tous les deux. Car une véritable haute conjoncture capitaliste réclame à la fois une relance sérieuse du taux de profit, et une expansion sérieuse des ventes "aux derniers consommateurs". La coïncidence des deux conditions n'est pas facile à effectuer, surtout quand pèse sur le marché des capitaux une énorme capacité excédentaire d'une part, et une classe ouvrière combative et non démoralisée d'autre part.

Il faut ajouter que rien ne garantit le succès de cette offensive mondiale du Capital contre les conditions de vie et de travail du prolétariat industriel. Il n'y a aucun lien automatique entre niveau d'emploi d'une part, et niveau des salaires et de combativité ouvrière d'autre part, du moins pas à court terme. L'interaction entre ces deux séries est médiatisée par plusieurs conditions spécifiques telles : le degré d'organisation de la classe ouvrière; son niveau de conscience moyen; son degré de confiance en ses propres forces, résultant notamment de la durée passée

du chômage et du résultat des luttes ouvrières antérieures; l'ampleur et le poids de l'avant-garde large; le poids que l'organisation marxiste-révolutionnaire a déjà acquis au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier organisé, etc.

Tenant compte de tous ces facteurs, nous avons prédit dès le début de la récession que celle-ci ne serait pas accompagnée d'un recul généralisé de la combativité ouvrière (6). Jusqu'ici, les événements nous ont donné raison,

Ni dans la défense de ses salaires réels, ni dans la lutte contre le chômage, la classe ouvrière des pays impérialistes n'a laissé tomber les bras. Ses réactions sont beaucoup plus massives, beaucoup plus efficaces et se situent à un niveau de conscience bien plus élevé que celles de la période 1929-32.

Certes, il y a eu recul temporaire de la combativité ouvrière en Allemagne Occidentale, et, après une première flambée de luttes, désarroi et reflux temporaire en Grande-Bretagne depuis six mois. Mais les signes d'une relance commencent à se manifester dans ces deux pays (notamment les puissantes manifestations contre le chômage : 50 000 à Dortmund début novembre, plus de 20 000 à Londres fin novembre). Et si la reprise des luttes et de la radicalisation syndicale reste modeste aux Etats-Unis, elle est aussi indéniable. Jointes à la montée explosive des luttes en Espagne, au Portugal, en Italie, à la relance du mouvement de grèves en France, au Japon, en Australie, à la résistance croissante des syndicats belges, néerlandais, suédois et finlandais contre toute forme de blocage, voire de réduction des salaires, ces phénomènes marquent une image d'ensemble de difficultés majeures pour la bourgeoisie internationale à réaliser ses desseins à travers la récession actuelle.

Le cycle ascendant de luttes ouvrières en est encore à sa phase initiale. Ses points culminants sont devant nous, non derrière nous, même si tel ou tel pays pourrait faire exception à la règle générale. Et les signes de transformation de cette marche ascendante des luttes ouvrières en crise sociale et politique explosive se multiplient dans plusieurs pays.

Inflation et dévalorisation du capital

L'autre fonction objective de la crise de surproduction, c'est la dévalorisation du capital qui devrait permettre une hausse du taux moyen de profit, la masse de la plus-value restant plus ou moins inchangée (l'accroissement du taux de la plus-value compensant la réduction de l'emploi). En pratique, pareille dévalorisation du capital s'effectue :

a) par l'exacerbation de la concurrence qui élimine, à un rythme accéléré les firmes les moins rentables ;

b) par la chute de la valeur des marchandises et des installations.

Incontestablement, les deux phénomènes se sont produits au cours de l'actuelle récession généralisée de l'économie capitaliste internationale. Le nombre de banqueroutes a augmenté de plus de 30% aux Etats-Unis, et de plus de 60% en Grande-Bretagne. Il atteint 7.500 en Allemagne Occidentale en 1974 et a considérablement augmenté au Japon (8.600 banqueroutes en 1975). Les cours des matières premières et les prix de gros de pas mal de produits manufacturés ont baissé.

Nous avons mentionné antérieurement les krachs de quelques banques et compagnies financières, causés en général par la spéculation (7). A cela, il faut ajouter quelques faillites non moins spectaculaires de grands trusts : celle de la maison W. T. Grand & C° aux USA (la plus grande faillite aux Etats-Unis depuis la compagnie ferroviaire Penn State : plus d'un milliard de dollars de dettes); le trust du textile japonais Kohjin (500 millions de dollars de dettes) et la filature Sakamoto Spinning C° (213 millions de dollars de dettes). On sait par ailleurs qu'un trust automobile encore plus grand, la Chrysler, se trouve en sérieuse difficultés. Mentionnons en outre les difficultés du groupe financier Slater, Walker à Londres et à Singapour, ainsi que celles du groupe Hutchinson International Limited (HIL) à Hong-Kong.

Même les vénérables et mystérieux Crown agents, qui gèrent notamment les avoirs à Londres de 90 gouvernements étrangers, ont perdu 129 millions de livres sterling dans des prêts imprudents !

Cependant, ce qui frappe tout de même quand on examine les effets d'ensemble de la récession, c'est justement la dimension réduite de ce processus de dévalorisation du capital, vu l'ampleur considérable de la chute de la production et des profits. L'explication de ce paradoxe apparent n'est pas difficile à trouver. L'inflation qui continue de plus belle en pleine récession contribue à atténuer les effets de la concurrence accrue sur les trusts les moins solides. Le système bancaire continue à allonger les crédits. "Si l'on ne vivait pas dans un pays aussi respectueux du secret de Polichinelle quand il se rapporte aux affaires, on écrirait depuis longtemps dans la presse que Rhône-Poulenc aurait du mal à faire face à ses obligations sans les concours bancaires qui continuent de lui être accordés", affirme Paul Fabra dans Le Monde du 6 novembre 1975. L'Etat et les banques centrales continuent à fournir du bois de rallonge. Le cas de Kohjin est particulièrement éloquent : les affaires continuent comme si de rien n'était. D'énormes crédits ont été accordés à une entreprise en fait faillie.

En ce qui concerne les trusts européens de l'automobile, dont quelques uns étaient en fort mau-

vaise posture, soulignons une déclaration non moins péremptoire de M. Gobert du ministère français de l'industrie, à l'hebdomadaire Business Week (1.9.1975) : "En fait, la garantie de l'Etat est déjà implicitement accordée à toutes les grandes entreprises d'automobiles européennes. Les gouvernements ne peuvent pas les abandonner".

La conséquence est double. D'abord, un endettement de plus en plus prononcé des grands trusts, qui freine évidemment la relance du taux de profit. Pour les sociétés non-financières des USA, le rapport entre les sources de financement internes et les sources de financement externes était de 2 à 1 en 1968 ; il est tombé au rapport 2 à 3 en 1975. C'est dire que pour chaque dollar de profits non distribué, il y a maintenant trois fois plus de moyens extérieurs pour financer les investissements courants qu'il y a sept ans (Business Week, 22.9.1975).

Il y a dix ans, la valeur des actions de ces sociétés dépassait quatre fois le volume de leurs dettes. Aujourd'hui, le volume de ces dettes, qui atteint actuellement 1.300 milliards de dollars (200% de plus qu'en 1965) s'élève déjà à plus de 50% de la valeur des actions, et cette proportion augmente rapidement. Le service de la dette ne représentait que 9% des recettes brutes des entreprises en 1959; il représente 33% aujourd'hui. (Bulletin du Crédit Suisse, avril-mai 1975). En Allemagne, le rapport entre les dettes des firmes et leur capital est passé de 1,5 à 1, à 2 à 1 entre 1968 et 1975. Cependant, les entreprises allemandes, seules pratiquement dans les pays impérialistes ont pu accroître leur taux d'auto-financement (à un niveau d'investissements bas, il est vrai), de 72% en 1970 à 94% en 1975. Les 700 sociétés italiennes les plus importantes ont dû emprunter en la seule année 1974 une somme égale à 57% de tout ce qu'elles avaient emprunté pendant la période 1968-1973.

Ensuite, une pression de plus en plus forte sur le système bancaire, chaque fois qu'un gros client ne peut plus rembourser ses dettes. La faillite de W. T. Grand & C° a coûté cher au système, auquel ce trust a emprunté 640 millions de dollars. Ses dettes à l'égard de trois des principales banques de New-York, la Chase Manhattan, la First National City et la Morgan Guarantee, s'élèvent à près de 100 millions de dollars pour chacune d'elles.

On comprend alors pourquoi, après la quasi-panique provoquée l'an dernier par l'effondrement de la maison bancaire Herstadt de Cologne, il y eut cette année une quasi-panique encore plus forte lorsqu'en automne 1975, la menace d'une banqueroute de la ville de New-York se profilait à l'horizon. Les douze principales banques de New York détiennent pour plus de 4 milliards de dollars de dettes "mauvaises" (2 milliards de dollars d'obligations de la ville de New-York ; 1 milliard de prêts aux lignes

aériennes ; 0,4 milliards de prêts à W. T. Grant ; plus d'une demi-milliard de dollars de prêts à d'autres municipalités menacées de faillite). A cela s'ajoutent des prêts immobiliers non garantis de 7,6 milliards de dollars et des prêts aux REIT en difficultés (les fonds communs de placement en valeurs immobilières) de 4 milliards de dollars.

Si l'on sait que les réserves pour pertes par dettes non remboursées ne s'élèvent qu'à 1,8 milliard de dollars, et les moyens propres de ces banques qu'à 9,5 milliards de dollars, les risques d'écroulement du système de crédit étaient réels. C'est pourquoi Ford a dû mettre les pouces et promettre que le gouvernement fédéral dépannerait New-York. Pour certains, capital propre plus réserve pour pertes sur prêts sont inférieurs aux seules obligations de la ville de New-York et de REIT qu'elles détiennent, (c'est notamment le cas de la Chemical Bank et de la Bankers Trust Co). La Marine Midland a déjà dû enregistrer une perte absolue pour le 4^e trimestre 1975. D'autres "mauvais prêts" des grandes banques de New-York concernent les compagnies aériennes (dont quelques-unes pourraient faire banqueroute) et le financement de grands pétroliers. Le Federal Reserve Board a promis d'aider en tout cas les grandes banques, et fait surveiller de près 546 banques, pour la plupart petites, qui ont des obligations municipales de New-York en porte-feuille pour un montant dépassant de 20% leur capital propre. Les seules pertes provenant des REITs (fonds immobiliers) pourraient varier de 600 millions à 1,8 milliard de dollars pour les banques.

La situation du système bancaire britannique n'est guère meilleure. Selon The Economist (9 août 1975), "L'effondrement du marché de l'immobilier était une menace plus grave pour le système financier britannique que le retrait des dépôts des banques secondaires. Selon des évaluations immobilières réalistes, plusieurs banques sont quasiment en faillite non déclarée. A la fin de 1974, les prêts bancaires aux secteurs de l'immobilier et de la construction avaient atteint 5 milliards de livres. Cela représente plus de la moitié des engagements financiers des banques pour l'ensemble des industries britanniques, pour une moyenne de 1/5 au début de 1970... Quelle est la partie des prêts immobiliers non couverte par la valeur réelle des terrains et bâtiments ? Plus d'un milliard de livres (valeur de 1973), y compris les porte-feuilles des groupes privés Stern et Lyon, et les Guardian Properties (Holdings) cotées, qui se sont effondrés l'an dernier, sont probablement entre les mains d'administrateurs judiciaires et de liquidateurs."

Cette fois-ci, les banques l'ont encore échappé belle. Comme nous l'avions estimé dans notre analyse à la fin du premier semestre 1975, les réserves du régime capitaliste des pays impérialistes les plus riches n'ont pas été épuisées par l'inflation. Elles permettent encore de pour-

sivre le carrousel "endettement-inflation-endettement supérieur" pendant quelques cycles. Mais du même coup, la récession ne peut pas jouer le rôle objectif qu'elle est supposée jouer. La dévalorisation du capital reste marginale. La remontée du taux de profit sera médiocre. La conclusion est claire : la récession ne débouchera pas sur un "boom" puissant, mais sur une reprise limitée, conduisant assez rapidement à une nouvelle récession.

Relance, inflation et système monétaire international

La relance de la consommation intérieure et le dépannage des firmes en difficultés par des subsides (et des déficits) budgétaires, signifie une relance par l'inflation. L'opinion bourgeoise qui se réjouit d'une certaine décélération de l'inflation pendant l'année 1975 ne semble pas se rendre compte du fait que la poursuite de la hausse du coût de la vie en pleine récession, coïncidant avec une réduction de la production matérielle de l'ordre de 5 à 10% dans la plupart des pays impérialistes, constitue en elle-même un phénomène extrêmement grave, qui laisse prévoir une nouvelle flambée inflationniste, dès que la conjoncture se sera redressée sérieusement.

Hausse des prix de détail :

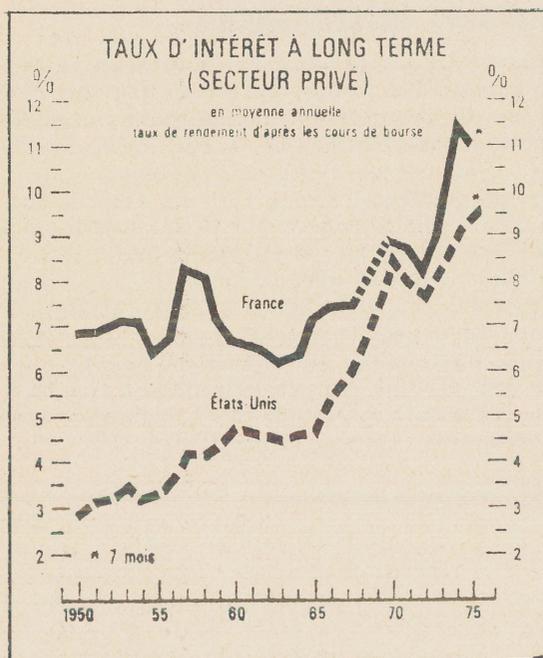
	2° trim. 74 au 2° trim. 75	Sept. 74 à Sept. 75
USA	+ 9,7%	+ 7,8%
Canada	+ 10,2%	+ 10,6%
Japon	+ 13,2%	+ 10,3%
France	+ 12,7%	+ 10,7%
Allemagne Occ.	+ 6,3%	+ 6,1%
Italie	+ 19,8%	+ 13,0%
Grande-Bretagne	+ 24,8%	+ 26,6%
Belgique	+ 13,5%	+ 10,8%
Pays-Bas		+ 10,4%
Suède		+ 12,0%
Suisse		+ 5,4%

Mais la relance par le truchement de l'accroissement des dépenses publiques a également un autre effet sur la conjoncture. D'énormes déficits budgétaires sont apparus : quelques 70 milliards de dollars aux Etats-Unis ; 35 milliards de dollars en Allemagne Occidentale ; 20 milliards en Grande-Bretagne ; 10 milliards au Japon ; 9 milliards en France ; au total, sans doute 160 milliards de dollars pour l'ensemble des pays impérialistes ! Ces déficits nécessitent un volume croissant d'emprunts sur le marché des capitaux pour être couverts : rien qu'au Japon, on s'attend à près de 18 milliards de dollars d'emprunts publics !

De ce fait, au moment même où l'endettement croissant des firmes capitalistes oblige celles-ci à avoir un recours accru au marché financier en vue de financer leurs investissements, ce marché se trouve pressuré par la demande de capitaux de la part des pouvoirs publics. Cela

provoque d'une part, un relèvement du taux d'intérêt à long terme, avant que la reprise industrielle ne soit réellement lancée.

Cette hausse du taux d'intérêt à long terme correspond par ailleurs à l'inflation, c'est-à-dire à l'apparition d'un taux d'intérêt réel et du taux d'inflation. Ainsi, Conjoncture, le bulletin économique mensuel de la Banque de Paris et des Pays-Bas, publié dans son n° d'octobre 1975 le graphique suivant concernant l'évolution du taux d'intérêt à long terme pour crédits au secteur privé :



D'autre part, une énorme pression de la part de la bourgeoisie en vue d'un "assainissement" des finances publiques, qui se traduirait avant tout par une réduction des dépenses sociales, c'est-à-dire une nouvelle agression contre le niveau de vie des masses laborieuses, jointe à l'attaque contre les salaires réels.

Les taux d'inflation fort discordants chez les principales puissances impérialistes ont influencé les relations réciproques entre les principales devises, qui continuent à être gouvernées par le système des taux de change flottants. Le dollar s'est affermi relativement par rapport aux autres devises impérialistes ; dans une moindre mesure, cela s'applique également au franc français et à la lire. Par contre le yen et le franc belge, se sont quelque peu effrités et la livre sterling est en chute libre. La politique de relance du gouvernement japonais, après avoir été subordonnée à l'impératif de la stabilisation de la balance des paiements et du yen, vire maintenant vers une relance des exportations. Dans ce contexte, une certaine baisse du yen par rapport au dollar n'est évidemment pas faite pour lui déplaire.

par rapport à l'accord monétaire de déc. 1971

Par rapport au 15 fév. 1973

dollar US	- 14,85%	+ 1,6%
D. M.	+ 13,83%	+ 11,53%
yen	+ 0,24%	- 12,23%
F. F.	+ 6,37%	+ 2,91%
£	- 32,48%	- 18,59%
Lire	- 29,18%	- 23,89%
Florin	+ 8,03%	+ 5,96%
F. B.	+ 2,52%	+ 0,56%
F. S.	+ 26,11%	+ 18,77%
Dollar Canadien	- 4,26%	+ 11,60%
Dollar Australien	+ 5,99%	- 3,45%
Couronne suéd.	+ 3,70%	+ 2,49%

(Source : Neue Zürcher Zeitung, 19.7.1975)

Mais les puissances impérialistes restent profondément divisées quant à l'avenir du système monétaire international, et quant aux incidences du désordre monétaire résultant de l'effondrement du système de Bretton-Woods sur la conjoncture économique d'ensemble de l'économie capitaliste. Les impérialistes américains et britanniques restent en général partisans du système des changes flottants. Ce système permet surtout de maintenir le dollar comme réserve de change dans des banques centrales autres que celles des États-Unis, tout en évitant le retour à la convertibilité du dollar en or. Beaucoup de puissances impérialistes européennes - à commencer par la France et la Suisse - s'opposent pour cette raison au maintien du système des changes flottants. Elles croient que ce système introduit de plus en plus de désordre et de spéculation dans le commerce international et freine progressivement son essor. (7) En outre, elles y voient une source permanente d'inflation, puisque ce système permet aux États-Unis de maintenir ad infinitum un déficit de sa balance des paiements. L'afflux de dollars dépréciés vers le reste du monde, qui en résulte, nourrit et gonfle le mouvement inflationniste partout.

Le floating n'a point empêché les fluctuations violentes des cours des devises (le dollar a baissé de près de 25% contre le DM et le franc suisse en 1973, suivi d'un rétablissement intégral six mois plus tard). Ceci a à la fois stimulé la spéculation, - et la perte des "mauvais spéculateurs". Mais comme le remarque la revue Banque dans son fascicule de février 1975 : "Le dommage créé par cet aspect de la généralisation des changes flottants ne se mesure pas seulement aux chiffres de pertes enregistrés... ou à la disparition de quelques banques, mais surtout à la détérioration du climat général de confiance entre les banquiers et leurs déposants".

Les discussions qui ont précédé et accompagné le "sommet impérialiste" de Rambouillet, furent en grande partie placées sous le signe de ce débat. Le résultat fut médiocre. Le jour-

nal français Le Monde a titré que les dirigeants occidentaux "misent sur un dollar plus stable" (19. 11. 1975).

En pratique, cela voudrait dire que la France aurait largement cédé devant les Etats-Unis. Cependant, les gouvernements impérialistes ont également décidé de réduire l'ampleur des fluctuations des taux de change, c'est-à-dire d'adopter une solution intermédiaire entre le système des changes fixes et celui des changes flottants. Parier exclusivement sur la stabilité du dollar semble par trop risqué, vue la situation financière du capitalisme américain telle que nous l'avons résumée plus haut et telle qu'elle est bien présente à l'esprit de la bourgeoisie internationale.

En réalité, la difficulté d'une "remise en ordre" du système monétaire international provient avant tout du fait qu'il n'y a toujours pas de solution de rechange au dollar. "L'écu", la monnaie européenne qui devrait résulter d'une intégration monétaire et financière plus avancée au sein du Marché commun européen, est toujours du domaine du rêve. Dans ces conditions, malgré toutes les pressions du gouvernement américain, les projets de "démonétisation" de l'or n'ont guère de chances d'être traduits dans les faits, même si pas mal de gouvernements y adhèrent effectivement ou du bout des lèvres. En l'absence d'un "gouvernement bourgeois mondial", irréalisable dans des conditions de concurrence inter-impérialiste qui se poursuit de plus belle, l'or continue à jouer son rôle de moyen de paiement en dernier ressort et de valeur-refuge (de principal moyen de thésaurisation). Les fluctuations violentes de ses cours, y compris en partie dans le sens de la baisse (l'or est passé de près de 200 dollars l'once fin 1974 à 126 dollars fin septembre 75, après la décision du Fonds monétaire international de vendre 25 millions d'onces d'or, puis est remonté à 146 dollars début novembre), loin de démontrer le refoulement progressif de ce métal hors du système monétaire international, démontrent le contraire. Le gouvernement des Etats-Unis devra céder sur ce point, ayant déjà admis que les banques centrales qui le désirent (notamment celles de l'Europe capitaliste) aient le droit de s'acheter mutuellement l'or au prix du marché, et non à un prix artificiellement bas.

La contraction du commerce mondial

Le volume du commerce mondial a décliné de 10% au cours du premier semestre de 1975, par rapport au volume de la période correspondante de 1974, selon un rapport du GATT. Nous ne disposons pas encore de chiffres pour le volume du troisième trimestre de 1975, mais tout indique qu'il continue à se situer à un niveau plus bas que celui du 3° trimestre de 1974, fût-ce avec une différence plus petite. Les exportations des principales puissances impérialistes n'ont en tout cas pas encore récupéré leur

niveau d'avant la récession, ainsi qu'il ressort des chiffres que voici :

Exportations (en milliards de dollars) :

	<u>USA</u>	<u>All. Occ.</u>	<u>Japon</u>
3° trim. 1974	23,4	22,0	15,0
4° trim. 1974	27,1	24,2	16,5
1° trim. 1975	27,2	22,5	13,3
2° trim. 1975	26,7	23,6	13,6
3° trim. 1975	27,0	22,2	13,4

Tenant compte du fait que les prix des produits manufacturés exportés principalement par ces pays ont continué à augmenter, la chute en volume des exportations est encore plus grande que celle exprimée par ces chiffres en valeur.

Cependant, les différents secteurs du marché mondial ont évolué de manière inégale au cours du dernier semestre de 1975 :

° le marché des Etats-Unis est en expansion, sous l'effet du début de reprise. Les importations sont en légère hausse, et certaines branches en ont nettement profité. Pendant plus de six mois, les constructeurs d'automobiles européens et japonais (surtout Volkswagen, Toyota et Datsun) ont pu accroître de manière sensationnelle leur part du marché américain, part qui est passée de 15 à 20%. Il est vrai que vers la fin de 1975, cette part redescend en-dessous de 15%. Mais il n'est pas certain que ce soit dû à une compétitivité majeure des "petits modèles" américains. Il est possible que les stocks et les transports n'aient simplement pas pu suivre la demande (Volkswagen a d'ailleurs remis sur le tapis son projet de fabriquer les voitures pour le marché américain aux Etats-Unis mêmes).

° le marché des principaux pays impérialistes d'Europe et celui du Japon continuent à stagner, bien que fin 1975, de légers signes d'expansion se manifestent. Dans la plupart de ces pays, la part des importations par rapport au PNB tend à stagner, voire à reculer. Ce fut surtout le cas du Japon. L'exception, c'est la Grande-Bretagne, où la concurrence étrangère, notamment européenne et japonaise, se fait plus efficace, vue l'explosion des prix de vente des produits britanniques.

La contraction du marché japonais a été un désastre pour les pays capitalistes d'Asie pour lesquels le marché japonais constitue le client d'un tiers de leurs exportations. Ainsi, les importations japonaises autres que celles du pétrole avaient-elles diminué de près de 30% pendant le premier trimestre de 1975. Encore en août-septembre 1975, le Japon a importé 20% de moins de minerai de fer et 33% de moins de bois que l'an précédent (Far Eastern Economic Review, 31 octobre 1975).

° le marché des pays semi-coloniaux non-exportateurs de pétrole est en contraction sérieuse, vue la baisse des cours des matières pre-

mières qui s'est poursuivie tout au long du 2° semestre 1975 jusqu'au mois de novembre :

Les cours des principales matières premières :

index en dollars	23 septembre 1975 par rapport au 23.9.74	23.9.1975 par rapport au 23.8.1975	25.11.1975 par rapport au 25.10.1975
Tous les produits	- 9,4%	- 2,8%	0,0%
Prod. aliment.	- 11,7%	- 2,0%	+ 0,1%
Fibres industr.	- 9,7%	- 2,4%	- 0,2%
Métaux	- 20,5%	- 7,7%	- 1,1%
<u>index en livres st.</u>			
Tous les produits	+ 2,6%	+ 0,2%	+ 1,4%
Produits aliment.	0,0%	+ 1,1%	+ 1,5%
Fibres industr.	+ 2,3%	+ 0,6%	+ 1,2%
Métaux	- 10,0%	- 4,8%	+ 0,3%

(Source: The Economist, du 27.9 et du 29.11 1975.)

Ce sont les cours en dollars qui sont significatifs; les cours en livres sterling reflètent en grande partie une dépréciation de cette devise, qui dépasse en ampleur la chute des cours des matières premières.

La chute des cours des principales matières premières, jointe à la contraction des volumes exportés par suite de la baisse de la demande résultant de la récession, a sévèrement réduit le pouvoir d'achat des pays exportateurs de matières premières autres que le pétrole sur le marché mondial. Ces pays ont dû soit aggraver sérieusement leur endettement pour payer leurs importations, soit réduire à leur tour le volume de celles-ci. Plusieurs espoirs de grosses commandes pour les pays impérialistes ont ainsi momentanément disparu.

Le déficit commercial global de ces pays, qui s'était déjà élevé au montant impressionnant de 40 milliards de dollars en 1974, risque d'augmenter davantage encore en 1975.

° le marché des pays exportateurs de pétrole a connu une expansion plus nette que prévue, ces pays ayant dépensé une fraction plus grande que prévue originellement de leurs revenus pétroliers pour diverses formes d'importations (armements, projets de développement d'infrastructures, d'industrie et d'agriculture, consommation courante de luxe, etc.) En fait, le surplus de la balance des paiements des pays exportateurs de pétrole ne serait plus que de 17 milliards de dollars pendant le premier semestre 1975 (Neue Zürcher Zeitung, 19.9.1975), contre un surplus de 32 milliards pour le 2° semestre de 1974. Des estimations de la US treasury évaluent la progression de ces importations comme passant de 20 milliards de dollars en

1973 à 37 milliards en 1974 et 55 milliards en 1975 (The Economist, 20.9.1975). L'essor des importations a été tel que certains pays exportateurs de pétrole se sont de nouveau endettés, et que le surplus de leur balance des paiements a été pratiquement épongé. D'autres ont dû ré-examiner des projets déjà mis en chantier, ce qui a infligé quelques déconfitures (peut-être momentanées) à des pays impérialistes exportateurs. (9) Signalons que la production de pétrole a diminué de 14% au premier semestre 1974; la baisse a même atteint 27% au Koweït et 41% en Libye (Middle East Economic Review, septembre 1975).

° le marché des Etats ouvriers bureaucratisés continue à être en expansion, du point de vue du commerce extérieur des pays capitalistes. Mais cette expansion est plus modeste que prévue, notamment en fonction du fait que la récession a réduit le potentiel d'absorption des marchés capitalistes pour des produits en provenance des pays de l'Est, et que ceux-ci commencent à connaître des pénuries sérieuses de devises occidentales. Plusieurs d'entre eux ont dû avoir recours au marché des capitaux d'Europe Occidentale pour financer des projets d'importation, ce qui leur a d'ailleurs en général réussi (10). Signalons également, la tendance à des accords de troc à long terme afin de se protéger contre des fluctuations trop fortes des prix sur le marché mondial: troc de blé américain contre du pétrole soviétique; de l'acier japonais contre du pétrole chinois, etc.

D'une manière générale, le climat de récession et de concurrence inter-impérialiste exacerbée a stimulé un regain de nationalisme et de protectionnisme économiques dans tous les pays impérialistes. Aux Etats-Unis, des pour-

suites pour concurrence déloyale ont été lancées contre les importateurs d'automobiles ainsi que de produits sidérurgiques d'Europe et du Japon, alors que les fabricants de montres s'en prenaient aux importateurs de montres dites digitales et électroniques. Dans le Marché commun, on accusait de dumping les importateurs de camions soviétiques et d'acier japonais. Au Japon, à son tour, la "libéralisation" des importations de voitures était entourée de tant d'entraves bureaucratiques que le Marché commun européen mit ce pays en demeure d'ouvrir ses frontières, sinon la CEE commencerait à restreindre les importations d'automobiles japonaises. L'Australie a imposé des quotas d'importation de voitures, qui ont réduit ces importations de 55% dans la période juillet-octobre 1975. La Grande-Bretagne accuse l'Espagne de pratiquer du dumping avec les exportations de produits sidérurgiques.

La Suède restreint ses importations de souliers alors que le Marché commun restreint, en rétorsion, ses importations de papier suédois. La France a imposé des restrictions à l'importation de vins italiens, contrairement à l'esprit du Traité de Rome. Et ainsi de suite.

Le cas le plus typique est celui de la sidérurgie. Celle-ci est frappée de manière particulièrement grave par la récession, comme l'indiquent les données suivantes :

Baisse de la production d'acier pendant les huit premiers mois de 1975 :

Belgique	- 29,0%
R. F. A.	- 21,0%
U. S. A.	- 18,4%
France	- 18,0%
Japon	- 11,6%
Grande-Bretagne	- 10,1%
Autres pays capitalistes	- 12,8%

De manière plus générale, la Grande-Bretagne s'apprête à introduire des contrôles (et donc des limitations) des importations. Et comme l'écrit un fascicule récent de la revue Eurépargne, paraissant au Luxembourg: "Manifestement, dans la conjoncture présente, il est improbable que puisse être préservé sans corrections le principe du libre-échange, tel qu'il est pratiqué par les seuls pays occidentaux" (numéro de septembre 1975).

Quelques perspectives à plus long terme

Les tendances de développement à plus long terme de l'économie capitaliste internationale - pour autant qu'une percée de la révolution socialiste en Europe occidentale dans les années prochaines ne bouleverse pas toutes ces données - se laissent ainsi préciser :

Il paraît certain que vue la baisse du taux mo-

yen de profit, l'économie des pays impérialistes ne retrouvera plus ses taux de croissance moyens des années 50 et 60. Quelques monopoles majeurs sont déjà en train d'agir en fonction d'une telle perspective, ce qui lui donne la fonction d'une self-fulfilling prophecy: "En sidérurgie comme ailleurs, quelque chose a changé depuis un an. Les extrapolations ambitieuses fondées sur une croissance de 5% et plus sont abandonnées, sans qu'un consensus véritable se soit dégagé... sur un chiffre de progression". (Le Monde, 21.10.1975).

Et le ministère japonais pour le Commerce International et l'Industrie MITI prévoit une croissance de la demande intérieure pour voitures privées et camions de 2,1% par an pendant la période 1972-1985, contre 15% pendant la période 1965-1972 (Far Eastern Economic Review, 28 novembre 1958).

Les branches particulièrement frappées par le retournement de la tendance à long terme vont connaître un "assainissement" par l'élimination d'une série de concurrents moins aptes. Malgré l'intervention des pouvoirs publics, cet "assainissement" est d'ores et déjà inévitable, notamment dans la branche automobile. La réaction des monopoles les plus "dynamiques" (notamment en Europe) ira dans le sens de la diversification. Des trusts classiques de l'automobile comme FIAT et Renault escomptent réaliser sous peu, moins de 50% de leur chiffre d'affaires global, dans cette branche. US Steel obtient déjà 43% de ses profits ailleurs que dans la sidérurgie.

Les branches qui ont connu un taux de croissance exceptionnel au cours de la "longue vague à tendance expansive" 1940 (1948)-1967 connaîtront une expansion moins rapide. Elles perdront les taux exceptionnels de surprofit, dont elles ont joui jusqu'ici. Le cas le plus important sera sans doute celui des ordinateurs. La concurrence y est particulièrement vive depuis le début de la récession. (11) Le marché des gros ensembles de calculatrices est de plus en plus saturé. Les géants, avant tout IBM, qui ont jusqu'ici laissé le marché des mini- et des micro-ordinateurs aux concurrents plus faibles, pour que ceux-ci dégagent le terrain et se cassent les dents dans une guerre des prix, vont commencer à y pénétrer en force. L'expansion ne pourra plus se soutenir que grâce à la production et à la vente en masse, c'est-à-dire grâce aux petits modèles.

Mais dans ce domaine aussi, le taux de croissance sera en baisse rapide. Selon le Financial Times (5.3.1975), on prévoit l'expansion suivante de la production mondiale: de 23 millions d'unités en 1973 à 34 millions en 1974 (+ 50%), à 50 millions en 1975 (+ 47%), à 67 millions en 1976 (+ 34%), à 86 millions d'unités en 1977 (+ 27%) et à 92 millions d'unités en 1978 (+ 8% seulement).

Les efforts pour réaliser des "innovations" spectaculaires, à coup de centaines de millions, voire de milliards de dollars de préparatifs,

redoubleront avec l'amplification d'un surplus de capitaux qui résultera du ralentissement à long terme de la croissance. Beaucoup de ces projets seront des échecs financiers, comme ce fut le cas de Concorde, comme ce fut le cas de la tentative des trusts Gulf Oil et Royal Dutch Shell de se lancer ensemble dans l'industrie nucléaire. Quelques projets semblent promis à une "percée" à moyen terme : la voiture électrique, où la Grande-Bretagne est bien placée; le vidéo-disque, principale "innovation" de l'industrie des appareils électriques où, contrairement à la télévision, les Américains ne seront plus seuls à démarrer. Dès la première tranche de production de masse, Philips (Pays-Bas) et peut-être Decca-Telefunken, tiendront la dragée haute à RCA.

L'industrie japonaise des mécanismes anti-pollution semble promise à une brillante expansion; selon le Far Eastern Economic Review du 28 novembre 1975 : "Les équipements anti-pollution sont devenus aujourd'hui le deuxième poste en importance et le plus profitable pour les fabricants japonais de machines... Les investissements pour prévenir ou freiner la pollution dans les industries clés... ont plus que doublé, passant de 1,615 milliards de dollars US pour l'année fiscale 1973 à 3,380 milliards de dollars pour l'année fiscale 1974, selon une enquête du MITI... Ce rapport prévoit une progression de la croissance des dépenses pour le contrôle de la pollution pouvant atteindre 4,820 milliards de dollars pour l'année 1975."

Les perspectives de l'industrie nucléaire sont moins claires et moins expansives qu'on ne le pensait il y a quelques années. Des accidents spectaculaires, le coût élevé de mesures de sécurité supplémentaires, la révision vers le bas du "déficit énergétique" prévu en fonction d'extrapolations imprudentes sur les taux de croissance tant de la production que de la population : tout cela incite maintenant à une plus grande prudence quant au nombre de centrales nucléaires qui fonctionneront d'ici dix ans. (12). Néanmoins, cette branche et celle de l'appareillage électro-nucléaire, restera un secteur important en expansion.

Du point de vue géographique, les pays exportateurs de pétrole continueront pendant plusieurs années à connaître un taux de croissance économique au-dessus de la moyenne, grâce aux ressources financières déjà accumulées. L'exportation de biens d'équipement vers ces pays-là augmentera donc également plus que proportionnellement, par rapport au commerce mondial dans son ensemble. Mais une fois la première série d'usines construite, celles-ci risqueront de supprimer des emplois dans les pays exportateurs de machines, si le ralentissement de la croissance économique et les perturbations du commerce mondial, se maintiennent comme prévu. La Grande-Bretagne espère un renversement de sa balance des paiements grâce aux revenus du pétrole de la mer du Nord.

...il y aura soit une révo- lution socialiste, soit de véritables catastrophes pour l'humanité!

Le Japon et l'Allemagne Occidentale poursuivent une expansion intense de leurs exportations directes de capitaux à l'étranger. La pénétration des pays du Pacifique et d'Amérique Latine par le capital japonais est particulièrement spectaculaire. Entre avril 1973 et mars 1975, des investissements japonais ont été approuvés pour des montants de 685 millions de dollars au Brésil, de 360 millions au Pérou, de 272 millions aux Bermudes, de 218 millions au Canada, en dehors de près de 2 milliards de dollars d'investissements dans les marchés traditionnels d'Asie orientale, et de 1,3 milliard d'investissements aux USA (Financial Times, 12 novembre 1975).

En gros, toutes les caractéristiques d'une "longue vague de croissance ralentie", voire à stagnation prédominante, se précisent progressivement. Vue la force de la classe ouvrière, cela implique une lutte acharnée pour la modification du taux de la plus-value, seul moyen dont dispose en définitive le Capital pour renverser la tendance à long terme d'une baisse du taux de profit, étant donné le caractère irréversible de la semi-automation et de l'automation (c'est-à-dire d'un accroissement considérable de la composition organique du capital). Le "climat économique" se rapproche, toutes proportions gardées, de celui du début des années 20. Au bout de ce long cycle de luttes de classes intenses, il y aura soit une victoire de la révolution socialiste, soit de véritables catastrophes pour le genre humain, comme ce fut le cas il y a un demi-siècle : dictatures sanglantes et guerres meurtrières.

10 décembre 1975

NOTES:

(1) Voir notamment le chapitre 14 de notre Spätkapitalismus, pp. 446-7 de la première édition anglaise (Late Capitalism, New Left Books) et pp. 408-410 de la deuxième édition allemande.

RECESSION ET CRISE DE L'ECONOMIE ESPAGNOLE

PEDRO GARCIA

(2) Voir à ce sujet notamment : Victor Barret et Richard Black : "The Deflation of the Economists", in : Euromoney, avril 1975.

(3) Un résumé très favorable à ce nouvel exercice d'extrapolation qui connaîtra le même sort que des exercices similaires d'un passé récent, se trouve dans Business Week, 22.9.1975.

(4) Cf. notamment Karl Marx : "Das Kapital", tome III, chapitre 15, pp. 264-5 dans l'édition MEW, Dietz-Verlag, Berlin, 1969.

(5) Une "contre-offensive" des économistes libéraux conservateurs du type von Hayek accompagne ce retournement dans tous les pays capitalistes. Voir une formule caractéristique du professeur Harry Johnson : "La réponse (à l'inflation)... à long terme... dépend de la volonté de la société de renoncer à l'assistance étatique..." (The Banker, août 1975).

(6) Voir Inprecor n° 16/17, 16.1.1975, p. 12.

(7) Ibidem pp. 10-11

(8) Un risque supplémentaire d'effondrement du système de crédit international provient de l'expansion incontrôlable du marché des euro-devises. Voici à ce propos, l'avis d'un banquier international bien connu, M. Rennie : "... La puissance globale du système monétaire international est trop dépendante d'une stabilité raisonnable de chaque secteur pour qu'on puisse laisser se produire un tel effondrement majeur (au sein des Euro-marchés) sans que tous les efforts aient été faits, à l'échelle internationale pour l'éviter... Si, malgré un maximum de coopération internationale, une faillite très importante devait arriver, elle pourrait, à mon avis saper la viabilité des Euro-marchés et les évincer de leur position sur la scène financière mondiale d'aujourd'hui". (The Banker, août 1975).

(9) C'est notamment le cas de l'Algérie, qui, en raison de l'aggravation de son déficit commercial, a remis en cause plusieurs projets industriels impliquant de grosses commandes à la France (Le Monde, 15.10.1975).

(10) Selon le Financial Times du 25 novembre 1975, la Banque du Commerce Extérieur de l'URSS (URSS Foreign Trade Bank) a emprunté quelques 750 millions de dollars en occident depuis le début de l'année. A cela, il faut ajouter des emprunts de la Pologne, de la Hongrie et de Cuba, pour un total de 590 millions de dollars, des emprunts de la Banque d'investissements du COMECON d'un total de 430 millions, ainsi que des emprunts de la RDA de 35 millions de dollars.

(11) Rank-Xerox a dû quitter la branche. Rockwell est en difficultés. Texas Industries a jusqu'ici raté son "entrée" dans la branche des mini-ordinateurs. Siemens s'accroche, malgré la dissolution de Unidata, son mariage avec Philips; maintenant, il semble s'allier au trust japonais Fujitsu. En fait, on s'attend cette année à une réduction de 12% de la valeur des ordinateurs vendus aux USA.

(12) Voir l'étude de Business Week du 17 novembre 1975.

Vers le milieu de l'année 1974, il apparut clairement en Espagne qu'une récession venait d'éclater et qu'elle se développerait rapidement. Les contradictions internes du mode de production capitaliste se sont traduites par une crise de surproduction, comme ce fut le cas dans les autres maillons de la chaîne impérialiste. Aujourd'hui, en automne 1975, on peut affirmer que non seulement la crise continue mais qu'elle s'est même aggravée. Aucun symptôme ne permet de prévoir que le capitalisme puisse rapidement remonter la pente.

Les caractéristiques structurelles du capitalisme espagnol, l'impasse politique dans laquelle se trouve la bourgeoisie depuis 1969, la montée du mouvement de masse, donnent à cette crise de surproduction des caractéristiques spécifiques qu'il convient d'étudier. La crise a éclaté en Espagne dans un contexte qui peut être ainsi résumé :

- elle se développe parallèlement à l'aggravation de la crise politique qui s'accroît de jour en jour;
- elle se développe au moment où le mouvement de masse connaît une montée extraordinaire, ce qui empêche le capitalisme espagnol d'accroître le taux d'exploitation de la classe ouvrière, au moment même où il lui faudrait le faire afin de se sortir des effets de la crise du pétrole et de l'inflation mondiale;
- elle a touché de manière inégale les différents groupes capitalistes, à des moments différents et avec une intensité différente. L'impact de la crise du pétrole a frappé certaines branches comme celle de l'automobile plus que d'autres. Les branches retardataires, avec une composi-

tion organique du capital inférieure, ont été davantage frappées par l'inflation et les hausses salariales que le grand capital. Les contradictions internes du mode de production capitaliste en Espagne ont été en définitive aggravées par le déroulement de la crise.

Après le boom qui commença en 1971 et qui culmina dans la croissance rapide de 1972 et de 1973, la dynamique interne propre au capitalisme espagnol aurait de toute façon provoqué une crise de surproduction. Elle fut rendue plus profonde et plus rapide par l'incidence de deux facteurs :

a) La simultanéité avec le cycle de l'ensemble du reste de l'économie impérialiste, tant dans l'ascension que dans la descente, aggravée par la crise du pétrole.

b) La montée du mouvement de masse qui a fait non seulement tomber les espoirs des capitalistes espagnols et les a empêché d'accroître le taux d'exploitation, mais qui a su aussi éviter que l'adaptation de la production et des ressources aux nouveaux prix relatifs du pétrole et des matières premières ne s'effectue aux dépens des travailleurs.

Vu l'interaction dialectique entre ces trois facteurs, il est fort difficile de les séparer même dans l'analyse. Dans ce qui suit, nous ne traiterons pas de la surproduction à l'échelle mondiale, pour centrer l'analyse sur ses effets en Espagne.

L'évolution de la dernière phase cyclique

La précédente phase d'activité économique réduite pour le capitalisme espagnol peut se situer au milieu de 1971. Puis vint le boom qui coïncida pour la première fois dans tous les pays impérialistes du monde. Il atteignit son point culminant au début de 1974, puis glissa vers une nouvelle récession au milieu de cette année-là. Tout cela se résume dans les chiffres que voici concernant l'évolution du PNB espagnol :

Taux de croissance moyen 1961-70:	7,6%
" " " 1971 :	4,5%
" " " 1972 :	8,9%
" " " 1973 :	8,4%
" " " 1974 :	5,0%
" " prévu en 1975 :	1,0%

Le boom qui commença à partir du milieu de 1971 a été enfiévré par :

- l'évolution de l'économie mondiale, qui s'est caractérisée par l'élévation progressive du taux d'inflation et un essor rapide du commerce mondial, provoquant une hausse considérable de la demande pour des produits du capitalisme espagnol et une nette amélioration de la balance des paiements, ce qui a permis au gouvernement d'appliquer une politique expansive, sans devoir

craindre de futures dévaluations de la peseta ;
- l'absorption progressive des stocks et la restauration du taux de profit à un moment où la demande augmenta pour presque tous les produits, l'inflation qui persistait et le degré d'organisation et de combativité de la classe ouvrière qui était en hausse rapide.

En 1973, l'activité économique se maintint à un niveau élevé, ce qui se traduisit notamment :

- par un niveau très élevé de l'emploi, qui frôla par moments le plein emploi, il y eut pénurie de main-d'oeuvre qualifiée ;
- par de grandes difficultés d'approvisionnement en matières premières, que le boom de l'économie capitaliste internationale rendait de plus en plus rares ;
- par un niveau élevé d'utilisation du capital productif, qui commença cependant à diminuer à partir de 1973 (tombant lentement en-dessous du niveau d'utilisation de plus de 90% atteint fin 1972) ;
- par une accélération de l'inflation : alors que le chiffre officiel de hausse du coût de la vie fut de 8,7% en 1972, il s'éleva à 11,5% en 1973. L'inflation, qui devait s'accroître davantage encore par la suite, mina le pouvoir d'achat des masses et accentua les tendances à la dépression de la consommation. En rencontrant un niveau élevé d'organisation des masses, elle se transforma en un facteur additionnel de mobilisation, qui culmina à l'automne 1974 par une vague de luttes qui affecta sérieusement la production industrielle.

Tous ces facteurs devaient conduire à la crise de surproduction qui se manifesta en 1974. Mais la récession n'aurait pas été si forte et ses effets n'auraient pas été si persistants s'il n'y avait pas eu coïncidence avec deux autres facteurs : la crise internationale et la montée du mouvement de masse.

Il faut aussi signaler que la politique anti-inflationniste appliquée par le gouvernement depuis la fin de 1973, qui se caractérisa par des restrictions monétaires considérables, renforça ces tendances dépressives. L'inflation et la crise du pétrole menacèrent davantage encore les positions internationales du capitalisme espagnol. L'Etat bourgeois, qui n'avait jamais cru que la crise put être si grave, essaya de corriger l'état des choses en déprimant la situation économique. Mais cette politique ne fut guère opératoire, et le capitalisme espagnol dut changer à plusieurs reprises de politique économique au cours de l'année 1974, chaque fois que les évènements s'inscrivirent en faux par rapport aux prévisions de l'appareil d'Etat. Ceci aboutit à une absence croissante de crédibilité des gouvernements successifs. Lorsque les ministres en appellent au patriotisme des capitalistes, comme cela s'est produit récemment, tout en étant incapables même d'arrêter la chute de la Bourse, c'est le signal net que la forme d'exception qu'a prise l'Etat bourgeois en Espagne

depuis Franco non seulement n'est plus utile pour la fraction de la bourgeoisie qui n'est pas au pouvoir, mais cesse même de l'être pour la fraction des monopoles représentés par cette forme d'Etat.

Le point culminant du boom peut se situer vers la fin de 1973. Mais la grande inertie de l'économie espagnole, le fait que les carnets de commande étaient encore bien remplis, que les stocks s'étaient accumulés de manière spéculative dans l'attente de nouvelles hausses des prix des matières premières, le changement de politique économique du gouvernement qui cherchait à survivre au début de 1974 en voulant éviter qu'inflation et crise du pétrole ne réduisent la consommation, afin d'éliminer une des causes de la combativité ouvrière accrue : tous ces faits résultèrent en un niveau d'activité économique élevé maintenu pendant les premiers mois de 1974, de sorte que la récession n'éclata que vers le milieu de l'année. A partir de ce moment-là, la récession s'accrut cependant, frappant avec une vigueur particulière tant les investissements et les exportations que la consommation privée et les dépenses publiques.

Le rôle du mouvement ouvrier dans la récession

La rigidité qui caractérise le capitalisme espagnol, la capacité d'adapter le volume de l'emploi en cas de récession – vu les lois en vigueur – font que le chômage n'augmente qu'avec quelques mois de retard sur la baisse de l'activité économique. En période de haute conjoncture, les heures supplémentaires augmentent rapidement avant qu'on n'embauche; au contraire, en période de récession, il y a d'abord suppression des heures supplémentaires avant que n'interviennent les licenciements. Vu l'absence d'une assurance-chômage tant soit peu adéquate, il n'y a pas non plus de "licenciement libre", vu l'essor que prendraient les conflits sociaux. En fait, dans une première étape, le poids de l'ajustement du volume de la main-d'oeuvre employée tombe sur les capitalistes, du moins pendant une première phase, alors que dans d'autres pays il tombe surtout sur l'Etat qui doit couvrir des déficits croissants de la sécurité sociale. L'inefficacité de la bureaucratie franquiste est particulièrement manifeste à ce propos. Elle sape la capacité compétitive du capitalisme espagnol, qui subit de ce fait une ponction majeure sur ses profits en temps de crise.

A partir du début de 1974, le chômage se mit à augmenter cette fois-ci rapidement, avant même que l'activité économique d'ensemble ne baisse. On connaît la tendance des statistiques officielles à sous-évaluer le niveau du chômage; en général, les économistes acceptent qu'il faudrait multiplier au moins par deux les chiffres officiels afin de cerner de plus près la réalité. Entre janvier et décembre 1974, le nombre de chômeurs officiellement déclarés passa de

160.000 à 250.000. La raison en réside dans la récession européenne : plus de 35% de ce chiffre d'augmentation du chômage en Espagne provient de la masse des travailleurs émigrés qui ont dû rentrer faute d'emploi.

Le capitalisme espagnol s'efforça de faire retomber sur la classe ouvrière le poids de l'ajustement à la crise internationale et aux nouveaux prix du pétrole et des matières premières, dans le but de maintenir le taux de profit. Mais les luttes ouvrières purent l'empêcher. Ainsi, en 1974, les salaires augmentèrent de près de 30%, c'est-à-dire clairement plus que le coût de la vie. Ce fait frappe plus durement les branches retardataires, du fait de leur composition organique du capital plus basse, et exerce une forte influence sur la baisse du taux de profit, en même temps qu'il empêche le transfert de ressources vers l'étranger (essentiellement vers les pays exportateurs de pétrole), plaçant ainsi la bourgeoisie espagnole rapidement en état d'infériorité à l'égard de ses principaux concurrents du fait d'un endettement croissant et d'un taux d'inflation plus élevé. Mais quelque importante que fût l'augmentation des salaires ainsi arrachée, la voie par laquelle elle fut atteinte marque un important changement qualitatif par rapport au passé : en plus des augmentations de salaires prévues dans les conventions collectives, le mouvement ouvrier réussit à arracher la réduction de la journée de travail, fit sauter les limites imposées aux augmentations de salaires par les décisions gouvernementales de fin 1973 et, dans un grand nombre de cas, imposa même des augmentations égales pour tous !

En outre, le mouvement ouvrier réussit à démontrer une fois de plus l'inefficacité pour les capitalistes de la forme d'exception de l'Etat bourgeois, qui n'a pas pu freiner la mobilisation même en utilisant toutes ses ressources répressives. Le mouvement ouvrier fit sauter la politique de blocage des salaires; il obligea le gouvernement à accorder des compensations en vue de neutraliser la réduction de la consommation des masses, notamment pas une action sur l'inflation qui empêcha que celle-ci pèse tout entière sur la classe ouvrière. De ce fait, une chute du taux de profit fut accentuée. En essayant de contenir les progrès des luttes ouvrières et d'atténuer une crise sociale aiguë, l'Etat bourgeois joua objectivement un rôle opposé à celui dont avaient besoin les groupes de monopoles qu'il représente.

L'importance de la montée des luttes ouvrières pour l'évolution de la crise du capitalisme espagnol se mesure par son influence sérieuse sur le niveau de la production industrielle. Le point culminant des luttes ouvrières atteint en automne 1974 coïncide avec une chute brusque de la production industrielle que tous les commentateurs attribuent à la situation sociale :

Accroissement de l'indice de production industrielle par rapport au même trimestre de l'année précédente.

	1973	1974	1975
I	+ 17%	I + 15%	I - 11%
II	+ 14%	II + 14%	II - 9%
III	+ 16%	III + 8%	
IV	+ 14%	IV + 1%	

Les caractéristiques de la crise de surproduction

Bien que la crise de surproduction se manifeste tant par le déséquilibre entre les deux secteurs de l'économie capitaliste que par la chute du taux de profit, c'est-à-dire que la chute du taux d'utilisation du capital comme celle du volume de l'accumulation sont le résultat des deux facteurs, nous les séparerons dans l'analyse afin de rendre celle-ci plus facile.

A. Le déséquilibre entre les deux secteurs se manifeste par le fait que la demande de biens augmenta bien moins vite que la capacité de production.

a) La consommation connut une décélération prononcée en termes réels, bien qu'on ne puisse pas parler d'une baisse absolue; pour l'ensemble de l'année, il est question d'une croissance de 5%. Au cours de l'année, les carnets de commande des firmes se dégarnirent, les stocks s'accumulèrent et les pronostics se firent de plus en plus pessimistes. Le taux d'utilisation du capital tomba de 87% à la fin de 1973 à 80% pour le dernier trimestre de 1974. En 1975, cette tendance s'est poursuivie; la capacité non utilisée est tombée à 23%, pourcentage qu'on n'avait plus connu depuis 1967. La cause doit en être trouvée dans l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des masses, même si les succès des luttes ouvrières réduisirent cet impact aux dépens de celui de l'inflation sur le taux de profit.

b. Les investissements furent frappés avec retard, mais quand ils le furent, la chute fut bien plus brutale que pour la consommation. Cela est normal dans un phase déclinante de la conjoncture. Pour la même raison, la relance des investissements prend plus de temps que la relance de la consommation. Si les investissements ont encore augmenté de 7% pour l'ensemble de l'année 1974, cela n'empêche pas une chute continue des commandes de biens d'équipements au fur et à mesure que l'année s'écoula alors qu'en même temps, les stocks grandirent, même de manière moins intense que pour les biens de consommation. Le taux d'utilisation du capital ne diminua pas fortement (passant de 89 à 85% pendant l'année 1974); la diminution eut lieu surtout au début de 1975.

c. La construction fut le secteur qui contribua le plus au chômage. En utilisant surtout de

la main d'oeuvre occasionnelle, l'adaptation du volume de la main d'oeuvre à la production courante y est beaucoup plus facile. Cela créa pendant l'année 1974 un climat de crise dans cette branche qui ne contribua guère à améliorer les perspectives du reste de l'économie.

d. Les répercussions de la crise internationale constituent, sans aucun doute, le facteur le plus important. L'augmentation du prix du pétrole et de celui des matières premières a eu des effets inégaux sur l'activité des différentes branches de l'économie capitaliste. On peut mesurer son importance en soulignant le fait que 70% de l'augmentation du déficit commercial sont dus à l'augmentation du prix du pétrole. Quant aux effets de la contraction du commerce mondial, il suffit de signaler que la détérioration de la balance des paiements (sans tenir compte des mouvements de capitaux) s'élève à 6% du PNB, ce qu'on ne constate dans aucun autre pays impérialiste. Le résultat global peut être estimé à une perte de 770 millions de dollars pour l'économie espagnole, malgré l'endettement extérieur accru auquel le gouvernement a eu recours.

B. La chute du taux de profit

Tous ces phénomènes contribuent à la chute du taux de profit. Pour le capitalisme, un taux modéré d'inflation contribue à la réalisation de la plus-value, puisqu'il permet de maintenir la demande à un niveau élevé en même temps qu'il permet d'"intégrer" en partie les luttes ouvrières. Mais alors que l'inflation devient galopante, la suite des revendications ouvrières et des hausses de prix met en marche un processus inflationniste qui frappe de manière inégale les différentes branches d'activité capitalistes, et aggravent les contradictions internes du système. Dans le cas de 1974, cela est particulièrement vrai, puisque l'inflation augmenta les coûts de la production industrielle bien plus que ses prix de vente: pour la première fois, les prix de gros augmentèrent même davantage que le coût de la vie! Les facteurs suivants influencèrent la chute du taux de profit:

a. L'effet de l'inflation sur les secteurs les plus retardataires, surtout sur l'agriculture. L'agriculture espagnole est marquée par un déséquilibre structurel prononcé. Certains produits, tels le blé, le riz, les agrumes et le vin, connaissent des excédents permanents sans débouchés internes ou internationaux. Pour d'autres produits comme le sucre il y a pénurie permanente. Pour l'élevage, il y a rentabilité problématique du fait de la pénurie d'aliments pour le bétail qui résulte de la protection accordée par le régime à la production de blé. La productivité agricole moyenne est très basse. Tout cela résulte en un accroissement constant du déficit de la balance commerciale agricole, alors que 25% de la population active sont engagés dans l'agriculture! L'agriculture espagnole exerce ainsi un effet d'accentuation de l'inflation sur toute l'économie capitaliste de

L'Etat espagnol. Ces tendances s'accroissent en 1974. Le déficit de la balance commerciale agricole doubla. Le prix de la composante alimentaire de l'indice du coût de la vie s'accrut de 19%. La politique officielle de "freinage des prix", dans ce cas précis à travers des subsides accordés aux agriculteurs, évita que le déséquilibre fondamental de l'agriculture n'ait des incidences encore plus graves sur le coût de la vie.

Pour résumer, on peut signaler que l'état arriéré de l'agriculture représente pour le capitalisme espagnol :

- un stimulant permanent de la hausse du coût de la vie. En renchérisant l'alimentation ouvrière, cela exerce un effet négatif sur le taux d'exploitation de la classe ouvrière dans les secteurs industriels plus avancés, ainsi qu'un stimulant constant pour des revendications d'augmentations de salaires;

- une source permanente d'accroissement du déficit de la balance commerciale, avec pertes de réserves de change qui font que lors de la reprise, il y a menace de dévaluation du fait de l'accroissement des coûts d'importation nécessaires qui en résultent pour le capitalisme espagnol.

b. L'augmentation des coûts de la main d'oeuvre, à laquelle nous avons déjà fait allusion et qu'il faut aussi compléter par l'accroissement des cotisations patronales à la sécurité sociale. La hausse de la masse salariale (30%) fut supérieure à celle du PNB en prix courants, 19%, ce qui implique une très légère hausse des seuls profits nominaux, sinon leur stagnation.

c. La hausse du prix des matières premières et du pétrole qui continua ses effets en 1974, bien que de manière différente sur différents secteurs. Les prix des importations haussèrent en moyenne de 50% pendant 1974.

d. Des mouvements spéculatifs de stockage qui se sont produits dans l'attente de hausses ultérieures des prix des matières premières ont accentué la chute du taux de profit, car un profit réduit devait se rapporter à un capital accru de la valeur de ces stocks.

Déséquilibres sectoriels et chute du taux de profit ont joué de manière dialectique au long de l'année 1974; leur action conjointe a fini par affecter sérieusement l'accumulation et a démontré clairement que la crise de surproduction était un fait qui ne pouvait pas se résoudre en l'espace de quelques mois. La logique interne du cycle capitaliste s'était mise en marche, aggravée des traits spécifiques du capitalisme espagnol.

L'amplification de la crise

Au cours de l'année 1975, aucun symptôme ne s'est présenté d'une amélioration à court terme de la conjoncture. En fait, la production industrielle est tombée de 10% pendant les cinq premiers mois par rapport au niveau de la même époque de l'année précédente. L'indice d'investissements apparents a diminué de 6%. Le chômage s'élève officiellement à 300.000; d'après les Encuestas de Poblacion Activa de l'I. N. E. (Institut national de statistiques), le chiffre réel était de 610.000 en juin 1975. L'inflation se poursuit au même rythme qu'en 1974, malgré le fait que cette fois-ci, il n'y eut pas encore de hausse du prix du pétrole. En août 1975, le coût de la vie était supérieur de plus de 10% à celui de décembre 1974. Les prévisions continuent à être pessimistes, ce qui se reflète par les enquêtes auprès des entrepreneurs comme par la chute continue de la Bourse, qui a baissé de 27% depuis le 25 avril 1974.

Le rythme de croissance du crédit bancaire au secteur privé s'est ralenti, par suite de la contraction des investissements. Ce taux de croissance passe de 25% en moyenne pour l'année 1974 à 15% en juillet 1975. La dette extérieure, qui était encore fort basse en 1967, est remontée à 4,5 milliards de dollars fin 1975. Le service de la dette absorbe déjà 9% des revenus d'exportation de l'Etat espagnol, alors qu'il n'en absorbait que 1,8% en 1967.

En conséquence de tout cela, les carnets de commandes continuent à être très mal garnis, les stocks restent élevés, et le sous-emploi du capital atteint 24% en juin 1975. Il est clair que la conjoncture continue à être orientée vers la baisse, la seule inconnue étant l'évolution de la consommation. Les petites et moyennes entreprises sont très frappées. Le chiffre des concordats et banqueroutes s'élève; à une étape suivante, ces effets se feront sentir également sur le capital monopoliste. En ce qui concerne le capital bancaire, la décélération du crédit au secteur privé, conjointement à la chute de la Bourse, le frappent aussi durement. La politique économique n'a rien fait pour améliorer la situation. Un décret-loi promulgué le 14 novembre 1975 a pratiquement gelé les salaires réels, ne permettant plus que des augmentations égales à la hausse officielle du coût de la vie, tout en relançant la construction immobilière. Les effets à court terme de ces mesures, du fait de la tension sociale qui règne, seront pratiquement nuls. Avant l'été de 1976, on ne peut s'attendre à aucune amélioration conjoncturelle, les choses étant ce qu'elles sont.

SUÈDE :

LA FIN D'UNE EXCEPTION

BENNY ÅSMAN

Lorsque paru notre dernier numéro consacré à l'économie capitaliste internationale, en juin 1975, la Suède (de même que la Norvège) commençait seulement à être affectée par la récession internationale généralisée. Pour la plupart des branches de l'économie suédoise, 1974 était encore une année de boom. La production industrielle s'était accrue de 7,4% au cours de l'année et toutes les principales entreprises tournées vers l'exportation déclarèrent à la fois de fortes augmentations des profits et des ventes. Cela contrastait fortement avec la situation des principaux pays impérialistes.

Plusieurs facteurs expliquent ce caractère "exceptionnel" de l'économie suédoise, certains d'entre eux de nature structurelle, d'autres étant purement conjoncturels :

1. - L'économie suédoise est fortement tributaire des exportations, le fait que 40 à 45% de la production industrielle soient vendus sur les marchés étrangers, le démontre. Les industries tournées vers l'exportation peuvent être groupées selon deux sortes différentes de production : matières premières et produits semi-finis d'une part produits mécaniques et métaux hautement spécialisés d'autre part. Dans ces deux secteurs, la récession internationale a permis un développement favorable pour les capitalistes suédois. Il existait un manque de fer, d'acier et de pâte à papier qui avait retardé la récession en Suède. Il en est de même pour les produits hautement spécialisés des industries métallurgiques et mé-

caniques ; le produit de ces industries avait été écoulé sur les marchés des pays dans la moins mauvaise situation conjoncturelle. Depuis la deuxième guerre mondiale, ces facteurs ont toujours réduit les hausses et les baisses de conjoncture de l'économie suédoise.

2. - Le taux d'inflation au cours de 1973 et 1974 a été l'un des plus bas des pays impérialistes (de même qu'en Allemagne et en Suisse), variant entre 7 et 9%. En 1974, les exportations se sont réparties de la manière suivante :

A. E. L. E. (Association européenne de libre-échange).....	22,3%
dont :	
Norvège.....	10,4%
Finlande.....	7,1%
C. E. E. (Communauté économique européenne).....	48,0%
dont :	
Allemagne fédérale.....	9,8%
Grande Bretagne.....	13,2%
USA/Canada.....	6,7%
Autres.....	23,0%

Des développements favorables aux exportations suédoises dans leur deux marchés principaux ont permis de retarder la récession en Suède. Le boom continue en Norvège a joué un rôle important qui se mesure au fait qu'en 1975, la Norvège a dépassé la Grande-Bretagne comme principal marché d'exportation de la Suède. L'évolution favorable du taux de change par rapport au

mark allemand a aidé les capitalistes suédois à accroître leur part du marché britannique rétréci au détriment de leurs concurrents principaux (l'Allemagne de l'Ouest par exemple). Ceci allant de pair avec une relative "paix du travail" permit aux capitalistes suédois de s'en tenir exactement aux dates de livraisons conformes aux contrats et leur fournit ainsi un autre avantage sur leurs concurrents au début de la récession, facteur qui joua à son tour pour la retarder.

3. - La situation du marché intérieur eut aussi son effet. Après la récession assez profonde du marché intérieur en 1971-72 (qui était déphasé par rapport à la situation internationale), la consommation privée s'est accrue vers la fin de 1973 et tout au long de 1974; ceci s'est manifesté par un accroissement de 4,5% du produit national brut en 1974 (comparé à un accroissement de 1,7% en 1973). En 1974, une seule branche importante a été touchée de manière décisive par la récession internationale: l'industrie du bois. Près de 70% de la production de cette branche est exportée et vers la fin de 1974 un ralentissement de la construction à l'échelle internationale a plongé cette branche dans sa crise la plus sérieuse depuis 1945.

Les illusions bourgeoises et les dures réalités

Vers le milieu de 1974, tous les représentants de l'industrie, ainsi que les économistes bourgeois, les membres du gouvernement social-

démocrate et les représentants des syndicats posaient une grande question: la récession internationale cessera-t-elle suffisamment tôt pour permettre aux industries exportatrices suédoises de tenir jusqu'à la prochaine reprise? Presque tous se trompèrent dans leur évaluation de la situation internationale. Vers l'automne de 1974, ils se mirent à prédire une remontée pour le début de 1975. Mais ces prédictions (partagées par nombre d'experts internationaux) se sont avérées des vues de l'esprit. En fait, la récession internationale continue, avec son déclin du commerce mondial en chiffre absolu, a maintenant touché tous les secteurs importants de l'économie suédoise, de la même manière que fut touchée l'industrie du bois dès 1974. La récession est bien arrivée, et bien plus violemment qu'elle n'était envisagée. Cela se voit à différents éléments:

1. - Les exportations ont décliné à une vitesse accélérée au cours des trois premiers trimestres de l'année 1975. Au cours du premier trimestre elles tombèrent de 7% par rapport au premier trimestre de 1974; pour le deuxième, ce fut de 12%; et pour le troisième de 20%. Pour toute l'année 1975, le déclin s'établira de 8 à 10% pour le volume total des exportations. L'importance de ce déclin est démontrée par le fait que ce sera la première année depuis 1952 à enregistrer une réduction du volume des exportations par rapport à l'année précédente. Ceci aura comme résultat une chute d'environ 3% de la production industrielle. Le taux de croissance du PNB sera 0 (pour la première fois depuis 1951); seule la consommation intérieure qui demeure assez élevée empêchera la chute drastique des exportations de causer une baisse effective du PNB.

2. - Des manifestations de ce déclin pouvaient déjà être perçues à la fin de 1974 et au début de 1975 quand les carnets de commandes des industries commencèrent à se vider. Le deuxième trimestre de 1975 vit une réduction des nouvelles commandes pour tous les secteurs, réduction qui a continué de façon drastique. A la mi-novembre un septième de toutes les entreprises sidérurgiques et mécaniques firent savoir qu'elles préparaient l'instauration de semaines de travail réduites ou de programmes restreints pour leurs employés. Les espoirs d'une relance internationale pour le début de 1975, qui se reflétaient dans la très petite réduction de la production et en conséquence dans l'énorme accumulation de stocks, s'évanouirent durant le printemps et l'été de 1975 et il en résulta un rapide déclin de la production pendant l'automne. A son tour, ceci eut pour effet d'accroître le chômage au cours des trois à six mois suivants.

3. - La différence des taux d'inflation entre la Suède et ses principaux partenaires commerciaux disparut pendant l'été 1975, et l'inflation suédoise s'accrut au taux annuel de 13,9% au cours du troisième trimestre. Ceci, combiné avec la chute drastique des ventes sur les marchés

SUEDE: QUELQUES CHIFFRES DE BASE

Population (1974) : 8.177.000

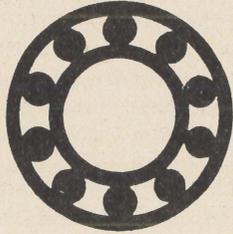
Population active : 3.900.000

Répartition des emplois par secteur en % :

	1970	1974
Agriculture, forêt, et pêche	8,1	6,7
Mines et industries de transformation..	28,8	29,6
Bâtiment	9,6	7,4
Commerce	14,4	14,1
Transports	6,9	6,9
Banques et assurances	5,0	5,4
Administration publ. et autres services..	27,2	30,0

Taux de syndicalisation: 90% des travailleurs manuels sont membres de syndicats affiliés à la Landsorganisationen (LO - Confédération syndicale), et plus de 50% des employés salariés appartiennent à des syndicats qui sont membres du TCO (Organisation centrale des employés salariés)

SKF



Adhiere a la celebración del primer Aniversario de la Junta de Gobierno y formula votos por el éxito de sus objetivos

RODAMIENTOS **SKF** CHILE S.A.

" SKF s'associe à la célébration du premier anniversaire de la Junta de gouvernement et formule ses vœux pour qu'elle atteigne ses objectifs "
(publié dans El Mercurio à Santiago de Chile).

étrangers, a obligé à reconsidérer les pronostics des profits pour les principales industries d'exportation. Chacune d'entre elles avait fait des prédictions optimistes exagérées au début de 1975. Ceci vaut à la fois pour des compagnies très connues comme S. K. F., Volvo, Saab, Alfa-Laval et L. M. E. comme pour des sociétés qui ont une implantation essentiellement nationale telles que LKAB (fer), ASEA (équipement pour centrales électriques), SCA (trust de la pâte à papier).

Tel est le tableau à la fin de l'automne 1975, et personne ne l'avait vu se dessiner ainsi il y a huit mois. La perdurance de la récession internationale généralisée a finalement sonné le glas et balayé l'une des exceptions encore sur pied.

Le déclin par secteur

Le déclin s'est produit sur une période de douze mois, forçant son chemin secteur après secteur, avec un effet cumulatif en conséquence sur le marché intérieur pour les biens d'équipements.

1. - L'industrie du bois, elle a été la première branche touchée du fait du fort déclin international de la construction industrielle et du logement en 1974 et d'un déclin similaire sur le plan intérieur. En 1972 et 1973, les prix des

produits du bois étaient merveilleusement forts pour les capitalistes; ils triplèrent alors. Pendant l'hiver 1974-75 il fut possible de maintenir la production à de hauts niveaux grâce au stockage spéculatif international, en particulier en Grande Bretagne. Lorsque cela s'arrêta, les exportations vers la Grande Bretagne se figèrent pratiquement en mai 1975. Les prix s'écroulèrent lourdement et tombèrent de 600 couronnes à 360 couronnes (1) par mètre cube entre septembre 1974 et septembre 1975, ce dernier prix représentant 80 couronnes par mètre cube de moins que le coût de production. La production totale tombera ainsi de 30% en 1975 et une grande partie de la production actuelle est stockée.

2. - Les exportations de matières premières (tel le minerai de fer) et de produits semi-finis (pâte à papier, papier, papier d'emballage, fer et acier), colonne vertébrale traditionnelle de l'industrie suédoise ont aussi été touchées. En ce qui concerne les matières premières, le déclin des commandes commença au cours du deuxième trimestre 1975. Les commandes pour l'industrie du papier en mai 75 chutèrent de 60% par rapport à celles de mai 74.

3. - En septembre 1975, les industries métallurgiques et mécaniques furent touchées par une baisse très rapide des commandes en provenance des marchés étrangers; elles furent aussi atteintes par le report ou l'annulation de plans d'investissements dans les secteurs précédemment mentionnés. Pendant la première moitié de 1975, ce secteur pouvait encore enregistrer un accroissement de production de 3%, comparé à la même période de 1974. Pour la seconde moitié de 1975, il connaîtra une baisse. Dans la mesure où ce secteur compte pour 43% du total des exportations, le fond de la récession n'a pas encore été atteint, et ceci, en retour, provoquera une augmentation du chômage dans ce secteur.

Force et stabilité comparées

La production industrielle totale a commencé à baisser seulement pendant la seconde moitié de 1975, ce qui aura pour résultat probable une chute annuelle de 3% au total. Selon les normes internationales, c'est une petite récession. Et, sous certains aspects, il pourrait sembler qu'il n'y a pas de réelle récession de l'économie suédoise. Le taux de chômage par exemple est bas comparativement à la moyenne internationale. En novembre, il y avait environ 70.000 chômeurs, soit à peu près 1,7% de la main d'oeuvre enregistrée par l'assurance chômage. Ce chiffre n'est pas beaucoup plus élevé que celui de 1974. Et pour la totalité de 1975, les investissements industriels augmenteront leur volume de 5 à 7%.

Il existe plusieurs raisons qui expliquent ces faits apparemment paradoxaux:

1. - La situation du marché intérieur a partielle-

ment compensé les effets des marchés extérieurs. La consommation privée s'est accrue de 3% pendant la première moitié de 1975, avec par exemple, une augmentation de 10% des ventes d'automobiles pendant les sept premiers mois de l'année, en comparaison avec la même période de l'année dernière.

2. - Le déclin relativement faible de la production industrielle peut être expliqué principalement par l'accumulation extraordinaire de stocks par toutes les branches des industries d'exportation. Durant le premier semestre de 1975, les stocks de produits industriels se sont accrûs de 2.500 millions de couronnes (prix de 1968) et la plupart des grandes sociétés exportatrices font maintenant des inventaires à un niveau supérieur de 20% à la normale. Cette politique a été déterminée par l'espoir qu'une relance internationale était sur le point de se produire et qu'il serait de ce fait meilleur marché de produire des stocks et d'éviter de licencier des ouvriers qui seraient bientôt nécessaires à nouveau. Cette pratique a été fortement encouragée par un autre facteur qui est la politique économique du gouvernement social-démocrate.

3. - Pour les sociaux-démocrates, il a été traditionnellement important de maintenir un taux de chômage bas. C'est un des mérites historiques principaux de la social-démocratie aux yeux des travailleurs. Les sociaux-démocrates ont tenté de faire cela en garantissant un soutien direct aux capitalistes, spécialement dans le secteur des exportations. Ceci s'est combiné avec de grands efforts pour retirer les ouvriers des secteurs stagnants, l'industrie textile par exemple et laisser ces industries face à leur destin. Au cours de l'année passée, l'arsenal traditionnel des subsides s'est vu augmenté d'une tournée supplémentaire de fonds.

Quand toutes les grandes sociétés déclarèrent des profits extraordinaires pour l'exercice 1974, le ministre des Finances, Gunnar Sträng coupa l'herbe sous le pied aux critiques et bloqua les revendications syndicales en proposant une façon de "réduire les super-profits". Toutes les compagnies enregistrant plus d'un million de couronnes de bénéfices devaient, proposait-il, être obligées de mettre de côté 15% de ces bénéfices pour un fonds spécial d'investissements. Naturellement ce plan fut salué par les capitalistes qui pouvaient ainsi éviter de payer des impôts sur cette part de leurs profits et en même temps augmenter leurs liquidités. Une grande partie de ce capital fut utilisée durant la première moitié de 1975, ce qui permet d'expliquer les investissements industriels encore assez élevés pour 1975.

En octobre, quand des signes de ralentissement manifestes s'affirmèrent dans tous les secteurs principaux, le gouvernement présenta un "plan de soutien" spécial pour maintenir l'emploi. Ce

soutien direct s'élève à 2 milliards de couronnes. Cette masse d'argent est répartie de la manière suivante :

- a. 200 millions de couronnes supplémentaires pour la constitution de stocks, plus des garanties additionnelles pour les prêts bancaires.
- b. Soutien spécial à la constitution de stocks dans l'industrie du bois (équivalent à 20% du stock).
- c. 250 millions de couronnes de réduction des impôts sur la consommation d'énergie.
- d. 140 millions de couronnes pour les investissements destinés à économiser l'énergie.
- e. 300 millions de couronnes pour accroître les emplois de l'Etat.
- f. 300 millions de couronnes pour avancer les dates des investissements publics déjà planifiés.

En automne 1975, ces trois facteurs ont retenu la chute de la production et l'augmentation du chômage. Mais cette relance sélective était fondée sur l'hypothèse que la récession internationale se terminerait beaucoup plus tôt que ce ne sera le cas en fait. Aussi, quand ces espoirs furent déçus, il y eut toute une série de rapports (en novembre et au début décembre) qui faisaient état de l'annulation, en particulier par les sociétés métallurgiques et mécaniques, des investissements prévus pour les capacités de production et de la préparation de licenciements. Prenant en compte les très hauts niveaux de capacité de production excédentaires, à la fois sur le plan national et international, il apparaît peu vraisemblable que les pronostics optimistes faits par le Konjunkturinstitutet (Institut de la conjoncture) pour 1976 - un accroissement de 11% des exportations - seront réalisés. De plus, et ceci est certain, l'actuelle capacité excédentaire élevée de l'industrie suédoise (spécialement dans les secteurs de la métallurgie et de la mécanique) et les stocks extrêmement importants conduiront à une absence presque totale d'accroissement des investissements productifs en 1976.

Le résultat évident de la consommation intérieure encore élevée et de la chute des exportations rapide, est un grand déficit de la balance des paiements. Le déficit était de 4.495 millions de couronnes en 1974; pour 1975, il sera de l'ordre de 9 milliards de couronnes. Ce chiffre doit être comparé avec le pronostic le plus pessimiste qui a été formulé au début de cette année (1975): un déficit de 7 milliards de couronnes. Pour 1976 il se produira une détérioration encore plus importante de ce déficit, avec un résultat déficitaire de 20 milliards de couronnes pour 1974-76. Jusqu'à maintenant, ce déficit a été couvert par des emprunts élevés sur les marchés étrangers du crédit.

Une problème structurel à long terme

Dans la première semaine de décembre, le

ministère des Finances présenta son "plan de cinq ans", c'est-à-dire, les prévisions pour 1976-80. Le but central est l'accroissement des investissements productifs dans les industries d'exportation (conduisant à un accroissement des exportations) et parallèlement, de peser sur l'augmentation de la consommation intérieure en diminuant les augmentations de salaire et en ne procédant à aucune nouvelle réforme sociale. Le déficit de la balance des paiements est censé être surmonté de cette manière. En lui-même, ce plan est une caricature et constitue l'exposé le plus clair de la rhétorique social-démocrate concernant le contrôle du développement de l'économie capitaliste. C'est un plan presque identique à celui présenté en 1970 pour la période 1971-75, qui avait comme cible principale l'élimination du déficit de la balance des paiements par l'accroissement de la compétitivité des industries d'exportation. Ce plan était si réaliste qu'il s'est achevé en produisant le plus grand déficit de la balance des paiements depuis 1945. Derrière cela se cachent quelques problèmes structurels de l'économie suédoise. Les prévisions du gouvernement sont basées sur deux hypothèses principales :

1. - Que les capitalistes des industries d'exportation sont prêts à accroître les investissements productifs pour parer au déficit de la balance des paiements; c'est-à-dire, qu'il y aura un accroissement suffisamment rapide de la productivité et une augmentation suffisamment lente des coûts de production pour créer une expansion de la production en Suède qui permette des exportations profitables pour les capitalistes ;
2. - Que les travailleurs du secteur exportateur comme ceux du secteur de la consommation intérieure accepteront une augmentation de leur niveau de vie inférieure à celle à laquelle ils sont habitués.

Ces deux hypothèses apparaissent irréalistes, parce qu'elles ne tiennent pas compte des tendances non conjoncturelles qui les sapent.

D'abord, la plupart des grosses sociétés du secteur exportateur augmentent leurs investissements en dehors de la Suède plus vite que leurs investissements en Suède même. L'incertitude politique concernant les marchés étrangers, cependant, peut ralentir l'expansion de ces investissements. En 1961, les investissements directs à l'étranger se montaient à 150 millions de couronnes. Ils ont dépassé 1 milliard de couronnes chaque année depuis 1970. En 1974, ils atteignent 2,6 milliards de couronnes. En 1970, les compagnies suédoises employaient 180.000 personnes à l'étranger. En 1973, ce chiffre avait atteint 260.000 pour l'ensemble des 25 plus gros investisseurs à l'étranger seulement. Des 15 plus gros investisseurs à l'étranger, tous sauf Volvo et ASEA ont plus de 50% de leurs employés à l'extérieur. Ce développement ne s'est pas accompagné d'une augmentation de l'emploi en Suède. Au contraire, le nombre de travailleurs employés dans la production industrielle a diminué. Pen-

dant la période 1970-73 le nombre total d'heures de travail a décliné de 5% dans les industries de transformation. Cette tendance a été contrée par un surcroît de productivité, mais cet accroissement a été bien inférieur à ceux enregistrés au milieu et à la fin des années 60.

Ensuite, les possibilités d'étendre les exportations sur le marché mondial ont été largement surestimées. La récession internationale actuelle est considérée comme grave mais "normale", et on s'attend à ce que les affaires reprennent bientôt leur cours normal. En fait, cependant, l'expansion beaucoup plus lente du commerce international aujourd'hui, comparé avec les années 50 et 60 et l'aggravation qui en résulte dans la compétition inter-impérialiste va frapper à la fois les produits d'exportation traditionnels et les métaux spécialisés et les produits mécaniques et rendra rapidement une extension des exportations beaucoup moins probable.

Enfin, la possibilité de maintenir l'augmentation des importations à un niveau inférieur à celui des exportations et par là d'éliminer le déficit de la balance des paiements est sapée par le nombre rapidement croissant d'employés des secteurs non productifs, en premier lieu le secteur appelé public. Le nombre d'employés de l'Etat et des administrations communales a augmenté de 64% entre 1969 et 1970 (passant de 420.000 à 736.000); l'augmentation annuelle moyenne pendant les années 70 a été de 43.000. Ceci doit être mis en rapport avec la diminution du nombre des employés des industries de transformation (environ 70.000 de moins entre 1965 et 1973) et de la construction (35.000 pendant la même période).

Ainsi, le pronostic qui doit être fait c'est que les "plans" pour l'économie capitaliste suédoise vont échouer. Au contraire, il y aura une érosion progressive de la force du capitalisme suédois dans les prochaines années. Ni la perspective d'une croissance rapide des exportations et d'un renforcement de la position compétitive des compagnies suédoises sur le marché mondial, ni celle de voir la classe ouvrière accepter une croissance beaucoup plus lente de son niveau de vie ne se réaliseront vraisemblablement.

Le progrès très lent de la production industrielle et des nouveaux investissements productifs dans tous les pays impérialistes aujourd'hui et la perspective d'une remontée lente au cours des prochains six mois rendront les mesures de relance et l'aide du gouvernement à l'industrie suédoise insuffisantes. Le taux de chômage va croître rapidement pendant les six mois à venir, spécialement dans les métaux et l'industrie mécanique. La seule branche pour laquelle il existe une perspective immédiate de montée relativement rapide des exportations est celle de l'industrie du bois, car le bâtiment commence à reprendre sur les marchés étrangers. Mais ceci ne changera en rien la tendance actuelle globale de l'économie. Le fond de la récession en Suède n'a pas encore été atteint.

(1) Une couronne = 1 FF.

grande-bretagne:

au bord du gouffre

ALAN JONES



(fermé jusqu'à nouvel ordre)

Les indices actuels de la crise économique de l'impérialisme britannique sont extrêmement simples. La production industrielle ayant baissé de 8% au cours de l'année passée se trouve maintenant à un niveau inférieur à celui de 1970. La productivité a baissé de 4,4% en une année. L'inflation se développe au rythme de 26%. Il y a 1.125.000 chômeurs (5% de la population active);

Le déficit de la balance des paiements était de 3 milliards 660 millions de livres et atteindra 1 milliard 500 millions à 2 milliards de livres cette année. Comparée à ses concurrents d'Europe occidentale, la situation de l'impérialisme britannique est la suivante (novembre - chiffres rapportés à une base annuelle):

	Production industrielle	Prix	Chômage (a)	Commerce extérieur (exportations en % des importations)
R. F. A.	+ 3%	+ 4,3%	5%	115,0%
France	- 2%	+ 10,0%	5%	85,6%
Italie	- 5%	+ 8,0%	5,8%	101,0%
Grande-Bretagne	- 5%	+ 13,0%	4,4%	85,0%

(a) Chiffres pas totalement comparables vu les bases différentes de calcul.

En bref, bien que la baisse de la production et du taux de croissance du chômage ralentisse, pour pratiquement tous les autres indicateurs, la position du capitalisme britannique est la pire de toute l'Europe occidentale. Mais l'état de l'économie britannique est tel que les chiffres concernant l'inflation, le chômage, la production industrielle ou la balance des paiements ne sont plus les indicateurs cruciaux. Ils ne représentent que les symptômes d'une crise bien plus profonde des profits et du taux d'exploitation,

dont les ramifications se font sentir dans toute l'organisation de l'économie. C'est ce qui a provoqué une situation où, comme l'explique un des principaux organes théoriques de la bourgeoisie, The Economist: "Au cours des deux dernières années le système financier britannique s'est trouvé au bord de l'effondrement" (29 novembre 1975). C'est à ce niveau qu'il faut chercher les éléments fondamentaux de la crise et de sa solution.

I. LA CRISE DES PROFITS

La principale cause spécifique de la gravité exceptionnelle de la crise de l'impérialisme britannique réside dans le fait que la classe ouvrière britannique n'a pas souffert de défaite qualitative depuis plus de 40 années - depuis l'issue des crises de 1926 et 1931 (1). En conséquence, l'impérialisme britannique ne réalisa pas l'énorme augmentation du taux de profit qui se développa dans le reste de l'Europe occidentale et au Japon sous les conditions du fascisme et/ou de l'occupation nazie. Dans la période d'après-guerre, les conditions de plein emploi, l'expansion numérique du prolétariat et le développement des organisations et de l'activité de la classe ouvrière ont empêché toute amélioration significative de la situation de la classe dominante. Le résultat d'une accumulation capitaliste dans des conditions défavorables de rapports de forces entre les classes a été de produire un déclin du taux de profit sans précédent dans l'histoire (excepté en Allemagne après la première guerre mondiale). Bien qu'il soit extrêmement difficile de mesurer ce déclin en chiffres exacts, toutes les enquêtes révèlent la sérieuse tendance à la baisse (2). Et ceci malgré des concessions extraordinaires faites dans le domaine fiscal pour alléger cette tendance. Même les conclusions les plus extrêmes en ce qui concerne les chiffres absolus s'accordent pour dire que la part des profits dans l'économie a approximativement baissé de moitié dans la période allant du début des années 50 au début des années 70 (3), et que le taux de profit est tombé à peu près dans les mêmes proportions.

Les chiffres après déduction des impôts présentent une image plus complexe mais l'indication générale va dans le sens d'un déclin entre 1/4 et 1/2. Le tableau qui suit représente probablement le meilleur calcul de la chute du taux de profit jusqu'au début des années 70 (en tenant compte qu'il y a un plus grand accord sur la tendance que sur les chiffres absolus) :

Taux de rendement de toutes les sociétés britanniques avant et après impôts (en %) :

	Avant (a)	Après (b)
1956	15,6	13,0
1957	14,4	12,6
1958	13,9	13,1
1959	15,0	14,7
1960	15,7	15,2
1961	13,5	13,6
1962	12,3	12,6
1963	13,4	13,7
1964	13,5	13,6
1965	12,7	14,6
1966	10,7	11,4
1967	11,1	12,4
1968	10,8	12,4
1969	8,6	10,4
1970	6,6	8,9
1971	6,4	9,8

1972

6,4

9,8

(a) Calculés moins la réévaluation des stocks et l'amortissement du capital en % de la valeur totale du capital net au coût de remplacement courant.

(b) Calculés moins la réévaluation des stocks, l'amortissement du capital et les impôts sur le revenu et la fortune, plus l'aide aux investissements entendue comme taux de rendement sur la valeur totale du capital net au coût de remplacement.

(Burgess and Webb: Lloyds Bank Review, avril 1974).

Cependant, en plus de ce déclin historique général, il est clair qu'un processus extrêmement rapide de déclin a commencé après 1972. Bien que les calculs pour cette période soient rendus plus difficiles du fait du taux d'inflation accéléré - qui pose un problème pour estimer la réévaluation des stocks - la tendance générale est néanmoins claire. En tenant compte des impôts, de la réappréciation des stocks et du paiement des intérêts, les profits ont baissé de 42,5% au cours de 1973, arrivant à 37% de leur niveau de 1963. Diminués du taux d'augmentation de l'indice des prix de détails, pris comme mesure grossière de l'inflation, les profits après déduction des impôts étaient en 1973, 42,5% plus bas qu'en 1972 et 79% plus bas qu'en 1963. Les estimations de ces baisses par rapport au développement global de l'économie varient quelque peu (en fonction de la base de calcul), mais elles indiquent toutes un déclin général d'au moins la moitié.

En bref, entre le début des années 50 et le début des années 70, la part des profits dans le PNB et le taux de profit ont baissé d'approximativement la moitié avant déduction des impôts et peut-être d'un quart à la moitié après déduction des impôts. Dans la période 1973-74, une nouvelle baisse de un tiers à la moitié se produisit, avec une chute correspondante du taux de profit. Telle est l'ampleur de la crise des profits qui afflige aujourd'hui le capitalisme britannique.

La crise du financement

La conséquence d'un tel déclin du taux de profit est que tout chute de la production plonge le secteur privé dans un endettement extraordinaire. A nouveau les chiffres exacts sont masqués par les innombrables méthodes de calcul, mais les proportions qualitatives sont claires :

Total du Capital des Sociétés industrielles et commerciales britanniques (en millions de £) :

1971 (a)	1972 (b)	1973 (c)	1974 (c)
+ 32	+ 215	- 539	- 3649

(a) Bank of England Quaterly Bulletin - juin 73
 (b) Bank of England Quaterly Bulletin - mars 75

(c) Bank of England Quaterly Bulletin - sept. 75

(Les chiffres ne sont pas exactement comparables vu les révisions de méthodes de calcul et les problèmes concernant la revalorisation des stocks, mais ils indiquent une tendance claire).

Si l'on considère les mêmes chiffres de façon plus détaillée, la tendance est encore plus nette :

Total du capital des sociétés industrielles et commerciales (en millions de £) :

1972 2 ^{ème} trimestre	+ 62
3 ^{ème} trimestre	+ 134
4 ^{ème} trimestre	+ 245
1973 1 ^{er} trimestre	- 19
2 ^{ème} trimestre	+ 15
3 ^{ème} trimestre	- 190
4 ^{ème} trimestre	- 345
1974 1 ^{er} trimestre	- 744
2 ^{ème} trimestre	- 1101
3 ^{ème} trimestre	- 1069
4 ^{ème} trimestre	- 735
1975 1 ^{er} trimestre	- 349

(Bank of England Quaterly Bulletin, sept. 1975)

On voit facilement d'après ces chiffres que l'industrie britannique a connu un déficit extraordinaire au cours de 1974. De plus, le redressement au dernier trimestre 1974 et au premier trimestre de 1975 ne reflète pas une amélioration de la situation fondamentale, mais simplement le degré de réduction des stocks et la suppression des investissements. Au cours de cette période, la formation du capital intérieur brut a baissé de 850 millions de livres, passant de 2,060 milliards à 1,210 milliard de livres par trimestre.

C'est ce déficit gigantesque, qui se montera à environ 5 à 6 milliards de livres pour la période 1973-75 (environ six fois le déficit de la période de récession de 1969-71), qui entraîne une véritable révolution dans l'équilibre interne de l'économie capitaliste britannique.

La crise des relations entre les secteurs industriel et financier

Afin de comprendre la crise structurelle actuelle de l'économie britannique, il est nécessaire de saisir que les relations entre le capital financier et le capital industriel en Grande-Bretagne sont radicalement différentes des autres pays d'Europe occidentale. Premièrement, à cause de leur orientation vers les opérations extérieures, les banques britanniques extrêmement puissantes ne financent que de façon très limitée l'industrie en Grande-Bretagne. Environ 70% du financement extérieur des sociétés en Grande-Bretagne viennent de la Bourse et seulement 30% des banques, proportion qui est approximativement l'inverse de la plupart des pays européens. Il n'y a pas d'équivalent britannique des holdings de la Deutsche

Bank, Dresdner Bank ou Commerzbank d'Allemagne occidentale; de la Compagnie financière de Suez ou de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas en France; de la Société Générale ou du groupe Bruxelles-Lambert en Belgique, etc.

Cependant les déficits financiers de la dimension de ceux de 1973-74 tarissent virtuellement la Bourse comme source de fonds. Au cours des 32 mois précédant janvier 1975, la valeur des actions tomba de 73%. Cette chute fut plus rapide même que celle qui survint au début de l'effondrement des années 30. Elle signifie que la valeur des actions en termes réels est tombée à un niveau inférieur à celui de 1940 - au moment où l'armée allemande atteignait la Manche !

Il y a plusieurs moyens de calculer cet effondrement du marché des valeurs, mais ils montrent tous la même tendance dramatique : si l'on tient compte des actions et obligations seulement, la chute a été de plus de 90% en 3 ans, de 640 millions de livres en 1972 à 137 millions en 1973 et 43 millions en 1974. Si l'on prend les chiffres nets et que l'on inclut les formes de financement du capital autres que les actions et obligations, l'apport total des émissions sur le marché des capitaux se monte à 333 millions de livres en 1972, 56 millions de livres en 1973 et moins 14 millions de livres durant les 11 premiers mois de 1974.

Le premier résultat inévitable de l'effondrement simultané des fonds propres et de ceux provenant du marché boursier a été un endettement fantastique des industries envers les banques. Au deuxième trimestre 1974, les sociétés industrielles et commerciales avaient besoin d'emprunter un total de 1 milliard 510 millions de livres, contre seulement 441 millions une année plus tôt.

Environ 1 milliard 33 millions furent fournis par des prêts des banques (comparé aux prêts bancaires de 585 millions de livres au même trimestre de 1974). Le montant des intérêts versés par les sociétés au second trimestre de 1974 s'élève à 1 milliard 74 millions de livres, contre 774 millions de livres un an plus tôt. Si l'on considère 1974 dans son ensemble, les crédits alloués aux industries de transformation se montèrent à 2 milliards 700 millions de livres - une augmentation de 41%. Si l'on prend les avoirs de l'industrie dans son ensemble, le pourcentage des emprunts bancaires s'est accru de 12% en 1971 à 32% en 1973.

Le déficit extraordinaire créé par la chute du taux de profit de l'industrie britannique a donc créé une crise aiguë de l'organisation financière interne de l'économie. Les sommes impliquées sont énormes selon tous les critères; mais, de plus, les institutions financières britanniques ne sont pas orientées vers un financement à long terme de l'industrie. Les énormes déficits sont donc financés premièrement par des emprunts

à court terme, ce qui est évidemment intenable pour une longue période. Avec des déficits de cette ampleur, les possibilités de remboursement ne sont pas toujours bonnes. Ceci a été totalement confirmé en 1975 quand des entreprises importantes, comme British Leyland, Chrysler, Alfred Herbert, suivirent Court Line, G. Stribbe et London Indemnity and General Assurance jusqu'au bord de la faillite.

C'est en fait ce dernier processus qui indique le second changement important qui doit survenir dans les relations entre les différents secteurs de l'économie. Alors que ce sont les banques qui subirent les premières tensions de l'effondrement des profits en 1973-75, il est tout à fait clair que cette situation ne peut pas se maintenir pour une période de temps prolongée. Les sommes actuellement impliquées (sans garantie de remboursement) dépassent les capacités des banques. C'est cette situation intolérable qui a déjà stimulé la grande crise du soi-disant système bancaire secondaire (malgré le nom modeste, il couvrait en fait des opérations très importantes, représentant un cinquième des avances des principales banques) et qui a maintenant placé les institutions financières de premier rang elles-mêmes sous une énorme pression.

C'est dans ce sens que l'on peut dire que le développement de la chute des profits affecte toute l'organisation interne de l'économie. La chute du taux de profit crée d'énormes déficits financiers. Les déficits renversent les formes traditionnelles de financement et amène l'industrie à compter de façon sans précédent sur les institutions financières. Ces institutions sont incapables de supporter la tension - en particulier quand, comme nous le verrons ci-dessus, ceci s'ajoute à un fort accroissement des emprunts pour les dépenses publiques - et se tourne vers l'Etat qui, comme nous le verrons, occupe une place centrale dans l'économie, hors de toute proportion avec tout ce qui a été vu dans le passé.

La seule issue pour les capitalistes est claire. Le taux de profit doit être augmenté de façon formidable, ce qui ne peut être réalisé, vu l'état actuel de stagnation de l'accumulation, qu'en coupant les salaires réels de la classe ouvrière. Parallèlement, une nouvelle forme de relations entre le capital d'Etat et le capital financier doit être développée. Toute la situation pousse dans le sens d'un assaut contre la classe ouvrière et d'un changement vers de nouvelles relations entre le capital industriel, financier et d'Etat. La seule question qui demeure pour la bourgeoisie, c'est comment, dans quelles conditions politiques et dans quelle forme cette transformation doit-elle être opérée.

II. LES EFFETS

La croissance du secteur étatique

Dans les conditions d'effondrement des taux de profit qui prédominent dans l'économie britannique,

il est tout à fait évident que le secteur capitaliste privé de l'économie ne peut guère soutenir un niveau de production constant, encore moins une réelle croissance. Avant tout, les investissements sont insuffisants pour entreprendre une sérieuse expansion de la production, une comparaison internationale en termes d'investissements totaux montre clairement la situation :

Investissements en % du PIB de 1960 à 1972 :

<u>Japon</u>	30 - 35
<u>R. F. A.</u>	23 - 27
<u>France</u>	20 - 26
<u>Grande Br.</u>	16 - 18

(The Economist, 31 mars 1973).

La situation des investissements industriels privés est encore pire. Depuis le milieu des années 60, les investissements industriels ont connu un déclin presque permanent. En 1966, ils représentaient 8% du PNB. Ils passèrent à 7,8% en 1967, 5,7% en 1970 et 3,2% en 1973. Tout au long de 1975 les investissements ont baissé fortement et de façon continue; la baisse fut 8% au premier trimestre, 7% au second et 6% au troisième. Les investissements totaux dans l'industrie ont baissé de 10% par rapport à la même période de 1974.

Dans un contexte de baisse de la consommation ouvrière et de baisse du commerce mondial, le résultat de cette baisse des investissements est que seule une large expansion du secteur d'Etat empêche l'économie de piquer du nez. Les estimations suivantes - certainement super-optimistes - faites par l'Institut national pour la recherche économique et sociale (National Institute for Economic and Social Research - NIESR) montrent clairement la situation :

Prévisions de changement de % dans les composantes du P.I.B.

	<u>4° trim. 1975</u>	<u>4° trim. 1976</u>
	<u>par rapport à</u>	<u>par rapport à</u>
	<u>4° trim. 1974</u>	<u>4° trim. 1975</u>
Dépense des consommateurs	- 3,2	- 0,4
Autorités publiques	+ 4,4	+ 2,2
Investissements		
fixes bruts	- 6,1	- 0,6
Exportations	- 1,7	+ 4,0
Importations	- 8,4	+ 3,6
P. I. B.	- 2,1	+ 1,9

(Prévisions de l'Institut national de recherche économiques et sociale - août 1975).

Déjà, de même que dans tous les Etats capitalistes, les dépenses du secteur public en Grande-Bretagne ont augmenté presque sans interruption dans la période d'après-guerre. Dans une récente étude, Barratt-Brown a fait le calcul suivant :

Dépenses publiques en % du P.N.B. :

<u>1948</u>	<u>1953</u>	<u>1958</u>	<u>1968</u>
40,2	44,5	40,6 (a)	52,1

(a) Cette baisse est presque entièrement due à la réduction des armements à la fin de la guerre de Corée.

(Barratt-Brown, From Labourism to Socialism, page 78).

Cependant, au cours de la période qui a suivi la présente récession, un développement sur une échelle totalement différente a commencé. Les dépenses de l'Etat en 1974 ont augmenté à 57% du revenu national et pour 1975, le niveau prévu est de 60% (The Economist, 19 avril 1975). Comme toute tentative visant à financer cela par les impôts déprimerait encore plus tous les autres éléments de l'économie, le résultat est une augmentation qualitative du déficit budgétaire de l'Etat. (Ce déficit représentait 6,9% du PNB en 1973, 9,8% en 1974 et atteindra probablement 12 à 13% en 1975). En bref, simplement pour empêcher le chômage de dépasser le million et demi et pour maintenir la chute de la production industrielle à 8% l'an, il est nécessaire d'avoir un déficit budgétaire supérieur à 1/10^e de l'économie et qui dépasse de trois à quatre fois le niveau des investissements industriels!

Les possibilités de sortir de cette situation sans changement qualitatif dans l'économie sont nuls. Toute tentative de financer ce déficit en imprimant simplement de l'argent ferait percer le plafond à l'inflation dont le taux est déjà de 25% cette année. Emprunter des fonds pour le financer - la politique actuelle du gouvernement - maintient les taux d'intérêt (actuellement, le taux minimum de prêt est de 11,5%) à des niveaux qui à la fois épuisent les fonds pour l'industrie et présentent un obstacle immense à toute augmentation des investissements et au financement des exportations, même lors d'une relance économique. Cependant, toute réduction du déficit signifie à la fois le démantèlement de secteurs entiers de "l'Etat providence" et permettre au chômage d'augmenter au-delà du million et demi où il se trouve actuellement. De plus, dans les conditions actuelles de baisse des profits, il n'y a aucune garantie que ces mesures produisent une relance sérieuse de la production sans une augmentation supérieure de l'exploitation et une baisse des salaires réels - avec toutes les conséquences qu'entraînerait une confrontation avec la classe ouvrière. Mais ceci est la seule perspective sérieuse pour la bourgeoisie; elle fournit l'arrière plan des mesures actuelles de Healey (Chancelier de l'Echiquier = ministre des Finances).

Les mesures Healey-Wilson

Bien que quelques sociaux-démocrates de gauche séniles aient pu avoir l'illusion qu'il existait une solution capitaliste à la crise, autre qu'une attaque contre la classe ouvrière, la bourgeoisie elle-même n'a pas de telles illusions. The Economist, qui représente les secteurs dominants du capital industriel, parle carrément: "La Grande-Bretagne ne peut pas avoir un taux de croissance plus rapide tant qu'elle ne consacre

pas 5 à 10% de plus du PNB à des investissements risqués, et elle n'obtiendra pas ceci, tant que 5 à 10% du PNB ne prendront pas la forme de récompense pour des investissements risqués. Les étrangers écoutent avec étonnement les politiciens britanniques, les commentateurs, le NEDDY (Conseil national de développement économique) et même des personnalités de l'"establishment" prétendre que cela peut vraiment être fait par d'autres moyens, comme par exemple la mise sur pied de nouvelles banques d'investissements pour fournir des prêts qui ne seront probablement jamais remboursés... Cette schizophrénie n'est pas compatible avec le maintien d'un système de marché. Les prochains mois peuvent être la dernière chance du capitalisme britannique de commencer à se sortir de l'abîme." (The Economist, 29 novembre 1975).

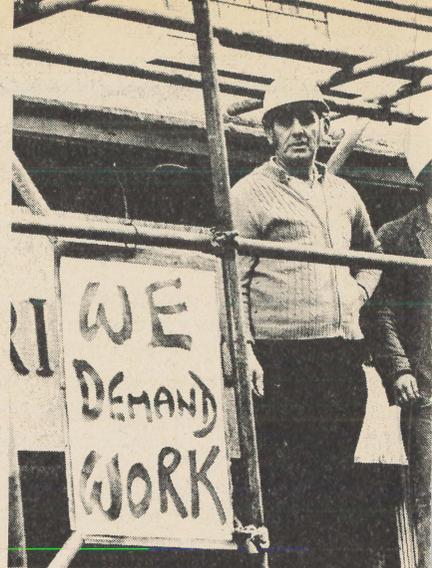
Le débat au sein de la classe dominante sur comment réussir un changement dans les ressources pour alléger la crise capitaliste aux frais de la classe ouvrière prit un aspect particulièrement aigu par suite de la sévère défaite subie par la bourgeoisie avec la chute du gouvernement Heath. La réponse qui avait les faveurs des secteurs de la bourgeoisie étroitement liés au capital financier (Sir Keith Joseph, principal "théoricien" de la direction Thatcher du Parti conservateur; Samuel Brittan, économiste influent du Financial Times; l'Institut pour les affaires économiques, etc.) était d'élever le chômage en coupant de façon drastique les dépenses publiques à un point tel que cela briserait la combativité ouvrière. Le problème, là, était que personne ne pouvait prédire à l'avance quel serait le niveau de chômage nécessaire. Le niveau de 1 million n'était certainement pas suffisant, et on craignait qu'il ne soit nécessaire d'aller jusqu'à 2 millions, certains parlaient même de 3 millions. Une telle augmentation était inacceptable pour les principaux représentants du capital - à la fois parce que cela impliquerait une récession si profonde que la Grande-Bretagne ne serait pas capable de profiter de la moindre relance dans l'économie mondiale, et parce que cela renverserait d'un coup toute la situation politique d'après-guerre et pourrait créer une riposte ouvrière incontrôlable.

La deuxième réponse - celle qui fut adoptée - était de permettre à l'inflation d'atteindre un nouveau plafond, de couper les salaires réels par la mise en place d'une politique des revenus et de retarder les coupes les plus sévères dans les dépenses publiques pendant une certaine période afin d'empêcher un déclin encore plus précipité de la production. Alors qu'aucune mesure ne fut prise au printemps (afin d'écarter toute menace d'un mauvais résultat lors du referendum sur le Marché commun), l'inflation commença dès cette période à réduire le niveau de vie des travailleurs. Les effets des succès antérieurs de la classe ouvrière dans l'élévation de son niveau de vie et la baisse de ce niveau

« Pour relancer l'économie sur une base capitaliste, il faut éliminer la



majorité des gains réalisés par la classe ouvrière depuis 1945.»



de vie sous l'impact de l'inflation apparaissent | clairement dans les chiffres suivants :

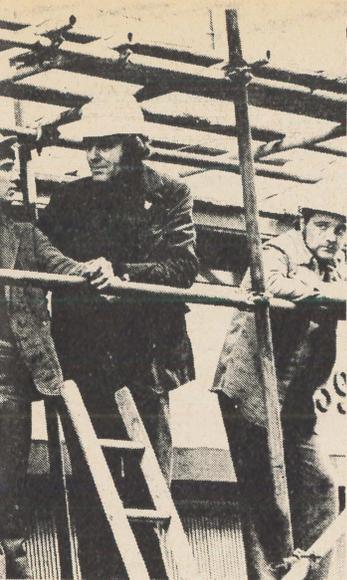
Indice des salaires réels - janvier 1974 = 100

1973		1974				1975				
Oct.	Déc.	Fév.	Avr.	Juin	août.	Oct.	Déc.	Fév.	Avr.	Jun
105	106	99	100	103	106	106	108	106	103	99

(Labour Research, septembre 1975).

Les conséquences sont tout aussi claires depuis l'imposition de la limite de 6 livres pour les augmentations de salaires au mois de juillet dernier. Le volume des ventes du commerce de détail, qui représentent environ la moitié des ventes de

consommation et constituent l'indicateur le plus clair des changements dans le niveau de vie, est tombé de 3,1% entre le second et le troisième trimestre de cette année. Le déclin ultérieur des salaires réels, pour lequel les estimations varient



entre les 2,5% prévus officiellement et le pourcentage plus réaliste de 4,5/6% (Labour Research septembre 1974), dépendra de la baisse exacte du taux d'inflation.

Les attaques contre l'«Etat providence»

Le deuxième round des attaques contre la classe ouvrière se centre sur les réductions des dépenses publiques de l'«Etat providence». Le budget d'avril 1975 faisait déjà des coupures dans le programme de dépenses publiques de 1976-77 de 1,5% dans les dépenses courantes et de 10% dans les dépenses de capital, se montant à £1,100 milliard aux prix actuels. En plus de cela le gouvernement prépare une nouvelle tournée de réductions qui se monteront probablement à £1,5 milliard. Pour les prévisions à plus long terme il apparaît probable que l'on n'envisage aucune

augmentation des dépenses en 1976-78. Il est impossible d'expliquer ici en détail ce que ces réductions signifieront pour l'«Etat providence», mais il vaut la peine de noter les principales conclusions d'une récente étude d'ensemble. ("Cutting the Welfare State - Who Profits ?" - "Réductions de l'«Etat providence» - Qui en profite ?", publiée par le Counter Information Service et le National Community Development Project. Les données exposées ci-dessous viennent de cette étude à moins qu'il ne soit précisé autrement).

a) La santé

La situation des hôpitaux est déjà aujourd'hui effrayante. Trois quarts des lits d'hôpitaux en Grande-Bretagne se trouvent dans des hôpitaux construits avant 1918, et seulement 41 des 2 300 hôpitaux que compte le pays (2%) ont été construits après 1945. La situation des hôpitaux psychiatriques est encore pire : les deux-tiers furent construits avant 1891. Malgré cela le programme de capital pour des constructions d'hôpitaux doit être réduit de la façon suivante :

1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77
£362m	£355m	£286m	£308m	£284m

(Labour Research, décembre 1975)

Ceci implique une réduction de 29% entre 1972-73 et 1976-77. Avec les réductions du nombre d'infirmières et des autres catégories de personnel qui ont déjà lieu, cela signifie un service de santé encore plus inadapté et il y a déjà des listes d'attente de, par exemple, 4 mois pour une hystérectomie, 12 mois pour la gynécologie générale, 18 mois pour les amygdales, etc. Une possibilité sérieuse existe aujourd'hui de la création d'un service médical à deux classes, avec un secteur privé efficace pour la bourgeoisie et les "classes moyennes" et un service de charité bricolé pour la classe ouvrière.

b) Le logement

Les dépenses pour les logements prévues dans le budget doivent être réduites de £ 571 millions durant 1975-76 et à £ 230 millions d'ici à 1979.

c) Education

Les dépenses effectives de 930 millions de £ en 1972-73 tomberont à £ 629 millions en 1974-75.

Tout cela s'ajoute à une série d'autres coupures à une vaste échelle. Par exemple, l'aide des autorités locales aux transports locaux va passer de £ 123 millions à £ 91 millions cette année; les dépenses effectives pour la Sécurité Sociale seront coupées de 38% entre 1974 et 75.

III. LES PERSPECTIVES

Malgré la baisse sévère du niveau de vie de la classe ouvrière, l'ampleur de la récession est telle que les profits, les investissements et la production continuent à décliner. Pour les profits, un certain allègement se fait jour grâce aux réductions des salaires réels, mais la tendance est toujours à la baisse. Dans ces conditions les investissements sont dans le creux de la vague. Dans le secteur vital des machines-outils certaines entreprises n'utilisent que 30% de leur capacité de production. En général, les nouvelles commandes dans la métallurgie étaient à un niveau inférieur de 20% aux plus hauts niveaux de 1974, et atteignaient un niveau presque égal à celui de 1972, avec une nouvelle chute de 3 à 4% attendue pour 1976. Le Département de l'Industrie estime que les investissements dans l'industrie manufacturière dans leur ensemble vont baisser de 11,5% en 1975 et de 5% supplémentaires en 1976. Cela signifierait que dans le dernier trimestre de 1975, les investissements dans l'industrie manufacturière seraient de 17,5% inférieurs en termes réels à ceux du 4^e trimestre de 1974. (Financial Times, 7 octobre 1975). La chute des investissements affecte une économie dans laquelle la production industrielle est déjà à un niveau inférieur à celui de 1970.

Production industrielle (1970 = 100) :

		Toute l'industrie	Industrie manufacturière
1974	3 ^e trim.	108,4	109,9
	4 ^e trim.	105,3	106,1
1975	1 ^e trim.	104,4	105,7
	2 ^e trim.	100,1	100,2
	juin	99,9	99,6
	juil.	100,0	100,3
	août	99,1	99,4

(Financial Times, 11 octobre 1975).

Ce tableau sous-estime largement la baisse dans des secteurs-clés.

En septembre, la production de l'acier avait baissé de 25% par rapport aux niveaux les plus élevés des premiers neuf mois de 1973. Même en 1974, la production dans le secteur de la construction était déjà inférieur de 2% par rapport au niveau atteint en 1970, les mises en chantier de maisons privées étant passées de 215.000 en 1973 à 105.000 en 1974; la construction dans le secteur public avait baissé de 20%. Les nouvelles commandes dans la construction ont baissé de 25% en 1974 par rapport à 1973 et baissèrent de 6% supplémentaires cette année. Le résultat en est que, en automne 1975, environ 171.000 travailleurs de la construction étaient au chômage, un septième de la force de travail totale employée dans ce secteur. Dans l'industrie automobile, en plus de la crise de British Leyland, Chrysler G. B., qui est en faillite, projetait 11 jours de travail au cours des deux

mois précédents Noël, sur son meilleur modèle du point de vue des ventes, Avenger.

Le résultat de cette dépression dans la production et les investissements est que, même après les mesures de Healey, les prévisions bourgeoises sur les perspectives économiques sont toutes très sombres. Nous donnons ci-dessous les trois prévisions concernant le cours de l'économie dans l'année à venir faites par les instituts les plus influents.

Prévisions d'évolution en % - année 1976 par rapport à 1975 :

	NIESR	LBS	P&D
Consommation des autorités publiques	+ 2,2	+ 2,5	+ 2,8
Exportations	+ 1,7	+ 3,5	+ 3,8
Stocks (en millions de £) année 1976	- 172	- 119	+ 20
PIB, après ajustement aux coûts des facteurs	+ 0,3	+ 1,4	+ 1,4
Inflation	10,0	15,4	15,5
Balances des paiements - 1976	- 2509	- 1131	- 1600

NIESR - National Institute of Economic and Social Research

LBS - London Business School

P&D - Philipps and Drew

(The Times, 4 décembre 1975).

Alors que la sévérité particulière et surtout la longévité de la récession en Grande-Bretagne est inacceptable pour la classe dominante et la force à chercher une nouvelle issue en attaquant les masses, elle place également la classe ouvrière dans une situation radicalement nouvelle par rapport à toutes son expérience de l'après-guerre. On a déjà souligné les effets des réductions du niveau de vie et des attaques contre l'"Etat providence". Mais l'effet le plus dramatique de tous est la fin de la situation de plein emploi qui existait depuis 1945. Les implications de ce fait - tant que le capitalisme existera, la classe ouvrière ne connaîtra plus les conditions d'emploi qui ont façonné toute son expérience d'après-guerre - n'ont pas encore été totalement comprises par le mouvement ouvrier.

Au cours de la décade 1965-75, la bourgeoisie par suite d'efforts considérables réussit à augmenter le taux de croissance de la production dans l'industrie manufacturière de 4% par an comparé à 3% au cours de la décade précédente. (Ceci fut le seul réel succès de la bourgeoisie durant cette période; et il faut quand même noter que ce chiffre de 4% est bas comparé aux 6% de moyenne pour l'Allemagne Fédérale, l'Italie et la France). Cependant la production industrielle n'augmenta que de 15% durant cette décade. L'emploi industriel baissa de 14% durant cette décade. Le plein emploi relatif ne fut maintenu que par l'expansion de l'emploi non-industriel

par rapport à l'emploi industriel. Ceci se développa à un rythme bien plus rapide en Grande-Bretagne qu'ailleurs. De plus, la large majorité de cette augmentation se produisit dans le secteur public, avec seulement 7% d'augmentation des emplois dans le secteur des services (avant tout privé), mais avec une augmentation de 14% de l'emploi dans les services du gouvernement central et une augmentation de 53% de l'emploi dans les administrations locales. (Sunday Times, 2 novembre 1975). Ceci fut le corollaire social, en termes de composition de la classe ouvrière, du large accroissement du secteur étatique. Mais une fois que le secteur public est bloqué, tout le mécanisme ne peut plus fonctionner. Toute attaque contre la classe ouvrière doit tenter d'amener une augmentation de la productivité supérieure aux 4% de la dernière décennie; mais avec un taux de croissance de la production industrielle de 1 à 2%, cela signifie que le chômage industriel doit augmenter encore plus rapidement. Cependant, les coupures dans le secteur étatique signifient que le secteur qui avait absorbé le chômage par le passé est maintenant bloqué. L'unique perspective est celle d'une croissance permanente et aigüe du taux de chômage. Dans son budget, Healy affirme que le sommet du chômage serait un million selon les chiffres officiels; mais ce chiffre est déjà dépassé, et cet hiver il augmenta le chiffre à 1,2 million pour cet hiver et 1,5 million pour l'hiver 1975-76.

Le Financial Times (16 juin 1975) affirme que, déjà en juillet, les estimations sur lesquelles le Trésor se fondait étaient de 1,5 à 2 millions de chômeurs. Les dernières estimations de Philipps and Drew vont jusqu'à deux millions. Le secteur de recherche du syndicat ASTMS a prédit 2,25 millions bien que cela soit probablement exagéré. Les estimations les plus probables semblent être de l'ordre de 1,5 à 2 millions, avec la possibilité de voir ce chiffre augmenter si la relance de l'économie mondiale est retardée et si le gouvernement fait des coupes supplémentaires dans les dépenses publiques. Mais si une discussion est encore possible sur le niveau qu'atteindra le chômage, deux choses sont néanmoins claires. Premièrement, si le niveau de chômage atteint 1,5 million dans les statistiques officielles, cela signifie un niveau réel de chômage de 2 à 2,5 millions, ce qui frappera avec des effets dévastateurs les couches les plus opprimées et affectera des secteurs de la force de travail qui n'ont encore jamais connu le chômage (4). Deuxièmement, il n'y a aucune perspective claire d'une réduction sérieuse de ce niveau.

Le mouvement ouvrier britannique n'a pas encore vraiment saisi les implications de cette situation.

Dans l'après-guerre, la classe ouvrière a fait au pire l'expérience de quelques crises

cycliques de chômage. Une baisse du niveau de vie réel a toujours été suivie par un retour au plein emploi relatif. Aujourd'hui, cependant, la situation est radicalement différente. Les conditions mêmes qui font baissé le niveau de vie des travailleurs -- une augmentation du taux d'exploitation grâce aux mesures Healey-Wilson doublée d'une croissance de la productivité -- ne permettront pas de surmonter le chômage mais provoqueront même une exacerbation du chômage. Pour parler en termes quantitatifs: sans une politique qui commence à attaquer radicalement la domination capitaliste de l'économie, le chômage en Grande-Bretagne ne retombera probablement jamais en-dessous de un million.

La réaction de la classe ouvrière face à cette situation -- une baisse de la combativité ou une remontée des luttes à un niveau programmatique qualitativement supérieur qui aborde la question générale de l'organisation de l'économie -- sera déterminante pour le développement à moyen terme de la situation en Grande-Bretagne.

Mais à ce point, l'analyse purement économique s'arrête. La sortie de l'économie de l'impasse ne dépend pas d'éléments purement économiques, mais de la conscience de classe, du rapport de forces entre les classes, de la politique. Vu les rapports de forces entre les classes, le capitalisme britannique ne peut pas sérieusement se relever de la récession. Même une application réussie des mesures Healy-Wilson permettrait simplement à l'économie de se stabiliser à un niveau de 1,5 million de chômeurs, un taux d'inflation de 10 à 15%, une chute de 3 à 5% du niveau de vie des travailleurs, une baisse de 10% de la production industrielle et un taux d'investissements inférieur à celui de 1970. Cela ne laisserait pas de place à la guérison économique du capitalisme britannique. Pour relancer sérieusement l'économie sur une base capitaliste, il faut des mesures bien plus fondamentales: l'élimination de la plus grande partie des gains économiques réalisés par la classe ouvrière depuis 1945.

C'est sur cette voie que la bourgeoisie britannique vient de s'engager. Son succès signifierait un changement radical des rapports de forces au détriment de la classe ouvrière. La défaite de la bourgeoisie plongerait la Grande-Bretagne dans la crise économique la plus profonde connue par un pays impérialiste depuis 1929. Les forces économiques ont placé la lutte de classes en Grande-Bretagne à un tournant. C'est la lutte de classes et son orientation politique qui décideront de l'issue.

8 décembre 1975.

(1) Voir E. Mandel, Late Capitalism, (New Left Books) p. 179 seq. de même que toute une série d'études empiriques dont: British Capitalism: Workers and the Profits Squeeze

de Glyn et Sutcliffe est la plus connue. Différentes tentatives ont été faites pour réfuter ce point de vue ; notamment dans "Class Struggle and the Rate of Profit" (New Left Review, juillet 1973) et P. Bullock et D. Yaffe dans "Inflation, the Crisis and the Post-War Boom" (Revolutionary Communist, novembre 1975).

Cependant, malgré le fait que les travaux de Yaffe représentent la contribution la plus significative à l'économie marxiste actuellement produite en Grande-Bretagne, théoriquement, Yaffe et Bullock commettent malheureusement deux erreurs méthodologiques fondamentales. Premièrement, dans leur appréciation correcte de la vérité historique que c'est la croissance de la composition organique du capital et non pas le déclin du taux d'exploitation qui cause la chute du taux de profit, ils ne réussissent pas à saisir le fait que, au moment du début de la crise conjoncturelle, notamment quand le processus d'accumulation chancelle, il est tout à fait possible, et même inévitable, que des luttes directes contre le taux d'exploitation soient la cause du déclenchement de la crise ouverte.

Yaffe et Bullock sont coupables de "réductionnisme" quand ils confondent les déterminants en dernière analyse du déclin du taux de profit avec les causes concrètes d'une crise particulière. Deuxièmement, autre exemple d'une méthode "réductionniste", Yaffe confond la question du développement du capitalisme en général avec la question du développement d'une économie particulière. Le développement du capitalisme dans son ensemble détermine le développement de tout capitalisme en particulier, mais le développement d'un capitalisme particulier n'est pas réductible au développement du capitalisme dans son ensemble. (Par exemple, voir l'analyse classique de Trotsky de pourquoi la combinaison des éléments de la crise de 1929 a produit une crise largement spécifique du capitalisme allemand).

Il n'y a rien du tout de contradictoire à comprendre que, en dernière analyse, la raison du déclin du taux de profit réside dans les changements dans la composition organique du capital et à comprendre que, dans un capitalisme particulier, à un moment donné, l'élément dominant dans la crise est joué par une lutte directe entre la classe ouvrière et la bourgeoisie sur le taux de plus-value. Que ceci soit ou non le cas ne peut pas être déterminé par une référence au développement du capital en général, mais seulement pas une enquête sur la combinaison spécifique de cette crise dans le cas d'un capitalisme particulier. Sur cette question Glyn et Sutcliffe en particulier, ont apporté une réelle contribution.

(2) Il est bien connu que les bourgeois ne calculent pas le taux de profit en termes marxistes. Cependant, il existe de grandes difficultés, en particulier dans le cas d'une forte inflation, à calculer le "taux de profit" même en termes capitalistes. Cela dépend, entre autres choses, si le calcul est fait avant ou après déduction des impôts; de la manière dont l'aide de l'Etat à l'industrie s'équilibre avec l'imposition; sur la base de quelle réévaluation des stocks il est calculé; si la réévaluation des stocks est incluse; si le taux est calculé sur la base d'un coût historique ou du coût de remplacement; de comment sont traitées les industries nationalisées, dont le taux de profit est déterminé largement politiquement, etc. . . Ces différences permettent de comprendre les divergences entre les six principales études du taux de profit du capitalisme britannique faites dans la dernière période : Glyn et Sutcliffe, Hugues, "Profit Trends and Price Controls, Profitability of British Manufacturing Industry", Lloyd's Bank Review, Juillet 1973; Kin : "Profit Crisis that isn't" Guardian, 14 novembre 1973; Burgess and Webb : "The Profits of British Industry", Lloyd Bank's Review, avril 1974; Merret and Sykes : "How to avoid a liquidity Crisis", The Economist, Supplément, 3 août 1974; plus une série d'articles par les mêmes auteurs au cours de l'été 1974 (notamment dans Financial Times, 30 septembre 1974). Pour montrer le caractère significatif de ces différentes méthodes de calcul, on peut simplement noter que pour une seule année, 1969, le calcul des chiffres du taux de profit selon les différentes méthodes donna des estimations aussi différentes que 16,8% (Burgess and Webb) et 4,7% (Glyn and Sutcliffe).

(3) Stuart Holland affirme dans The Socialist Challenge que les principaux monopoles anglais sont en position de régler leur taux de profit (p. 55) et qu'il n'existe pas de crise des profits. Il vaut la peine de relever cet "argument" du fait que pas un seul chiffre n'est produit dans un livre de 400 pages pour l'appuyer ! Et ceci malgré le fait que des centaines de pages ont été écrites sur la question du taux de profit en Grande-Bretagne au cours des cinq dernières années et qu'elles prouvent toutes exactement le contraire de ce qu'affirme ce livre.

(4) Comme d'habitude, le chômage frappe plus fort les travailleurs les plus opprimés. Le chômage parmi les travailleurs immigrés a augmenté presque deux fois plus vite que la moyenne nationale. A l'autre bout de l'échelle, cependant, le chômage a touché des groupes qui ne l'avaient pratiquement jamais connu. En septembre, par exemple, 5.200 enseignants étaient inscrits comme demandeurs d'emploi (Financial Times, 14 octobre 1975).

france: UNE REPRISE PROBABLE SUR UN FOND DE CRISE

P. SALAMA & A. LIND

On pourrait citer - pour le plaisir - les prévisions économiques erronées faites par ceux qui nous gouvernent. Plus intéressantes sont les constatations faites par le journal économique Expansion : "Les performances de la France en 1974 (au niveau de la rentabilité des entreprises - NdA) ne sont rien d'autres que les derniers soubresauts d'un moribond qui voit ses camarades frappés avant lui... les indications dont on dispose pour le premier semestre 1975 semblent confirmer ce jugement pessimiste" (Novembre 1975, p. 91). Plus inquiétantes sont également les dernières déclarations de Ceyrac (président du patronat) dans le même numéro de ce journal : "Aujourd'hui, l'Europe subit choc sur choc. Un boxeur qui encaisse des coups sans en rendre ne tient pas 15 rounds. Il faut donc repartir de l'avant. Cela ne se fera pas en douceur, sans affrontement politique" (p. 191).

C'est clair et logique. Ces discours constituent les premières menaces conscientes d'une bourgeoisie qui s'apprête à affronter une aggravation de longue durée de la situation économique et politique. C'est parce que la crise que traverse le Capital est profonde, même si les premiers symptômes sont encore timides, même si une légère reprise est prévisible dans les mois prochains, que la bourgeoisie tente de se doter des moyens politiques conséquents pour l'affronter. Cette crise résulte de l'épuiement lent puis brutal de l'action des facteurs qui contrecarrent la baisse tendancielle du taux de profit. C'est ce que nous allons montrer dans la première partie de cet article. Parce que cette crise n'est pas passagère, l'action de l'Etat revêt une certaine importance. C'est pourquoi nous montrerons, dans la deuxième partie, comment l'Etat tente d'utiliser la crise pour modifier l'appareil productif, augmenter le taux d'exploitation, redresser le taux de profit de telle sorte que soient garanties de manière durable les conditions pour que le système capitaliste se reproduise en tant que tel. Mais nous montrerons également comment l'Etat est contraint - devant l'ampleur soudaine de la crise et les dangers politiques qu'elle suscite - de parer au plus pressé, de lancer un plan de relance.

Le crise vient de loin

L'INSEE a produit récemment une série d'études qui jettent un éclairage nouveau sur l'évolution de la rentabilité de l'économie et de ses principaux secteurs, sur les modifications substantielles qu'a connues l'appareil productif depuis une dizaine d'années (1).

Ce sont ces études qui expliquent le diagnostic que nous avons énoncé. Il s'agit d'une crise typique de suraccumulation du capital telle qu'on n'en avait pas vu depuis la guerre. Le taux de profit baisse sous l'effet de plusieurs facteurs

(2) : une hausse très forte de la composition organique du capital ; une augmentation substantielle de l'endettement et donc un alourdissement des charges financières des entreprises ; un partage des revenus entre profits et salaires en faveur des travailleurs depuis peu, c'est-à-dire un ralentissement contraint du taux d'exploitation. Cette baisse du taux de profit entraîne une mise en sommeil partielle et une destruction du capital (capacité de production oisive, faillites nombreuses) de plus en plus importante, un chômage croissant et une tentative de dévaloriser la for-

ce de travail. C'est ce que nous allons voir.

1. La hausse de la composition organique...

L'entrée de la France dans le Marché Commun en 1959 a imposé au capital de profondes mutations que seul un bonaparte (de Gaulle) pouvait imposer à une classe ouvrière hostile. Parallèlement à l'allongement de la semaine de travail (qui atteint son pic en 1963 avec 47,2 heures) se produit une forte élévation de la composition organique du capital. Cette hausse peut être décelée dans l'augmentation du "capital fixe productif brut par tête". Ce dernier croît au rythme annuel de 3,4% entre 1950 et 1957, puis passe à 5,3% l'an de 1957 à 1964, pour sauter à 7% l'an de 1964 à 1973 (3). De 1964 à 1973 le "capital fixe productif brut par tête" croît deux fois plus vite que de 1950 à 1957 ! Cette hausse accélérée de la composition organique du capital trouve son origine dans la volonté des capitalistes d'accroître leur compétitivité sur l'arène internationale et donc d'abaisser les coûts.

Très vite, cependant, une hausse de la composition organique va se traduire par une efficacité de plus en plus faible. La "productivité du capital" - c'est-à-dire le rapport entre la production totale et le "capital" engagé - va très vite commencer à décroître. Elle augmente de 0,7% par an entre 1957 et 1964, elle baisse de 1% l'an de 1964 à 1973 (fig. 1). Certes, la progression ou la baisse secteur par secteur est inégale, comme nous le verrons. Mais elle traduit les difficultés accrues que rencontre le capital dans sa recherche de profit. En effet, si parallèlement à cette hausse de la composition organique du capital, la productivité par heure travaillée voit sa croissance s'accélérer - elle passe de 4,7% par an de 1961 à 1967 à 5,7% par an de 1967 à 1971. - l'effet total de cette hausse ajouté à celui de la baisse de la "productivité du capital" est de moins en moins positif. La "productivité totale du travail et du capital" passe en effet d'un taux de croissance annuel de 3,5% de 1957 à 1964 à 3% l'an de 1964 à 1973. La hausse accélérée de la composition organique du capital commence à susciter des effets contraires à ceux espérés par les capitalistes. L'efficacité baisse, ce qui fait dire à l'auteur de l'étude citée : "Tout semble s'être passé de telle façon qu'en moyenne un effort supplémentaire d'investissement par rapport aux années antérieures n'a donné aucun bénéfice marginal d'efficacité" (Sautter, p. 10).

Il faut se garder de confondre efficacité et taux de profit. Mais la baisse de l'un indique des problèmes croissants en ce qui concerne l'autre. Parce que la suraccumulation se dessine, se précise, elle menace le taux de profit. C'est ce que nous allons plus précisément voir.

2... et ses effets sur le taux de profit

L'année 1964 constitue un tournant pour la "productivité du capital". Mais ce n'est qu'à partir

de 1969 que le taux de rémunération brut du capital commence à décliner (fig. 2). De 1964 à 1969, la baisse de la productivité du capital - interrompue de 1968 à 1969 (4) - voit son action négative sur le taux de rémunération du capital contrecarrée par deux facteurs. Jusqu'en 1968-69, les capitalistes arrivent en effet, d'une part, à s'octroyer une part plus importante du gâteau, accentuant ainsi les inégalités sociales et la hausse du taux d'exploitation, d'autre part, à jouer sur les prix de telle sorte que les prix des marchandises qu'ils produisent croissent plus vite que les prix des biens d'équipement (fig. 2).

La baisse du taux de rémunération du capital à partir de 1969 résulte donc de l'action négative de la hausse accélérée de la composition organique du capital depuis 1964 et de l'épuisement de l'action positive des deux facteurs cités. D'un côté, il est de plus en plus difficile pour le capital de s'octroyer une part croissante dans le partage du revenu entre profits et salaires. Ce partage s'effectue de plus en plus au détriment des capitalistes (5), résultat de Mai 1968 et de la combativité maintenue de la classe ouvrière.

La hausse du taux d'exploitation est donc freinée par la résistance des travailleurs et n'exerce donc plus une force suffisante pour contrecarrer l'effet négatif de la hausse de la composition organique du capital. D'un autre côté la hausse des prix relatifs de la valeur ajoutée par rapport aux biens d'équipement n'est plus suffisante. L'action positive de ces deux facteurs s'épuise. Le taux de rémunération brut du capital baisse de ce fait à partir de 1969. Cette baisse annonce des difficultés accrues pour le capital, difficultés se traduisant aujourd'hui par la crise ouverte.

Par ailleurs, il faut souligner que l'effort de modernisation a conduit les capitalistes à emprunter davantage (6). Le taux d'auto-financement baisse. L'endettement s'accroît. Selon Entreprise (N° 1009), le rapport de l'endettement à long et moyen terme sur les capitaux propres passe de 0,34 en 1963 à 0,61 en 1972. A cette augmentation des dettes correspond une augmentation des charges de la dette. Les charges financières par unité produite croissent, limitant ainsi les possibilités d'auto-financement et rendent plus difficiles les conditions de reproduction du capital pour les petites entreprises, pour les grandes dans certains secteurs (7).

On comprend dès lors que l'Etat se soit donné pour objectif d'alléger les charges pesant sur le taux de profit des entreprises en diminuant la charge que représente les impôts et en accroissant les subventions (fig. 4). Les diverses mesures fiscales prises par les gouvernements successifs - dont la suppression en 1968 des versements forfaitaires sur les salaires - ont fait chuter les charges fiscales par unité produite dans la presque totalité des secteurs. On comprend également que l'Etat ait tenté de redresser la situation en ce qui concerne le partage profit-salaires

"en montrant l'exemple", par son refus d'augmenter les salaires (grèves des PTT de 1974, de Renault, etc.). C'est un point sur lequel nous reviendrons.

3. En guise de synthèse

On peut calculer divers indicateurs qui donnent une idée de la suraccumulation latente, puis présente avec le développement de la crise. L'INSEE calcul ce qu'il appelle le surplus réel des entreprises non agricoles (fig. 3) (8). Cet indice est orienté vers la baisse.

Le surplus réel reçoit 4 affectations (fig. 4). Il va d'abord servir à payer l'accroissement de la masse salariale dû à la hausse des salaires sur une année et à la variation de l'emploi, puis il financera les impôts nets de subventions, les charges diverses, et enfin le résidu constituera le revenu net du capital (intérêts, dividendes, épargne brute des sociétés).

On constate - comme nous l'avons déjà noté - que le coût de la force de travail croît, que les impôts nets de subventions diminuent (sauf en 1972), que le revenu net du capital baisse à partir de 1969-70.

On peut déduire de ces indications plusieurs taux de rentabilité. Il suffit de mettre au numérateur le revenu net du capital - avec ou sans impôt - et au dénominateur le capital fixe productif net. On constate ainsi que le taux de rentabilité réel avant impôt (au prix de 1959) décroît depuis 1964, que le même taux après impôt ne décroît qu'à partir de 1969-70. L'évolution divergente de ces deux taux de profit de 1964 à 1969-70 montre l'efficacité de la politique gouvernementale de réduction fiscale, mais aussi ses limites. Elle indique surtout la voie vers laquelle s'engagera l'Etat, voie confirmée par les réductions fiscales du plan de relance de 1975.

Dans la mesure où cette intervention de l'Etat est de plus en plus sélective, il est intéressant de faire rapidement une analyse sectorielle de l'évolution des rentabilités nominales et de l'efficacité de chaque secteur. Le taux de rentabilité nominale tient compte de l'évolution des prix, tant des biens d'équipement (au dénominateur) que des marchandises produites (au numérateur). De 1959 à 1969, cinq secteurs ont à la fois un taux de rentabilité nominale et une efficacité (évolution de la productivité du capital et du travail) supérieurs à la moyenne. Ces cinq secteurs sont : l'automobile, la construction mécanique, la chimie, la construction électrique et l'habillement (9). Ces cinq secteurs sont ceux qui ont connu la plus forte croissance, ont le plus développé leurs exportations, ont connu les hausses de prix les plus lentes et ont, malgré la hausse de leur composition organique, créé le plus d'emploi.

Ces cinq secteurs constituent les secteurs moins de l'économie. La crise atteint aujourd'hui

d'hui l'ensemble des secteurs, mais à son terme (?) elle devrait renforcer le poids relatif de ces cinq secteurs, d'un côté grâce au processus même de la crise (seuls les plus forts peuvent résister ou, du moins, plus facilement récupérer et se nourrir de la crise) et, de l'autre côté, grâce à l'intervention de l'Etat. C'est ce que nous allons maintenant voir.

La crise et la politique de l'Etat

La crise, larvée depuis plusieurs années, ouverte récemment, de suraccumulation du capital exige une intervention croissante - tant qualitative que quantitative - de l'appareil d'Etat au niveau économique. La crise reflète la nécessité pour le capital - et donc pour l'Etat - de réorganiser fondamentalement les conditions de production et les rapports d'exploitation. Mais cette intervention croissante de l'Etat - en période de crise - dépend plus particulièrement des capacités qui lui sont offertes au niveau politique. "Capitaliste collectif en idée" (Engels), donc garant de la reproduction des rapports de production, l'Etat doit favoriser tel secteur au détriment de tel autre (10). D'où ses mesures d'assainissement et les faillites nombreuses qui les accompagnent. Cette fonction de valorisation du capital au détriment d'autres capitaux rétrécit la base sociale sur laquelle il repose, d'autant qu'affectant le mouvement ouvrier, elle est de nature à renforcer sa combativité et sa détermination. Le rétrécissement de la base sociale, l'exacerbation de la lutte des classes expliquent pourquoi l'Etat tente de se doter d'un appareil répressif puissant, légal et illégal, expliquent au niveau économique ses difficultés d'opérer nettement des choix et fondent sa politique louvoyante.

1. Jusqu'au plan de relance de septembre 1975

Avant le plan de relance, la politique de l'Etat a consisté, d'un côté, à freiner l'inflation (restriction de crédit) pour ne pas défavoriser la compétitivité des entreprises françaises, de l'autre côté à permettre que se développe le chômage.

Ont le plus pâti de cette politique, les entreprises dont la rentabilité nominale était la plus faible. Pour les 10 premiers mois de 1975, les faillites et mises en liquidation judiciaires se sont accrues de 25% par rapport à la même période de 1974! Cette politique visait à renforcer les secteurs moteurs. Elle avait pour fonction de réduire la masse salariale versée par les entreprises et d'améliorer ainsi leurs conditions de rentabilité déjà bien compromises. D'un côté, l'Etat favorisait l'extension du chômage (lois nombreuses sur le chômage visant à inciter les entreprises à réaménager les conditions de travail et à licencier, faillites de nombreuses entreprises), de l'autre - par sa politique salariale dans le secteur public et nationalisé - l'Etat incitait les entreprises à ne pas céder aux exigences ouvrières. A cette politique de réduction de la masse salariale (chômage

et salaire) s'ajoutait une politique d'aide directe aux secteurs moteurs de l'économie et aux secteurs tels que l'énergie, la sidérurgie.

Cette politique sélective visant à redresser les taux de profits de certains secteurs, à détruire partiellement le capital d'autres, devait très vite rencontrer des limites, tant au niveau économique que politique.

Le ralentissement de la demande due à la progression modérée de la masse salariale (11), l'accroissement de l'épargne — dans un contexte mondial récessionniste — devaient très vite accroître les capacités de production oisives, gonfler les stocks d'inventus et donc aggraver les conditions de rentabilité des industries de biens de consommation durables et non durables déjà bien compromises. Le non relais du côté des exportations (maintien de la récession allemande) s'ajoutant aux charges financières (endettement) alourdies; et à l'accroissement considérable des capacités de production oisives, devaient très vite inciter les capitalistes à restreindre leurs commandes de biens d'équipement, propulsant ainsi la crise en amont et l'aggravant. Du côté social et politique, l'aggravation des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière, le gonflement vertigineux du chômage, le maintien de la combativité des travailleurs, la pénétration des marxistes-révolutionnaires dans les usines et la propagation de leurs mots d'ordre, devaient très vite susciter des dangers réels pour le gouvernement.

Ces deux facteurs, aggravation de la situation économique, menaces sur le front social et politique, expliquent le virage tardif, mais préventif de Giscard.

2. Le plan de relance et la relance

La conjoncture économique française est entrée depuis l'été dans une phase de stabilisation. La crise semble avoir atteint un plancher. Ce plancher est bas puisque l'indice de la production industrielle en août 1975 était de 14,7% inférieur à celui d'août 1974. Les capacités oisives varient entre 20 et 40% selon les secteurs. Le volume de l'investissement productif a baissé de 8 à 10% pour l'ensemble de 1975. Le chômage a dépassé officiellement le million (1,5 million en réalité), le chômage partiel s'est multiplié, seule la hausse des prix s'est ralentie (plus 0,7% en août, plus 0,8% en septembre et 0,8% en octobre).

Le plan de relance va inverser les priorités. L'objectif officiel est de sortir de la crise, de freiner le développement du chômage, quitte à ce que la hausse des prix s'accélère. A la différence des plans allemand et américain, le plan de relance ne privilégie pas la relance de la consommation, mais se donne pour objectif d'apporter des ballons d'oxygène aux entreprises les plus touchées par la crise: bâtiment, travaux publics, biens de consommation durables, à travers l'amélioration des conditions de cré-

dit. Les commandes de l'Etat et les grands travaux publics se chiffrent ainsi à une quinzaine de milliards. A ces commandes de l'Etat, il faut ajouter un report fiscal de 9,6 milliards (!) Ce report fiscal est en fait sélectif, puisqu'il ne concerne que les entreprises qui avaient réalisé un bénéfice, c'est-à-dire les plus grosses, et n'est de ce fait d'aucune utilité pour les "canards boiteux" atteints par la crise.

L'effet du plan de relance ne peut être immédiat, et de surcroît, il ne peut être que faible. L'aide apportée à la consommation des ménages (5 milliards), le crédit à la consommation à moindre coût, voient leurs effets atténués par l'accroissement de l'épargne de précaution. Cette dernière révèle la crainte des travailleurs de se trouver au chômage, et explique pour l'Allemagne la faible efficacité de ses plans de relance. Les grands travaux de l'Etat n'auront d'effet sur la reprise de l'activité économique que vers février-mars. Le report d'impôts des sociétés n'est pas de nature à améliorer suffisamment la rentabilité des entreprises, d'autant que l'accroissement de la demande (interne et étrangère) ne se manifeste que faiblement, sauf pour quelques secteurs (autos, équipements ménagers) (12). On peut donc déduire que l'accroissement de l'investissement attendu ne peut être que faible et que les capitalistes préféreront utiliser d'abord leurs capacités de production oisives. On peut déduire également que le chômage, loin d'être résorbé, va continuer à augmenter puis se stabilisera à un niveau élevé pendant plusieurs mois. Par contre, la nécessité pour les entreprises de reconstituer leurs marges bénéficiaires, les incitera vraisemblablement à hausser davantage leurs prix. Cette accélération légère de l'inflation rongera la compétitivité des entreprises à l'heure où précisément un début de reprise, même faible, suscitera un gonflement des importations.

Au total, le plan de relance se greffe sur une situation économique insuffisamment saine pour le Capital. C'est ce qui explique sa faible efficacité prévisible. C'est parce que le taux de profit baisse pour les raisons que nous avons indiquées, que la reprise ne sera vraisemblablement que modérée et de courte durée. Le plan de relance, à ce titre, ainsi que les diverses mesures prises antérieurement tant au niveau des salaires que des subventions aux entreprises (Citroën) ne sont donc que des indices de la politique gouvernementale à venir.

La crise vient de loin. Son dépassement nécessite qu'au-delà des réductions fiscales consenties, des subventions apportées, une destruction partielle du capital puisse avoir lieu, qu'une dévalorisation du travail puisse s'effectuer. Il devient de plus en plus vital pour le Capital de trouver, vite, les moyens de hausser suffisamment le taux d'exploitation. C'est pourquoi, la crise actuelle, malgré la reprise, est de nature à poser très vite de graves problèmes au niveau social et politique.

30 novembre 1975.

(1) Les études faites par l'Institut des statistiques sont utiles à plus d'un titre, quand bien même les indicateurs économiques qu'elles forgent ne correspondent pas à ceux qu'utilisent les marxistes. Il ne faut pas en effet oublier que si la bourgeoisie a besoin d'indices, de chiffres pour tromper la classe ouvrière (l'indice des prix par exemple), elle a besoin également de connaître suffisamment la réalité concrète, ne serait-ce que pour agir sur elle.

(2) Le taux de profit est le rapport entre la plus-value (p1) et le capital variable (v) plus le capital constant (c). Il peut s'écrire:

$p1/v / 1 + c/v$ où p1/v est le taux d'exploitation et c/v est la composition organique du capital.

(3) Cf. "L'efficacité et la rentabilité de l'économie française de 1954 à 1974", Ch. Sautter, Eco. et Stat. Série E, juin 1975.

(4) La "productivité du capital" croît sensiblement de 1968 à 1969. En effet, la hausse des salaires - suite aux Accords de Grenelle - se traduit par une hausse des coûts et agit défavorablement sur le taux de profit, mais conduit également à une utilisation plus intensive du capital mis antérieurement en sommeil (capacités oisives) et agit par conséquent favorablement sur la "productivité du capital" et sur le taux de profit.

(5) Ce serait une erreur de croire qu'un partage du revenu plus favorable aux salariés puisse signifier nécessairement une baisse du taux d'exploitation. Dans les salaires sont en effet comptabilisés les travailleurs improductifs, alors qu'en fait ces derniers sont payés sur de la plus-value (sur ce point voir l'article de Langston dans "Inprecor" de juin 1975, et notre livre "Un procès de sous-développement", Maspéro, 2^e Edition, 2^e chapitre). Il faut ajouter que l'évolution défavorable du partage profit-salaire pour les capitalistes les conduit d'un côté à résister aux augmentations de salaire, de l'autre, surtout à "dégraissier" (sic) leurs usines en réduisant au maximum les faux frais constitués par les travailleurs improductifs.

(6) Les diverses facilités d'emprunt, à des taux relativement bas compte tenu de l'accélération de la hausse des prix, constitue une manière pour le capital de payer moins cher les biens d'équipement et redresse ainsi le taux de profit. A l'inverse, pour les travailleurs qui prêtent de l'argent (dépôts en banque, etc.), les taux d'intérêt versés ne compensent pas la hausse des prix. A ce titre, le slogan publicitaire des banques pourrait être: "Pour être moins volés, prêtez de l'argent"...

(7) L'emprunt, compte tenue de l'inflation, agit favorablement sur le taux de profit. Mais, à

terme, et en raison de l'augmentation croissante de l'endettement, il agit défavorablement sur le taux de profit net. Ainsi, aux USA, l'endettement des entreprises par rapport aux bénéfices nets ajustés a été multiplié par 2 de 1969 à 1974 et par 1,7 de 1972 à 1974. (The falling share of profits. Brooking papers on Economic activity, N°1).

(8) Le surplus réel est obtenu de la manière suivante: on retranche de la valeur ajoutée brute (en francs constants de 1959) le coût de renouvellement du capital égal aux amortissements économiques en francs de 1959 et le "coût de renouvellement du travail est égal au produit des effectifs de l'année considérée par le coût moyen en francs 1959 d'une personne employée durant l'année précédente". Pour plus de détails, voir Sautter, op. cit.

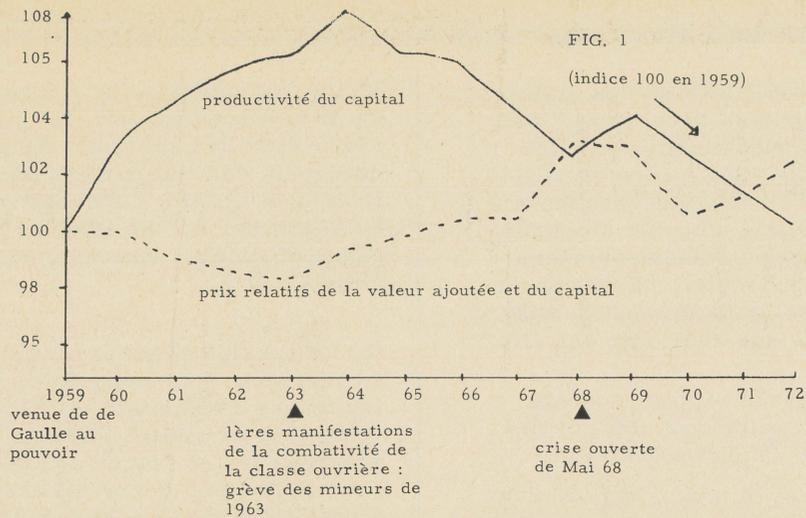
(9) Inversement, sept secteurs ont une rentabilité et une efficacité inférieure à la moyenne. Il s'agit des industries alimentaires, du verre, des métaux non ferreux, du textile, des matériaux de construction, du cuir et du papier.

(10) Pour plus de détails sur l'intervention de l'Etat en période de crise, nous ne saurions que trop recommander la lecture du recueil d'articles paru dans "L'Etat contemporain et le marxisme" publié par C. E. P. chez Maspéro (1975).

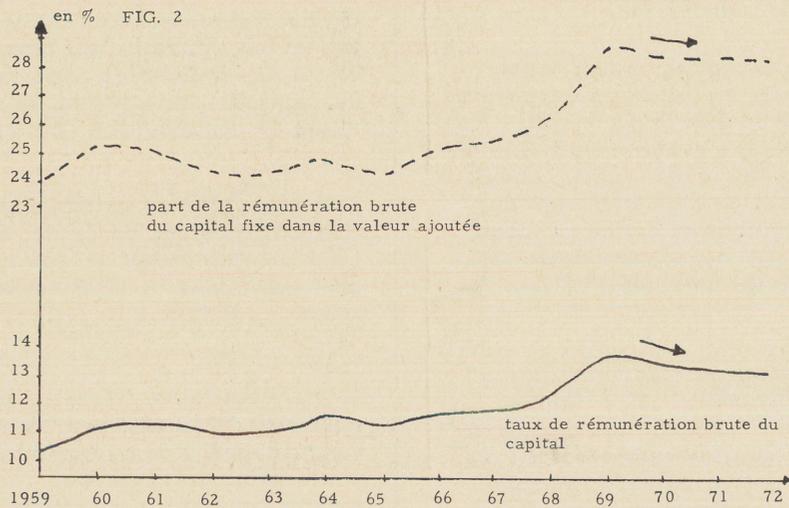
(11) La politique salariale du gouvernement n'a guère eu de succès auprès des capitalistes. Ceux-ci ont concédé des augmentations de salaires réels substantielles. Ces augmentations reflètent le degré de combativité de la classe ouvrière. C'est ce qui explique que la masse salariale ait légèrement progressé.

(12) L'indice de la construction automobile de 4,9% entre juin et juillet-août. La reprise dans ce secteur devrait se confirmer, mais à partir d'un niveau de la production faible. Par contre, la machine-outil n'a vu en octobre aucune reprise de son activité, de même la chimie. Depuis octobre semble apparaître une légère reprise technique dans la sidérurgie.

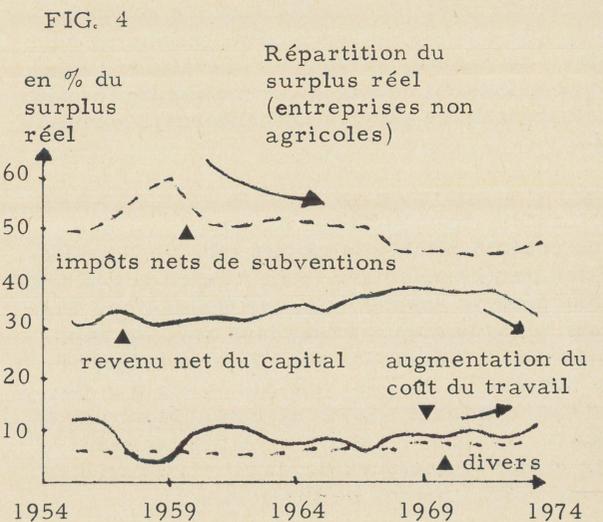
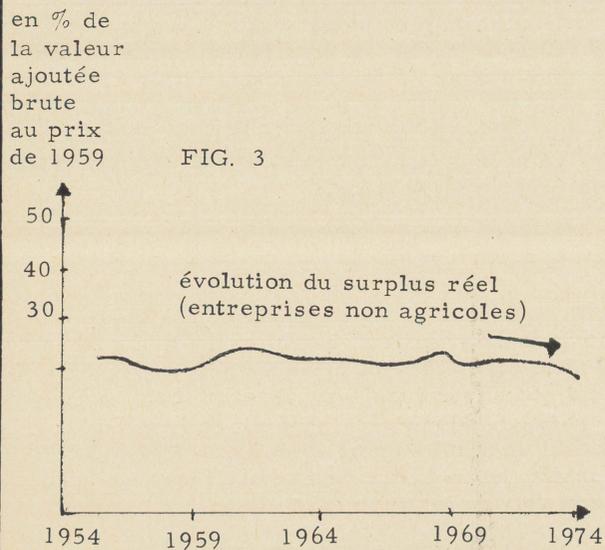
(Voir les graphiques de cet article page suivante)



Source : INSEE, série E N° 27 : "Fresque historique...", p. 68.
(la caractérisation des dates par des évènements sont de nous - P.S.).



Source : Fresque historique du système productif
Série E N° 27 INSEE.

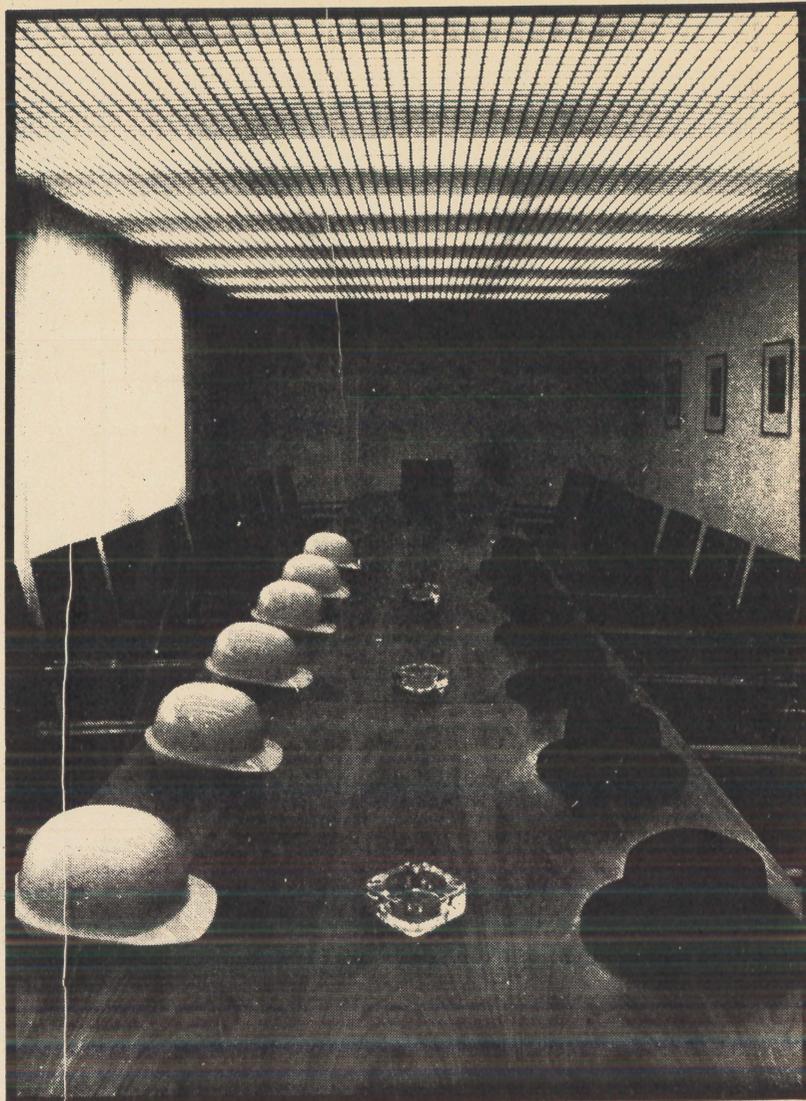


Source : Sautter, op. cit.

Italie Économie politique et Lutte de classes

le PCI face à la crise

E. SALVINI



La situation économique italienne ne s'améliore pas.° Non seulement la production industrielle est inférieure de 12 à 13% par rapport à l'année passée, mais on enregistre une aggravation par rapport aux quelques derniers mois.

Dans un monde capitaliste qui ne se trouve certes pas dans une situation brillante, l'Italie maintient sa position de lanterne derrière l'Angleterre.

La crise italienne

Non seulement l'Italie se trouve plongée en plein dans cette crise, mais elle en voit les conséquences aggravées par les contradictions structurelles qui lui sont propres historiquement. La crise capitaliste en Italie est particulièrement aiguë. Il est presque certain que l'Italie sortira de cette crise conjoncturelle plus tard que les autres pays capitalistes et que la reprise sera de plus brève durée.

° - Voir Inprecor n° 30 du 3.7.75 - Article sur la conjoncture italienne.

Cette situation fait que, en Italie, les capitalistes ressentent particulièrement la nécessité de faire payer les coûts - extrêmement lourds - de la crise à la classe ouvrière même si les rapports de forces entre les classes ne sont pas très favorables à la bourgeoisie.

Ce n'est donc pas un hasard si les problèmes économiques se trouvent encore une fois au centre de la scène politique italienne. Les échéances contractuelles (1) que les travailleurs saisissent pour lancer des luttes en défense du niveau de vie et de l'emploi y contribuent fortement.

L'avance des forces de gauche lors des élections du 15 juin dernier, la crise de la Démocratie-chrétienne et de son système de pouvoir qui en a découlé au niveau local, le gouvernement Moro essoufflé, étayé par le PCI parmi une éclosion de "juntas rouges" (2), constituent le cadre politique nécessaire pour comprendre les termes du débat.

Dans ce contexte, les conférences régionales sur l'emploi (Turin, Milan) et le débat ouvert par Napolitano dans *Rinascita* (hebdo-

madaire du PCI) ne représentent pas un fait marginal ou une manoeuvre pure et simple des réformistes, mais sont un avertissement politique très important. Par ces initiatives le PCI entend en effet poursuivre son objectif principal : le compromis historique - c'est-à-dire la participation au gouvernement avec la Démocratie-chrétienne. Cet objectif, comme les propositions économiques, n'est pas à court, mais à moyen terme.

Par ces initiatives, le PCI et les bureaucraties syndicales entendent, encore plus immédiatement, constituer à l'avance une plate-forme d'accord pour les contrats; afin de réduire au minimum les luttes qui pourraient, dans une situation sociale tendue comme celle de l'Italie aujourd'hui, déboucher sur un "combat frontal", cauchemar permanent de cet ex-parti révolutionnaire qu'est le PCI.

Il est nécessaire, en conséquence, de convaincre les patrons que le PCI est un parti "sérieux", "responsable" et qu'il n'attende pas aux principes sacrés des "droits des chefs d'entreprise", mais il est également, sinon plus, nécessaire de convaincre les travailleurs que les recettes du PCI correspondent à leurs intérêts.

De ce point de vue, il est très important d'analyser le débat qui se déroule dans Rinascita et ce qui a été dit à la conférence sur l'emploi.

Les leçons du centre-gauche

Au cours de ce débat, quelques unes des interventions (mais pas celles des communistes) présentent un examen critique de l'expérience du centre-gauche. Ces interventions, comme celle du socialiste Ruffolo, soulignent avec justesse qu'aujourd'hui les marges objectives pour une vaste opération réformatrice, comme celle prévue par le "programme à moyen terme" du PCI, sont beaucoup plus réduites qu'elles ne l'étaient au début de l'expérience de centre-gauche. A cette époque en effet, un boom économique prolongé se trouvait à son point culminant. L'espoir sans fondement d'être arrivé à un capitalisme sans crise faisait croire que les réformés pourraient être financés sans une redistribution du revenu national, donc sans marcher sur les pieds d'aucun groupe social ou, comme on disait à l'époque, avec un "large éventail d'alliances". Si cette hypothèse s'est révélée illusoire dans les années 60, que doit-on penser d'une stratégie réformatrice qui vise à des alliances encore plus larges aujourd'hui, dans une période de crise économique extrêmement grave ?

Une réflexion sur le centre-gauche ne peut pas laisser de côté le problème du "lien de la balance des paiements", c'est-à-dire ce phénomène qui fait que, à peine la consommation ou les investissements (ou les deux)

augmentent-ils en Italie, la faiblesse de la base productive fait que l'on doit recourir à de plus importantes importations, créant un déficit massif de la balance commerciale, à savoir l'équilibre déjà délicat entre importations et exportations.

Durant le centre-gauche, ce phénomène, auquel s'ajoute l'exportation de capitaux a été périodiquement l'occasion de "restrictions de crédits" qui ont entraîné une diminution des investissements, une augmentation du chômage et, par là une augmentation de l'exploitation.

Naturellement, ce problème se pose dans la mesure où on n'a pas l'intention de sortir du "marché libre", c'est-à-dire du marché mondial capitaliste.

Evidemment, les communistes se placent au premier rang pour donner au patronat des assurances dans ce sens. Ils deviennent beaucoup moins loquaces quand il faut définir de quelle façon les réformes et le programme à moyen terme peuvent être compatibles avec l'équilibre de la balance des paiements. Ils se limitent à proposer une orientation pas très bien définie vers les "nouveaux pays en voie d'industrialisation", sans spécifier s'il s'agit de pays comme le Tchad ou le Bangla Desh, qui seraient bien contents d'importer mais qui n'ont pas de quoi payer, ou de sous-impérialismes comme l'Iran ou le Brésil, qui ont de l'argent et veulent importer - surtout des armes : est-ce autour de ce secteur que l'on veut centrer le nouveau modèle de développement ?

Où bien encore, veut-on orienter le commerce extérieur vers les Etats ouvriers ? Cette solution poserait également des problèmes économiques (le manque de devises étrangères si l'on reste dans le cadre de l'économie de marché) et politiques (les rapports avec les bureaucraties au pouvoir dans ces pays), pas faciles à résoudre si l'on reste dans le cadre de l'économie de marché. Et de toutes façons, il faudrait dire ouvertement que tel est le choix que l'on veut faire, alors que, au contraire on laisse tout dans le vague dans la crainte d'épouvanter Agnelli de retour de Chine.

La ligne du PCI

On ne peut pas dire, en toute honnêteté, qu'il y ait grand chose de nouveau dans ce qu'avance le PCI. Plus précisément, il n'y a pratiquement rien de nouveau dans ce que le Parti communiste demande à la bourgeoisie; il y a par contre quelques éléments nouveaux significatifs dans ce qu'il offre en échange, à savoir la mobilité de la main d'oeuvre dans l'usine, la lutte contre l'absentéisme, la fiscalisation des charges sociales.

Le nouveau ne réside donc pas dans le fumet que l'on demande, mais dans le rôti que l'on

voudrait donner. Mais n'anticipons pas : nous reviendrons sur les offres faites par les communistes.

En ce qui concerne les demandes : "la lutte pour la programmation démocratique représentée... un moment essentiel de son initiative. La difficulté est apparue de lier la lutte revendicative contre l'augmentation de l'exploitation et la réduction de l'emploi à l'obtention de mesures de politique économique à long terme selon la ligne directrice des réformes de structure... Il faut réaliser : le plein emploi de la force de travail, la réforme des impôts du crédit et de l'administration publique... la formation d'un réseau démocratique de distribution... la réforme urbaine... la formation d'un réseau de transports fonctionnel pour le développement économique..." Qui a dit cela ? Napolitano dans *Rinascita* ? Libertini à Turin ? Lama à Rimini ? Mais non, il s'agit du document préparatoire au congrès de la CGIL de 1965.

Napolitano, Libertini et Lama ne disent de toutes façons rien de mieux aujourd'hui, en automne 75.

Ils portent certes un peu plus d'attention à l'agriculture, à l'innovation technologique, aux exportations, mais rien de plus. Ou mieux, comme c'est d'usage en Italie, ils font quelques innovations linguistiques : au lieu des réformes de structures, on a le nouveau modèle de développement, les compatibilités, les liens et la jungle de rétribution. Il y a également, il est vrai, quelques pas encore plus à droite : le refus de la "définition d'un grand plan national" comme "voie ayant échoué dans les années 60" en faveur d' "approches partielles successives" (intervention de Di Giulio dans *Rinascita*, numéro 41).

Mais il faut analyser avant tout non pas tant chaque proposition individuelle que la logique dans laquelle ces propositions s'intègrent.

La logique du réformisme

Dans un système capitaliste, les crises sont inévitables dans la mesure où elles sont provoquées par la logique même du système qui, à travers la concurrence, la recherche du profit maximum, la chute du taux de profit, a besoin de ces destructions périodiques de richesses pour pouvoir continuer à fonctionner. Il s'agit d'une des conclusions les plus significatives de l'analyse marxiste du capitalisme, confirmée par plus d'un siècle d'observations empiriques sur le fonctionnement effectif du système capitaliste. Mais les réformistes de Bernstein à Berlinguer, rejettent cette analyse, ferment les yeux sur la réalité et proposent un schéma totalement différent. Les "distorsions" du système disent-ils, aggravent les conditions des classes travailleuses. L'object-

tif est donc non pas de détruire le système, mais d'en "corriger" le fonctionnement. Quand ils sont particulièrement euphoriques (ou quand ils sont placés le dos au mur par les masses) les réformistes ajoutent que, de cette façon on pose les bases pour le passage au socialisme, évidemment pacifique et démocratico-parlementaire.

C'est ainsi qu'est justifiée l'alliance avec des secteurs plus ou moins larges de la bourgeoisie, d'accord pour lutter contre les "distorsions" du système, mais évidemment pas contre le système, et on finit par subordonner sa propre politique à celle de la bourgeoisie, comme le fait justement le PCI.

Plus concrètement, en ce qui concerne l'Italie aujourd'hui, la logique du PCI se base sur le fait que tous les problèmes du pays sont dus à une "distorsion" particulière, c'est-à-dire une "désaffection" du capitalisme italien envers les investissements. C'est encore une vieille thèse que le PCI a emprunté aux économistes bourgeois de l'école keynésienne de l'immédiat après-guerre. Puisque les capitalistes italiens n'investissent pas d'eux-mêmes dans les activités productives, mais placent leur argent dans des secteurs "parasitaires", (immobilier, activités spéculatives, exportations de capitaux en Suisse) il est de voir du mouvement ouvrier, qui exprime de cette façon sa "fonction nationale" de les aiguillonner, de les pousser à être des capitalistes "modernes", battant en brèche leur "arriération". En fait ce raisonnement est totalement erroné et profondément dangereux. Il est erroné de considérer le capitalisme italien comme un capitalisme "jeune" qui peut encore évoluer et donc corriger ces déformations de naissance. Le capitalisme italien - comme tous les capitalismes à l'ère impérialiste - est un capitalisme "vieux", parce que le système mondial dans son ensemble est "vieux", et c'est pourquoi l'unique façon de le modifier, c'est de le détruire. En d'autres termes, une révolution démocratique-bourgeoise n'est plus possible, mais seulement une révolution socialiste.

Du reste, il suffit de penser que dans la Russie de 1917 - indubitablement plus arriérée que l'Italie d'aujourd'hui - l'unique révolution possible fut justement une révolution socialiste, la même chose en Yougoslavie, en Chine, à Cuba... Ou bien le PCI pense peut-être - comme certains bourgeois - que la révolution socialiste est bonne pour les seuls pays arriérés ?

Il y a donc des raisons de caractère théorico-général (une théorie confirmée par un demi-siècle d'histoire) qui nous prouvent l'impossibilité de corriger les "distorsions" du développement capitaliste italien, y compris cette distorsion particulière qu'est la faible

propension aux investissements productifs.

Encore une fois sur les investissements

Mais il est nécessaire de voir encore plus concrètement pourquoi les thèses du PCI sont erronées et dangereuses. Nous n'entendons pas en effet utiliser les conceptions théoriques générales - qu'est-ce que le réformisme et qu'est-ce au contraire qu'une politique révolutionnaire - comme des formules exorcisantes, capables en elles-mêmes de faire fuir le démon de la bourgeoisie ou comme des rossignols capables d'ouvrir n'importe quelle porte.

Nous sommes à ce point convaincus de la justesse de nos conceptions théoriques que nous pensons que la confrontation avec la réalité concrète fait toujours notre jeu.

Le PCI dans son rôle de rebouteux veut déblayer la route pour le développement d'un capitalisme "propre", un capitalisme qui, tout en conservant le mérite le plus important pour les patrons - le profit, même "juste" - n'aurait aucun des défauts que nous connaissons bien : chômage, bas salaires, fiscalité à la charge des travailleurs, accidents du travail, etc. Et ce qui est à la racine de tous les autres défauts du capitalisme, à savoir l'exploitation ? Sur cela, le PCI préfère se taire. Nous ne nous étendrons pas sur le fait que personne n'a jamais vu un capitalisme de ce genre, pas même en Suède.

Voyons quels sont, pour le PCI, les obstacles qui barrent la route à ce futur lumineux, tellement lumineux, tout en restant capitaliste, qu'on se demande à quoi servirait le socialisme. Les obstacles ont changé avec le temps. Il y a dix ou quinze ans, c'était surtout les monopoles qui jouaient les méchants loups en empêchant le libre jeu du marché. Aujourd'hui, par contre, ce sont plutôt les couches parasitaires qui se développent sur la base de la spontanéité du marché : on parle beaucoup moins des monopoles, bien qu'il ne semble pas que, entre-temps, leur force économique ait diminué. Le capital "public", c'est-à-dire le capitalisme d'Etat sous toutes ses formes, devrait jouer un rôle essentiel pour atteindre ces objectifs.

La transformation devrait s'opérer par le contrôle des investissements, contrôle démocratique, parlementaire (sans oublier le "rôle essentiel" des administrations locales) et enfin syndical. Le capital public, grâce à sa demande, devrait "déplacer les intérêts", comme le dit Lama (secrétaire de la CGIL) dans une interview, des vieux secteurs vers les nouveaux secteurs que l'on veut développer. Le parlement, la région, la commune créent les prémices et veillent à ce que cela puisse arriver. Et voilà, Mesdames et Messieurs, le nouveau modèle de développement. C'est facile, non ? Avant de voir si ce joli jouet que le PCI

appelle nouveau modèle de développement peut fonctionner, il est nécessaire de dire quelques mots sur le rôle et sur la place des investissements dans le système capitaliste (rappelons que la règle du jeu que le PCI s'est imposée est de rester dans ce système).

Les investissements sont en effet un moment très important et délicat du processus capitaliste de reproduction. C'est le moment où les patrons dirigent les profits (qu'il se sont appropriés en exploitant les ouvriers) vers de nouvelles opportunités d'exploitation pour en retirer des profits encore plus grands. Il est clair que le capital se dirige vers les secteurs (pas nécessairement productifs) dans lesquels on prévoit la possibilité de réaliser un profit maximum. Pour atteindre cet objectif, le capitaliste est capable de piétiner le cadavre de sa mère, imagine-t-on qu'il se laisse arrêter par le licenciement d'un ouvrier ?

La crise survient justement au moment du processus de reproduction capitaliste où, le taux de profit ayant baissé, les capitalistes n'investissent pas (voir la baisse des investissements cette année, bien supérieure à celle de la production). Ayant clarifié cela, nous avons clarifié un aspect important du problème qui nous intéresse : l'investissement est effectué par le capitaliste seulement si celui-ci y voit un "intérêt", c'est-à-dire la possibilité d'en retirer le profit maximum. Donc entre deux investissements possibles, le capitalisme choisira celui qui lui garantira les profits les plus gros. La décision d'investissement est étroitement liée au droit de propriété capitaliste. Un contrôle sérieux des investissements signifie donc attaque directe contre le droit capitaliste de propriété, ce qui nous satisfait. Mais les partis réformistes et la bureaucratie syndicale proposent des contrôles qui sont une plaisanterie, qui ne peuvent pas fonctionner. C'est contre cette mystification consciente que nous nous battons.

En effet, de deux choses l'une : ou l'on crée de "nouveaux avantages" pour les capitalistes, afin qu'ils investissent dans les secteurs que les réformistes proposent, et alors, il n'y a besoin de mener aucune lutte pour les investissements, le stimulant des profits est suffisant ; ou alors on lutte, mais en comprenant clairement que pour contrôler réellement les investissements, il faut renverser le système capitaliste. Dans la mesure où la seconde éventualité - celle de la lutte pour le pouvoir - est fermement écartée par les réformistes, il reste la première, bien connue sous le nom de politique d'incitation, bien connue et largement pratiquée en Italie et à l'étranger, partout avec des résultats lamentables. Il suffit de penser qu'en Italie cette politique a été utilisée au cours des 20 dernières années pour réaliser l'industrialisation du Mezzogiorno. Tout le monde sait comment cela s'est terminé.

Qui contrôle qui?

Pourquoi en a-t-il été ainsi?

Il y a une grande discussion à ce sujet. Certains affirment que les techniques de stimulation étaient erronées parce qu'elles favorisaient les industries très automatisées et avec peu d'ouvriers; certains disent que la faute en revient à la Cassa del Mezzogiorno (3), qui est un organisme clientélaire; certains accusent l'inefficacité et l'incompétence du ministère du Trésor et de celui de l'Industrie. Il y aura une part de vérité dans toutes ces accusations. Mais la seule vérité qui les résume toutes, c'est que les structures de l'Etat, ministères de l'Industrie et du Trésor, Instituts de prévisions à moyen terme, etc., sont des structures d'un Etat bourgeois, fonctionnelles (même quand elles sont inefficaces comme c'est le cas) pour la domination de la bourgeoisie, ce sont des instruments de cette domination.

La soudure entre la bourgeoisie et cet appareil d'Etat a été effectuée par le DC même au niveau du personnel. Le fait que, aujourd'hui, cette soudure montre certains signes de crise (qu'il ne faut pas surestimer), que l'appareil d'Etat soit tellement en ruine qu'il ne réussisse même plus à défendre les intérêts de la bourgeoisie, ne veut pas dire qu'il soit possible d'utiliser cet appareil d'Etat dans l'intérêt des travailleurs.

Ce n'est pas un révolutionnaire, mais un réformiste intelligent comme le socialiste Ruffolo qui, faisant une analyse auto-critique du centre-gauche, affirme de façon très nette l'"incompatibilité entre ces projets de programmation généralisée et les structures de l'Etat et les intérêts des groupes sociaux parasites qui y sont liés."

Si les choses sont ainsi en ce qui concerne l'appareil d'Etat, parler de contrôle parlementaire est simplement ridicule.

En effet, la confiance des travailleurs dans le Parlement continue à diminuer. Son prestige est dorénavant presque inexistant. Le PCI, évidemment sans revoir sa stratégie, préfère maintenant parler en général d'"assemblées représentatives", mettant plutôt l'accent sur les communes et les régions. Mais jusqu'à maintenant, les administrations locales n'ont pas fait beaucoup mieux que le parlement, ni du point de vue de l'efficacité ni de celui de l'honnêteté, sans parler des intérêts des travailleurs!

25.000 milliards de dettes ne sont pas une petite affaire et, en général, les résultats pour les travailleurs ne sont pas palpables. Souvent, le PCI affirme qu'une partie de ces dettes sont dues à la politique centralisatrice de l'Etat qui ne donne pas les moyens nécessaires aux communes. Ceci n'est vrai qu'en partie (cela n'est pas le cas par exemple pour les dettes de Rome, de Naples, etc.) et, dans la

mesure où cela est vrai, cela prouve que les administrations locales ne comptent pas beaucoup dans la vie économique du pays.

Il est vrai, au moins en général, que l'administration des communes et des régions "rouges" a été bien meilleure que celle des partis bourgeois. Mais ceci a-t-il évité le développement de la crise économique et du chômage en Emilie et en Toscane (deux régions où le PC est dominant dans le gouvernement local -NDT)? Il est possible d'utiliser les régions et les communes conquises par la gauche le 15 juin dernier pour faire des conférences sur l'emploi, mais il n'est pas possible de s'en servir pour résoudre le problème de l'emploi (et il est criminel de semer des illusions à ce sujet). Il serait évidemment possible également d'utiliser les administrations locales de façon révolutionnaire, par exemple en réquisitionnant systématiquement les entreprises fermées, en appuyant les occupations de logement, etc., mais ceci amènerait rapidement à des confrontations avec l'administration centrale de l'Etat, ce que ne veulent absolument pas les réformistes.

Contrôle ouvrier et contrôle syndical

Si nos critiques s'arrêtaient ici, les réformistes nous accuseraient à coup sûr de négliger totalement la "nouveauauté" qui caractérise, selon eux, les propositions actuelles du PCI et des syndicats. Il s'agit de la combinaison entre contrôle du haut et contrôle syndical par "en bas" des choix de production qui devrait caractériser la réalisation du programme à moyen terme.

A ce sujet, Lama souligne, pour les petits-bourgeois réactionnaires qui lisent OGGI, la fin de ses illusions de jeunesse: "Nous ne croyons plus aux contes de fées, nous nous y sommes déjà brûlés quelques fois. Il y a deux ans, nous avons proposé des accords... pour les investissements au Sud et rien ne s'est passé... ces contrats sont devenus de simples morceaux de papier parce que le syndicat n'avait aucun pouvoir de contrôle sur l'exécution des engagements pris." Il s'agirait donc de ces moyens de contrôle que le syndicat demande aujourd'hui dans les plates-formes contractuelles.

Mais nous ne sommes pas convaincus par la combinaison d'instruments de contrôle "du haut" et "du bas". Nous ne sommes pas convaincus, car étant donné la structure actuelle de l'Etat, l'importance et le démantèlement du parlement, dans le meilleur des cas il n'y aurait aucun contrôle d'en haut et, plus probablement, on assisterait à un sabotage systématique du contrôle d'en bas.

Nous sommes encore plus préoccupés quand nous lisons ce qu'écrivait A. Reichlin, dans l'édi-

torial de Rinascita (numéro 42) : "Nous avons devant nous un système de capitalisme monopoliste d'Etat vigoureux et bien articulé, qu'il serait tout à fait vain de penser contrôler et battre seulement "d'en bas". On a là le mépris habituel du bureaucrate pour ces ouvriers (mais également pour les employés, les techniciens et les travailleurs en général) qui ne réussiront jamais, selon lui, à contrôler le système, d'autant plus qu'il est "vigoureux et bien articulé". On pourrait, toujours selon Reichlin, réussir grâce à une armée de ronds de cuir composée de quelques "onorevole", accompagnés d'un certain nombre de directeurs généraux et, pourquoi pas, d'une pincée de représentants du Conseil d'Etat. La subordination du contrôle d'en bas au contrôle d'en haut doit être rejetée pour des raisons de caractère politique général (aucune dépendance par rapport aux instruments de la bourgeoisie !). Mais si on se limite au contrôle d'en bas, il ne nous semble pas que le contrôle syndical proposé par Lama soit adapté aux objectifs qu'il se donne.

Les informations que les patrons devraient donner aux syndicats sont rares et insuffisantes et, en plus, la chose la plus importante manque : à savoir le droit de veto des ouvriers sur les décisions patronales. Si les choses sont ainsi on pourrait nous demander pourquoi les patrons semblent s'opposer si féroce-ment aux exigences syndicales, à tel point qu'ils demandent qu'elles soient retirées pour commencer les négociations. Nos critiques ne sont-elles pas les critiques habituelles des "extrémistes" qui veulent la lune alors que les patrons se rendent bien compte de leurs intérêts et c'est pourquoi ils hurlent ?

Disons tout d'abord que les patrons hurlent toujours contre toute intervention extérieure dans ce qu'ils considèrent la chose la plus sacrée, à savoir leur "activité de chef d'entreprise", pour des raisons de principe et assez indépendamment du dommage qu'ils craignent de subir. Si on regarde plus en détail ce que disent les patrons, on se rend compte que ce qui les préoccupe, ce ne sont pas tellement les exigences syndicales et les éléments de contrôle syndical qu'elles introduiraient, que l'utilisation que pourraient faire de ces exigences les travailleurs de certaines usines trop autonomes par rapport à la bureaucratie syndicale.

Cela ressort clairement des déclarations du président de la Federmeccanica, (association des patrons de la métallurgie) Walter Mandelli, au cours d'une table ronde de IL SOLE/24 ORE (11. 10. 75). Ce qui préoccupe Mandelli ce n'est pas tant l'idée de transmettre certaines informations au syndicat, mais les "pressions, les manifestations périphériques au syndicat, y compris certaines aberrations qui sont devenues exemplaires et ont donc été imitées". Et encore plus clairement : "entre ce que dit Lama

et ce qui se passe dans l'usine, il y a un abîme".

Nous voudrions aussi que cet abîme soit comblé : mais de façon opposée à ce que voudraient Mandelli et Lama : en faisant en sorte que les directions syndicales soient sous l'étroit contrôle de la base et mettent en avant sa politique, à savoir une politique de classe. Une politique de classe qui contrôle les décisions patronales signifie le droit et la possibilité d'avoir accès à tous les documents relatifs à la gestion de l'usine, sans aucune limitation.

Mais ceci n'est pas suffisant, parce qu'une grande partie des décisions d'une entreprise est déterminée par sa situation financière et on ne peut connaître celle-ci qu'en mettant le nez dans les banques. Il est donc nécessaire d'abolir le secret bancaire, de rendre possible pour les ouvriers d'examiner les comptes en banque de leurs patrons. Cette mesure jetterait entre autres les bases pour lutter efficacement contre la fraude fiscale d'une part et l'exportation de capitaux à l'étranger d'autre part.

C'est ainsi que l'on jetterait les bases d'un véritable contrôle ouvrier des investissements. Les bases et non le contrôle lui-même qui, fondamentalement, quand il est sérieux, coïncide avec le socialisme et exige donc comme prémisses la prise du pouvoir.

Coûts et conséquences

Naturellement la revendication de l'ouverture des livres de compte et d'abolition du secret bancaire déclencherait une résistance extrêmement vive de la part des patrons. Naturellement, pour atteindre ces objectifs, une mobilisation de masse importante, un affrontement très dur avec le patronat seraient nécessaires, affrontement qui poserait très rapidement la question du pouvoir.

Les réformistes veulent éviter tous ces problèmes, les dangers et les imprévus liés à une telle orientation. Pour cela, ils proposent des objectifs illusoirement et mystificateurs (contrôle sur les investissements) dans le cadre du système capitaliste, ou totalement insuffisants pour satisfaire les besoins les plus élémentaires en termes de salaire et d'emploi. En échange de ces concessions illusoirement ou ridicules, ils offrent beaucoup aux patrons.

Il s'agit de concessions sur trois problèmes importants : l'absentéisme, la mobilité et la "fiscalisation" (paiement des cotisations sociales par le biais des impôts).

L'absentéisme, comme on le sait est dans la plupart des cas une réaction d'autodéfense des ouvriers contre la super-exploitation et les nuisances de l'usine capitaliste. De plus, en cédant sur cette question on ouvre la voie

à la répression politique contre les avant-gardes sous le prétexte justement de l'absentéisme. La mobilité de la main d'oeuvre dans l'usine, vu le caractère illusoire de l'augmentation de l'emploi à travers le contrôle des investissements, est l'antichambre des licenciements et dans tous les cas un moyen pour augmenter l'exploitation.

La fiscalisation (paiement des cotisations sociales par le biais des impôts) en l'absence d'un changement radical du système fiscal, signifie faire payer la relance des profits aux travailleurs à travers les impôts.

On fait, en outre, une référence générale aux "autres coûts" que les travailleurs devraient payer de toute façon. Non seulement les socialistes Ruffolo et Gioletti en parlent, mais également le communiste Trentin.

Le refus de payer ces coûts n'est pas de la démagogie de notre part comme le font entendre les socialistes et le sous-entend le PCI. Le fait est que nous pensons qu'il est dangereux et erroné de payer ce type de coûts, et surtout de les payer en échange de la fumée du nouveau modèle de développement. Lorsque la classe ouvrière prendra la pouvoir, elle devra soumettre l'appareil de production du pays à une reconversion profonde et de processus entraînera des coûts non négligeables, coûts qui seront d'autant plus élevés si le développement du mouvement révolutionnaire dans d'autres pays européens laissait l'Italie isolée.

Alors la classe ouvrière sera d'accord pour supporter pendant un certain temps une politique d'austérité. Mais seulement en échange du renversement du régime capitaliste et du pouvoir de gérer directement les affaires du pays.

NOTES:

(1) Le renouvellement des contrats collectifs des principales catégories de travailleurs, qui a lieu tous les trois ans.

(2) Allusions aux gouvernements régionaux dans lesquels le PCI a un poids significatif.

(3) Caisse pour le Midi - organisme gouvernemental mis en place pour stimuler les investissements dans le Sud pour le développement industriel.

AMERIQUE CENTRALE L'ECHEC DE L'«INTEGRA- TION»

SARA BENTON

Une analyse des répercussions de l'actuelle récession capitaliste sur la conjoncture économique centre-américaine doit nécessairement partir des modifications introduites par le Marché commun centre-américain dans la structure productive de la région. Nous pourrions résumer l'essentiel de ces modifications en disant qu'à partir de 1960 se produit en Amérique Centrale une croissance industrielle dépendante, appuyée sur une extension horizontale du marché (l' "intégration" des cinq pays), qui permet aux investissements impérialistes de se placer de préférence dans le secteur de l'industrie manufacturière.

A partir de 1960 (année où le Guatemala, El Salvador, le Honduras et le Nicaragua signèrent le "Traité général d'intégration économique d'Amérique Centrale", auquel Costa Rica adhéra au milieu de 1962), le taux de croissance annuel du PNB industriel est largement supérieur au PNB global. Entre 1960 et 1968, le PNB industriel d'Amérique Centrale a crû à un taux cumulé de 10,0%, tandis que le PNB global atteignait seulement un taux de 6,9%. La part du PNB industriel à l'intérieur du PNB global, qui était de 13,2% en 1960 est passée à 17,5% en 1970. Nonobstant, ce type de croissance industrielle ne s'appuie pas du tout sur une modification structurelle de l'économie centre américaine, et elle n'engendre aucun des effets classiques qui accompagnèrent à l'époque le processus d'industrialisation des pays impérialistes. Par ailleurs, les chiffres globaux cachent une situation de grande inégalité entre les pays.

La reconversion des investissements impérialistes

L'abandon relatif du secteur des matières premières qui avait été traditionnellement le champ préféré des investissements impérialistes, au bénéfice du secteur de l'industrie manufactu-

rière, caractérise au niveau de l'Amérique Latine la pénétration nouvelle des grands trusts internationaux. Ce phénomène général se manifeste aussi dans la région centre américaine, bien qu'avec des caractéristiques particulières. En 1959, du total des investissements étrangers directs en Amérique Centrale, seulement 3,8% étaient placés dans l'industrie de transformation; en 1969 cette proportion était de déjà de 30,8%. Quant à la nationalité de ces capitaux, de 572 entreprises étrangères répertoriées dans la région, 413 - soit 72% - étaient à participation majoritaire de capital nord américain.

La tendance à investir dans l'industrie manufacturière correspond non seulement aux intérêts économiques d'un fort secteur de la bourgeoisie impérialiste, mais aussi aux intérêts politiques de l'impérialisme. La montée de la lutte des classes impulsée par le triomphe de la révolution cubaine, exigeait un essai d'atténuation des contradictions sociales et de présentation du capitalisme impérialiste sous le masque plus acceptable du "développement". Déjà en 1960, la Charte de Punta del Este recommandait d'adopter "des plans de réforme agraire intégrale", déclarant explicitement que de telles mesures pourraient contribuer à la "stabilité politique". De plus, on essayait de stimuler la croissance économique par la création de nouveaux principes de consommation et d'investissements."

L'intégration des élites

Malgré cela, la "modernisation" de l'économie d'Amérique Centrale en fonction des intérêts impérialistes ne s'est même pas proposée la réforme du secteur agricole. On entendait résoudre la question centrale du marché par la création d'une zone de libre échange protégée de l'extérieur par un système douanier commun et qui additionnait entre elles les petites couches consommatrices de biens manufacturés qui existaient déjà dans chacun des cinq pays. Cette vulgaire opération arithmétique montrait déjà les limites étroites de la fameuse "substitution des importations" sur laquelle s'appuyait le Marché commun.

En Amérique Centrale, plus de 60% de la population active travaillent dans l'agriculture. Le secteur agricole est complètement dominé par le double problème des latifundia (très grandes propriétés rurales) et des minifundia (très petites propriétés rurales). Tandis que 80,9% de la population rurale composés de travailleurs sans terre et de propriétaires de minifundia, s'approprient seulement 41,5% du revenu agricole total, les 5,3% composés des grands propriétaires fonciers, s'approprient 56,8% de ce revenu. Le revenu annuel par tête pour les travailleurs sans terre et les minifundistes varie entre 62 \$ et 190 \$ en 1970. Même si elle ne considère que le cas des travailleurs ruraux, cette brève description suffit à mesurer la "profondeur" d'une intégration économique qui

laisse totalement en marge plus de la moitié de la population totale de l'Amérique Centrale.

"Le MCCA considéré comme unité économique continue à être un marché de dimensions réduites. Et même, un petit nombre d'entreprises et souvent même une seule, suffit à fournir toute la demande centre américaine... Cela facilite les accords de cartellisation entre les entreprises avec les classiques partages de marché, les accords sur les prix, la détermination de la qualité, etc." (1) Selon Edelberto Torres, une vision "optimiste" pourrait estimer à trois millions les consommateurs potentiels d'articles manufacturés en Amérique Centrale. (2) En 1970, la population de l'Amérique Centrale approchait les 15 millions d'habitants.

En résumé, les possibilités offertes par le MCCA ne permettront rien de plus que la prolifération d'entreprises manufacturières légères, de simple transformation, qui très souvent dépassent à peine le stade artisanal. Ceci se reflète clairement dans la composition sectorielle du produit industriel. En 1970, 76,2% des "industries" faisaient partie du secteur "traditionnel", 16,0% correspondaient à la catégorie d'"intermédiaires" et 7,8% à celle de "mécaniques". (3)

Augmenter les importations dans l'intention de les réduire

Les activités de montage et de conditionnement, qui prédominent dans l'"industrie" centre américaine, supposent non seulement l'importation de biens d'équipements, mais aussi un pourcentage très élevé de matières premières importées. Selon le recensement industriel de 1968, dans le secteur des industries "traditionnelles", le pourcentage de matières premières importées de pays tiers (c'est-à-dire extérieurs à la région) était de 45,8%; dans le secteur des industries "intermédiaires" de 67,5% et dans le secteur "mécanique" de 91,0%.

Quant aux importations totales par habitants, selon les données de l'ONU, elles furent de 47 \$ en 1958/59, de 59 \$ en 1963/64 et de 74 \$ en 1968/69. Ces résultats montrent que les pays d'Amérique Centrale eurent pendant les années considérées, un niveau d'importation par habitant plus grand que le reste de l'Amérique Latine et que celui de l'Afrique et de l'Asie du Sud-est. Et cela en pleine période de "substitution des importations"!

Mais d'après les apologistes du MCCA, celui-ci a aussi pour fonction de diversifier les exportations centre-américaines. C'est avec cet argument qu'on prétendait justifier l'augmentation exagérée des importations "productives". Cependant, c'est tout le contraire dans la réalité.

L'industrie d'Amérique Centrale n'a pas une capacité concurrentielle suffisante pour pénétrer sur les marchés extérieurs à la région.

Dans les exportations totales de l'Amérique Centrale, l'augmentation des biens manufacturés n'est qu'un mensonge statistique, dans la mesure où la différence qualitative entre les exportations traditionnelles et les exportations manufacturières n'est pas mentionnée. Tandis que les premières se placent sur le marché international, les secondes sont restreintes exclusivement à la région centre-américaine. Cela signifie que seules les exportations traditionnelles apportent des devises; en d'autres termes que d'elles seules dépend la possibilité d'importer. Bref, après quinze ans de "substitution des importations", l'expansion de l'économie de l'Amérique Centrale reste dépendante des conditions fluctuantes des prix de quelques matières premières sur le marché international.

Cette situation est constamment aggravée par l'évolution défavorable des termes de l'échange, qui élève sans cesse les prix des biens industriels par rapport aux matières premières. Rien que pour le Guatemala, à la suite des changements dans les prix des exportations et des importations, il y eut entre 1960 et 1970 un transfert net de revenus du Guatemala vers le reste du monde d'une valeur de 175,6 millions de dollars, aux prix de 1960.

Quant au bénéfice attendu de l'augmentation des investissements étrangers, il se produisit en Amérique Centrale un de ces phénomènes classiques qui accompagnent la pénétration des trusts monopolistiques. Cela veut dire profiter des possibilités de financement internes avant que d'apporter ses propres capitaux. Selon les calculs plutôt conservateurs de la Banque Mondiale, 33% des prêts concédés par la Banque Centre-américaine d'intégration économique, furent accordés à des entreprises étrangères. Au niveau des banques privées, tandis que les prêts accordés à de prétendues entreprises nationales ont été multipliés par deux, ceux qui étaient concédés à des entreprises étrangères étaient triplés.

En outre, de plus en plus fréquemment, les capitaux étrangers ne font pas de nouveaux investissements, ils se contentent d'acquiescer des entreprises sur place. En dépit des énormes difficultés pour obtenir des informations, une étude récente donne une liste de 51 entreprises guatémaltèques acquises par des capitaux nord-américains. (4)

Ce que nous venons de dire du capital étranger amène immédiatement à considérer les problèmes relatifs à la balance des paiements. Pour ne pas nous attarder sur un phénomène plus que connu, nous signalerons seulement que la rétribution nette des investissements, enregistrée par le compte courant de la balance des paiements, a donné un solde négatif pour l'ensemble de l'Amérique Centrale de 11,7 millions de dollars en 1960, de 64,4 millions en 1965, et de 115,4 millions en 1970. (5)

Essayer de donner un chiffre approximatif du

montant des gains des compagnies étrangères en Amérique Centrale est pratiquement impossible. Les multiples méthodes "techniques" utilisées par le capital pour cacher le volume de ses rapines s'y opposent. Mais selon un calcul qui s'appuie sur un échantillon de 40 entreprises étrangères, en 1970, le taux moyen de revenu brut correspondait à 29% de leur capital social. Le rapatriement déclaré des profits passa de 23,3 millions de dollars en 1960 à 78,6 millions en 1969. (6)

Quels furent alors les objectifs atteints par le Marché commun centre-américain? Tout simplement, il a permis au capital étranger et à la bourgeoisie centre-américaine qui lui est associée de se rendre maître d'un marché déjà existant, de disposer d'une force de travail nombreuse et bon marché, d'échapper à la majeure partie des charges fiscales existentes et par-dessus tout de préserver ses investissements des pressions compétitives à l'échelle internationale. Mais les conséquences d'une opération si ingénieuse ont aiguë dans tout l'Amérique Latine la crise chronique de la bourgeoisie. Ce sont ces conséquences-là du MCCA qui intéressent particulièrement les marxistes-révolutionnaires en Amérique Centrale.

La crise du MCCA

Le MCCA a succombé, victime du développement inégal inhérent au système sur lequel il se basait, le système capitaliste de production. Toutes les thèses sur la nécessité d'un développement intégré, d'une répartition égalitaire des charges et des bénéfices de l'intégration, restèrent lettre morte du fait de la libre circulation des capitaux à l'intérieur de la région. Ne se soumettant à aucune autre logique que celle du profit, les capitaux s'établissent là où existent les meilleures occasions de l'obtenir. Dans le cas centre-américain, ce phénomène se concrétisa dans la concentration des investissements - et en conséquence du commerce - dans les pays qui avaient un plus grand niveau de développement relatif: Guatemala et El Salvador. En 1970, le solde positif de ces deux pays pour le commerce régional fut de 50,6 millions de dollars, pour le Honduras seul, le solde négatif fut de 21,8 millions de dollars. Et si l'on prend en compte seulement le commerce des produits manufacturés - commerce que le MCCA devait impulser - le solde négatif du Honduras s'élève à 24,5 millions de dollars. (7)

Par ailleurs, les prix des biens manufacturés à l'intérieur de la région sont considérablement plus élevés que ceux qui sont en vigueur sur le marché international. Selon le ministre hondurien Acosta, le Honduras payait entre 25 et 100% plus cher ses importations régionales de produits industriels. (8) Dans ces conditions, pourquoi payer un prix aussi élevé pour

une intégration économique qui, loin d'ouvrir les mêmes chances de "développement" pour tous et de réduire les inégalités régionales, tendait plutôt à une aggravation de la division du travail dans la région ? Le décret 97 promulgué par le gouvernement du Honduras à la fin de 1970, annulant tous les accords d'intégration, marqua la fin formelle d'une "communauté" économique, qui, à sa guerre commerciale permanente, ajouta une guerre au fusil et au canon (la guerre entre le Honduras et El Salvador en 1969).

Nonobstant, le commerce intercentre-américain se maintient, mais il maintient en même temps les mêmes tendances conflictives. A la fin de 1974, la presse centre-américaine annonçait une "croissance extraordinaire". On y trouvait ensuite : "Le Guatemala : le pays le plus avantage. El Salvador : solde favorable avec un notable accroissement. Honduras : déficit pour la région et en général. Nicaragua : solde négatif alarmant. Costa Rica : 43 millions de déficit". En 1975, le commerce hondurien a continué à s'appuyer sur des traités bi-latéraux; Costa Rica et le Nicaragua ont mis en oeuvre diverses mesures protectionnistes et fermèrent y compris leurs frontières à certains produits déterminés en provenance du Guatemala et de El Salvador. En résumé, la tendance qui s'observe est à la détérioration croissante de tout cadre d'intégration.

Quelles sont les implications les plus évidentes de cette crise ?

La détérioration du MCCA signifie une progressive contraction du marché extérieur pour les pays d'Amérique Centrale - contraction qui tend à s'accentuer dans la mesure où la région s'ouvre de nouveau à la concurrence internationale - et aiguise les problèmes relatifs au marché interne. Pour les pays où l'immense majorité de la population active et la part fondamentale de la production se trouvent dans le secteur agricole, parler de marché interne signifie parler de la transformation de ce secteur. Il ne s'agit pas seulement du bas pouvoir d'achat de la population, mais aussi de la faible extension des relations monétaires, celles-ci étant entravées par l'auto-consommation et l'existence de modalités de rétribution en nature de la force de travail.

Le coût négatif du secteur agricole

Mais en plus, le secteur agricole se montre incapable de répondre avec succès à d'autres exigences du développement capitaliste. La possibilité d'importer, qui, ainsi que nous l'avons dit, dépend fondamentalement des exportations agricoles traditionnelles, souffre d'une détérioration constante. La part de l'Amérique Centrale dans le commerce mondial n'a pas cessé de diminuer. A l'exception du sucre, dont les prix ont connu un boom sans précédent, bien qu'ensuite ils eurent tendance à baisser de nouveau, les autres postes traditionnels subis-

sent l'impact négatif de l'actuelle récession mondiale. Les exportations de café, coton, bananes et viande, si elles ont crû en termes absolus, ne suffirent pas à compenser l'augmentation des prix des importations. Pour 1974, tandis que les exportations de café s'élevèrent de 9% par rapport à l'année précédente, les importations de matières premières et de produits semi-finis augmentèrent de 62,0%, celles de biens de consommation de 45%, celles d'énergie de 251,7%, et celles de matériaux de construction de 91,6%. Bien sûr, les résultats de cet échange particulier se reflètent dans la balance commerciale. En 1973, le Guatemala fut le seul des pays centre-américains à enregistrer un solde positif de sa balance commerciale : 36,9 millions de dollars. En 1974, le solde négatif du Guatemala s'éleva à 97 millions de dollars. (9)

En ce qui concerne la production d'aliments bon marché, et en particulier le maïs, les haricots et le riz - céréales de base dans l'alimentation populaire -, la situation est désastreuse. La détérioration progressive du secteur minifundiste, fournisseur quasi exclusif de ces produits, a engendré un manque grave. Il en résulte une montée du prix de ces céréales, que les statistiques officielles chiffrent entre 100 et 200% pour 1974.

De plus, les stocks ne couvrent pas le minimum indispensable et il faut importer. C'est-à-dire qu'il faut consacrer une bonne partie des devises disponibles à l'achat de biens de consommation ! Au début de 1975, le déficit régional des céréales en question était estimé à 33 millions de quintaux. A la fin de 1974, et en tenant compte des prix alors en vigueur, le déficit des céréales de base au Guatemala (8,8 millions de quintaux), exigeait des importations d'une valeur de 115 millions de dollars. Si au coût de ces céréales nous ajoutons celui du pétrole, le total pour ces deux postes représente environ 800 millions de dollars pour l'Amérique Centrale. Avant la baisse des prix du café, du coton et de la viande, cela signifiait que "plus de 40% de la valeur des exportations devaient être utilisés pour acheter seulement les denrées que nous venons de mentionner : céréales et pétrole." (10)

Il existe des déficits en céréales dans les pays traditionnellement producteurs. Leur rareté ne signifie pas seulement une grave atteinte au niveau de vie des grandes masses, mais aussi un rude coup aux secteurs de la bourgeoisie intéressés à l'expansion du marché interne.

Quelles sont les racines fondamentales de cette situation ?

Les gouvernements d'Amérique Centrale ne sont jamais à court d'un ouragan ou d'une éruption volcanique pour essayer de les expliquer. Mais ces feuilles de vigne ne peuvent cacher le degré incroyable de concentration-dispersion

que présente la structure de la propriété rurale; le fait que plus de 52% des terres aux mains des grands latifundistes restent en friche; le surplus absolu de force de travail agricole et le chômage qui résulte de tout cela; la prédominance des méthodes extensives de culture, l'abandon financier et technique des petits producteurs, etc.

L'impasse de la réforme agraire

La solution du problème agricole est une question qui concerne en même temps la bourgeoisie centre-américaine et les intérêts impérialistes situés dans la région. Mais la problématique n'est pas seulement économique, elle est aussi politique et sociale.

Au niveau économique, la contradiction est facilement perceptible qui oppose le secteur agricole aux autres secteurs et en particulier au secteur industriel. Mais que cette contradiction existe ne signifie pas nécessairement qu'il existe aussi deux classes séparées et également contradictoires, l'une formée par les propriétaires terriens "traditionnels", et l'autre par les différentes couches de la bourgeoisie liées au capital impérialiste industriel et financier. Cela ne signifie pas non plus que le secteur agricole fonctionne comme une structure à part, "archaïque", sans liens précis avec les autres secteurs de l'économie.

Au contraire, il s'agit des contradictions internes d'un capitalisme subordonné et attardé, qui reflète de façon aiguë les conséquences du développement inégal de ses différents secteurs. Même alors qu'il n'existe pas encore d'informations suffisantes au niveau de l'Amérique Centrale pour analyser avec précision la composition et les relations mutuelles entre les classes dominantes, tout paraît indiquer que le modèle de croissance industrielle induit par le MCCA, ainsi que la pénétration des capitaux étrangers dans l'industrie manufacturière tendent à une plus grande interrelation entre la vieille oligarchie foncière et le capital industriel. L'hégémonie du capital impérialiste a effacé jusqu'aux dernières traces d'une bourgeoisie "nationale", capable d'impulser son projet économique propre.

Mais l'asphyxie chronique de l'économie de l'Amérique Centrale est insupportable, non seulement pour les intérêts impérialistes et leurs associés locaux, mais aussi pour l'ascension des différentes couches de la petite bourgeoisie dont l'avenir dépend entièrement d'une réactivation de l'économie. Au niveau politique, cette situation s'exprime dans l'approfondissement des tensions sociales, qui menacent l'existence même de l'ensemble des exploités.

A leur manière, les représentants de la bourgeoisie essayent de casser la contradiction à son maillon le plus faible: le secteur agricole. C'est là, la base objective des velléités réformatrices qui de manière extrêmement inégale se

manifestent dans les différents pays.

Si théoriquement la réforme agraire correspond aux intérêts de la bourgeoisie, en pratique interviennent des éléments qui brisent ce schéma. Pour la bourgeoisie centre-américaine et pour l'impérialisme, il ne s'agit pas seulement de porter atteinte aux intérêts immédiats des grands propriétaires terriens. La bourgeoisie d'Amérique Latine a connu un certain nombre d'expériences précises de la dynamique que peut engendrer le seul fait de remettre partiellement en question une des formes de la propriété privée.

En 1954, l'impérialisme renversa le régime de Jacobo Arbenz au Guatemala. Arbenz avait été le promoteur d'une réforme agraire dont les objectifs déclarés étaient: "liquider la propriété féodale à la campagne et les relations de production qui en découlent, pour développer la forme d'exploitation et les méthodes capitalistes de production dans l'agriculture et préparer le chemin pour l'industrialisation du Guatemala"(11). On ne devait exproprier que les terres à l'abandon et des indemnités correspondantes devaient être payées.

Le motif le plus évident du coup d'Etat réactionnaire était l'expropriation des terres oisives aux mains de la United Fruit Company. Mais la raison de fond fut l'énorme agitation provoquée par la réforme agraire; l'occupation de terres déclarées "intouchables" par la réforme; la constitution de comités agraires, représentatifs de la population rurale qui n'acceptait pas que l'expropriation s'arrête au bord des terres cultivées; de ces terres qu'eux, et non le propriétaire, avaient cultivées et fait produire depuis toujours. Une fois de plus l'histoire montre que la logique des masses ne s'accommode pas de la logique des "étapes". Elle montre aussi qu'une fois entreprise la lutte des classes, chaque position gagnée ne peut être préservée que dans le mesure où en sont gagnées de nouvelles. L'agitation ne se réduisit pas au cadre de la campagne. Même avant la réforme agraire, le jeune mouvement ouvrier guatémaltèque avait donné des preuves d'un dynamisme impressionnant. En 10 ans seulement de légalité, 107.000 ouvriers s'étaient groupés en une centrale syndicale unique. Avec le prolétariat, le recours à l'expropriation partielle ne tenait pas. Si la terre devait être à ceux qui la travaillent, à qui alors devaient appartenir les usines?

Aujourd'hui, il se produit un phénomène semblable au Honduras, bien qu'il ne soit pas identique. Ce pays étant la principale victime du fonctionnement du MCCA, et le pays économiquement le plus arriéré de la région, un secteur de l'armée tente de promouvoir un très modeste projet de redistribution des terres. Jour après jour, la presse de l'Amérique Centrale recueille les informations relatives à l'occupation de terres, à l'organisation croissante des

paysans honduriens. Là encore l'agitation ne se limite pas à la campagne. Les luttes urbaines complètent le tableau d'une montée générale du mouvement de masse, qui dépasse largement les limites que l'armée entend imposer au "changement".

Comment la bourgeoisie du Honduras a-t-elle réagi en face de ce plan supposé correspondre à ses intérêts ? Le Parti national et le Parti libéral, porte-parole politiques de différentes fractions de la Fédération nationale des agriculteurs et éleveurs du Honduras (FENAGH), dirigent une virulente opposition au gouvernement militaire, opposition centrée sur la question de la réforme agraire. La FENAGH (derrière laquelle se regroupe aujourd'hui la plus grande partie de la soi-disant "initiative privée") a menacé d'une "grève générale" (!) en signe de protestation contre la réforme agraire. Les seuls appuis politiques organisés du régime militaire sont le PC et la Démocratie chrétienne, ce sont aussi les secteurs syndicaux et autres forces populaires, mais les militaires savent très bien que cet appui est une arme à double tranchant. En réalité, le seul pilier plus ou moins ferme est l'armée. Et même en son sein, la contradiction entre les jeunes officiers et la hiérarchie traditionnelle est claire. En somme, une réforme agraire qui correspond objectivement aux intérêts à long terme d'une prétendue bourgeoisie nationale, dans un pays où cette bourgeoisie n'est pas plus nationale que disposée aujourd'hui à reconnaître comme siens de tels intérêts.

Au milieu d'avril 1975, le gouvernement de Costa Rica définit en quinze points sa "politique agraire" : les lieux communs de toujours sur la nécessité de "protéger" les petits producteurs, de les "éduquer", de "garantir" les prix, de promouvoir des coopératives, etc. Une seule affirmation catégorique : "les forces de l'ordre réprimeront sévèrement tous ceux qui se livrent à l'agitation et encouragent les occupations de terres et autres actes d'irrespect envers la propriété privée".

Les déclarations de Somoza pendant la réunion des présidents de l'Amérique Centrale, qui s'est tenue au Guatemala au début de novembre, cette année, sont suffisantes pour mesurer l'importance que l'éternel dictateur nicaraguayen accorde au problème agraire : "c'est peut-être du fait que nous n'avons pas de problème agraire majeur que certains ne connaissent pas notre plan de travail en cette matière".

Au Guatemala, l'axe du "Plan national de développement" s'appuie sur la simple colonisation de terres vierges, la mise en coopératives des minifundia et l'amélioration des systèmes de commercialisation des produits agricoles. Les planificateurs guatémaltèques considèrent "qu'une réforme agraire est incompatible avec l'existence d'un Etat constitutionnel" (12). Au Salvador, il n'existe aucune réserve de terre pouvant per-

mettre une distribution qui ne porte pas atteinte aux grands latifundistes. Bien que déjà en 1973 le président salvadorien Armando Molina déclarait : "il est indispensable de réaliser la réforme agraire pour augmenter la production et la productivité", rien de concret n'a été fait jusqu'à présent.

La bourgeoisie de l'Amérique Centrale se montre absolument incapable d'impulser une transformation intérieure qui, s'appuyant sur la réforme du secteur agricole, pourrait constituer un point de départ pour une croissance économique relative. Face à la crise actuelle, tout au plus parle-t-on d'une politique "agressive" d'exportations extra-régionales. Une telle "agressivité" ne peut s'appuyer sur la capacité compétitive réelle de l'"industrie" centre-américaine. La voie choisie semble être celle des subsides étatiques, subsides qui ne peuvent être effectifs sans augmentation de la charge fiscale pesant sur l'ensemble de la population.

Devant les problèmes de la balance commerciale engendrés par la montée vertigineuse des importations que l'on voulait substituer, on fait de nouveau appel à l'"arme" de toujours : l'endettement extérieur croissant.

L'ensemble des mesures économiques adoptées par les gouvernements d'Amérique Centrale dans le vain espoir de sortir de la crise, a été un stimulant de plus pour la spirale inflationniste qui se développe dans la région. Les calculs les plus conservateurs (le FMI) estiment à quelques 25% par an l'augmentation du coût de la vie. La réponse populaire ne s'est pas faite attendre : divers mouvements de masse commencent à apparaître à nouveau sur la scène centre-américaine, en dépit du climat répressif qui règne sur la région.

Les marxistes révolutionnaires doivent être particulièrement attentifs à ces manifestations embryonnaires de la lutte de masse. Malgré la faiblesse de la croissance industrielle impulsée par le MCCA, et dont nous avons ébauché les grands traits au début, c'est un fait qu'aujourd'hui les sociétés d'Amérique Centrale, très fortement marquées par le poids de la question agraire, présentent un degré de complexité beaucoup plus grand que dans le passé. Même si la classe ouvrière continue à être minoritaire en face de la paysannerie, il est clair que son poids spécifique a crû, dans la même proportion que l'a fait l'industrie manufacturière; de plus, la progressive pénétration du capital dans l'agriculture en Amérique Centrale, augmente sans cesse le nombre et l'importance du prolétariat agricole. Maintenant plus que jamais, toute variante du schéma de l'"encerclement des villes par les campagnes", se révèle complètement inefficace pour répondre à l'ensemble des problèmes des sociétés de l'Amérique Centrale.

L'inégalité entre les pays en ce qui concerne les traditions de lutte, le degré d'organisation et de conscience politique, est un fait patent en Amérique Centrale. Cependant, de toutes parts apparaissent les signes d'une montée sensible de la lutte des masses, dont le point le plus haut se trouve aujourd'hui au Honduras.

Les marxistes révolutionnaires savent que, malgré une plus ferme disposition à lutter, le prolétariat d'Amérique Centrale ne possède pas actuellement le degré d'organisation et de conscience politique indispensables pour le combat frontal avec la bourgeoisie. Mais ils savent aussi que ce sont là des conditions qui ne s'improvisent pas. Qu'il faut que se réalise un processus d'éducation politique, qui implique qu'en partant du niveau actuel de la conscience du prolétariat urbain et rural, des paysans pauvres et d'autres secteurs populaires, pourrait se vérifier dans la pratique les transitions qui relient toujours les premières luttes à la lutte finale. Les masses s'éduquent en combattant, et cette éducation servira à l'approfondissement de leurs combats.

Elaborer une stratégie de transition est la tâche collective des marxistes révolutionnaires en Amérique Centrale. Construire le parti révolutionnaire capable d'assumer cette stratégie est sans aucun doute sa tâche centrale.

18 décembre 1975

(1) LIZANO Eduardo, "Una reflexion acerca de la integracion economica centroamericana", Guatemala 1973, p. 34. ("Réflexion sur l'intégration économique centre-américaine").

(2) TORRES Edelberto, "Desarrollo, Integracion y dependencia en Centroamérica", 1970, p. 501 ("Développement, intégration et dépendance en Amérique Centrale").

(3) Traditionnelles : alimentation, boisson, tabacs, textiles, chaussures, etc.

Intermédiaires : papier, charbon, caoutchouc, dérivés du pétrole, etc.

Métal-mécaniques : machines, appareils électriques, équipements de transports.

Les recensements enregistrent comme "industrie" tout établissement manufacturier qui compte plus de cinq ouvriers.

(4) TOBIS Davis, "La Falacia de las inversiones Norteamericanas en Centroamerica", EDUCA, 1974. (Le mensonge des investissements nord-américains en Amérique Centrale).

(5) Chiffres de la SIECA dans "El Desarrollo Integrado de Centroamerica en la presente decada", (Le Développement intégré de l'Amérique Centrale dans la présente décade).

(6) Ibid.

(7) Ibid.

(8) Cité par BODENHEIMER, Susan. "El Mercomun y la ayuda norteamericana", EDUCA, 1974.

(Le Marché commun et l'aide nord-américaine).

(9) INFORPRESS Centroamericana.

(10) Ibid.

(11) Article 1 du Décret 900, "Loi de réforme agraire".

(12) Prologue au "Premier plan national de développement" - 1970-75.

quatrième internationale

n°22

automne 1975

Au sommaire :

Editorial : Sociaux-Démocrates et staliniens devant la crise du capitalisme

Les nôtres : Georg Junclass, par E. Mandel

Espagne : Interview d'un dirigeant de la LCR-ETA(6)

Sur le centrisme : Le KVB (Allemagne), par W. Wolf

Cuba : De l'auto-critique de 1970 à la nouvelle constitution, par L. Maitan

Mexique : Une sérieuse crise socio-économique s'annonce, par Alfonso Rios

Angola : La fin du colonialisme portugais, par C. Gabriel

Sri Lanka : Je suis un bolchévick, R. Wijeweera

Critique : Le phénomène stalinien de J. Ellenstein, par J.F. Godchau

Passez vos commandes à :

Librairie ROUGE

10, impasse Guéménée

75004 PARIS

Avec une année de retard sur les pays impérialistes et sur les pays semi-coloniaux non-exportateurs de pétrole, le Brésil subit à présent l'impact de la récession généralisée de l'économie capitaliste internationale. Cet impact signifie un ralentissement rapide de la croissance économique exceptionnelle que l'économie brésilienne avait connue entre 1968 et 1974.

C'est l'aggravation catastrophique de la balance des paiements brésilienne qui exprime de la manière la plus nette la détérioration de la situation économique. Le déficit de la balance des opérations courantes est passé de 3,4 milliards de dollars en 1973 à 8 milliards de dollars en 1974. Cette année il doit atteindre 9 milliards de dollars.

En 1973, on a pu facilement couvrir ce déficit grâce à une entrée brute de capitaux de l'ordre de 5 milliards de dollars. En fait, les réserves de change s'accrurent de 2 milliards de dollars. En 1974, l'entrée brute de capitaux de l'ordre de 7 milliards de dollars ne permit plus de couvrir le déficit des opérations courantes : les réserves de change diminuèrent de 1,5 milliards de dollars. Cette année-ci, les réserves diminueront de près de 3 milliards, c'est-à-dire qu'ils auront été amputés de plus de 50% en l'espace de deux ans (tombant de 6,5 milliards à moins de 3 milliards de dollars).

Il faut souligner le fait que si l'accroissement du coût du pétrole est en partie cause de la détérioration rapide de la balance des paiements, ce n'en est point la cause unique. Tout d'abord, le déficit des prestations de service augmente de manière inquiétante, passant de 1,6 milliards de dollars en 1973 à plus de 3 milliards en 1975. Ensuite, le coût des importations de machines a augmenté à un rythme plus rapide que celui des importations de pétrole. Finalement, les plans d'accroissement "compensateur" des exportations a largement échoué, notamment en fonction de la récession internationale (baisse du prix du sucre, difficultés de vente des produits industriels) et de la récolte catastrophique du café.

L'accélération de l'inflation au Brésil en 1975, alors qu'il y a décélération de l'inflation dans les pays impérialistes, a également affaibli la position de l'économie brésilienne sur le marché mondial. La dictature avait réussi à ramener le taux d'inflation à 21% en 1970, 18% en 1971 et 14% en 1972. Elle voulut même réduire ce taux à 12% en 1973. Cet objectif ne fut point atteint; le coût de la vie augmenta de 15% en 1973. Puis, le taux d'inflation rebondit à 34,5% en 1974, pour atteindre quelques probablement 25 à 30% en 1975 (prévisions basées sur les chiffres du premier semestre).

Enfin, il faut tenir compte du poids croissant

BRESIL

de l'endettement extérieur, qui prend des proportions de plus en plus inquiétantes. La dette extérieure brute était de 12,5 milliards de dollars en 1973. Elle dépasse actuellement 20 milliards de dollars. Le service de la dette absorbe déjà de 25 à 30% des revenus d'exportations. Si ceux-ci se mettent à stagner, le poids du service de la dette risque de devenir insupportable.

La dictature a réagi au mois d'octobre 1975 par une série de mesures annoncées dans un discours télévisé de Geisel. L'effet global de ces mesures, c'est de porter un deuxième et brutal coup d'arrêt à la croissance, par une déflation de la demande interne. Les prix de l'essence sont augmentés de 25%. La taxe de luxe sur les produits d'importation est doublée. Les importations sont en général pénalisées. Tout cela signifie que le marché intérieur se restreindra au même moment où le marché extérieur stagne.

On en constate déjà l'effet dans l'industrie automobile. Le Brésil avait été le seul pays capitaliste qui avait échappé en 1974 aux effets de la crise internationale de l'automobile. En 1975, la situation s'est renversée. Les ventes sur le marché intérieur sont en recul en chiffres absolus. Les stocks commencent à s'accumuler. Les grossistes et détaillants commencent à accorder des rabais. Les profits des quatre grands (Volkswagen, G.M., Ford et Chrysler) semblent disparaître pour 1975, et ce au moment où FIAT lance une grosse entreprise concurrentielle à Belo Horizonte.

On aurait évidemment tort de penser que la récession qui commence à frapper le Brésil est entièrement importée. Elle résulte en grande partie de la forme particulière qu'avait prise la croissance accélérée de la période précédente. Celle-ci résultait d'une redistribution sévère du revenu national en faveur des profits

NOTES PRELIMINAIRES SUR LA FIN DU MIRACLE BRÉSILIEEN

JEANETTE McDONALD

capitalistes et des revenus des couches aisées de la petite-bourgeoisie, c'est-à-dire de moins de 20% de la population. Elle s'est réalisée aux dépens de l'immense majorité des masses laborieuses.

Les salaires ouvriers réels avaient connu une ponction catastrophique au lendemain de l'arrivée au pouvoir de la dictature. Ils se sont quelque peu améliorés après la "lancée" du "miracle", pour redescendre de nouveau depuis 1973. Selon le Conseiller Commercial de l'ambassade de France à Rio de Janeiro, le salaire minimum devrait être supérieur à 1500 cruzeiros par mois pour contenir les effets de l'inflation; or il n'était fixé qu'à 367, 5 ou 532, 8 cruzeiros selon les Etats. On se rendra compte facilement de la chute du pouvoir d'achat que cela implique. A présent, un ouvrier qui touche à San Paulo le salaire minimum, doit travailler huit heures pour acheter un kilo de café.

Il en résulte dès le début une limitation sévère du marché intérieur, avec des implications évidentes pour les grandes branches d'industrie. Voici un exemple concernant l'industrie de la chaussure :

"L'une des meilleures études, faite par M. David Goodman, un économiste anglais, montra que du milieu de 1968 au début de 1970, 69% de la force de travail urbaine sur 4, 2 millions dans le Nord-est gagnait en moyenne le salaire minimum (aujourd'hui égal à environ 27 £ par mois) ou moins. Pire encore, il calcula que 18% gagnaient entre 1/4 et la moitié et 22% moins d'un quart du salaire minimum; en tout, 42% de la force de travail urbaine (c'est-à-dire 1, 8 million de travailleurs) gagnaient des salaires tellement bas que leur subsistance physique même pouvait à peine être garantie. De plus, il calcula qu'environ 12% de la force de travail urbaine était soit inemployée, soit sous employée. . .

. . . les absurdités de ce modèle économique sont évidentes. Par exemple, l'industrie de la chaussure Brésilienne a fabriqué 120 millions de paires de chaussures l'an dernier. De celles-ci, 27 millions furent exportées, il restait 93 millions de paires pour une population de 105 millions, c'est-à-dire moins

qu'une paire par habitant. De plus, 70% de la production pour le marché interne n'étaient pas à proprement parler des chaussures, mais des sandales et d'autres variétés de "flip-flop".

(Financial Times, 23 septembre 1975).

La limitation du marché intérieur oblige le régime à miser sur l'exportation. La politique d'encouragement des exportations est par la force des choses "sélective". Or, les exportations encouragées réclament de plus en plus d'importations chères, c'est-à-dire suscitent le déficit croissant de la balance des paiements plutôt que d'en être le remède. Elles nécessitent en outre des travaux d'infrastructure de plus en plus coûteux, qui constituent une des sources principales de l'inflation, et entraînent des gaspillages et pertes considérables qui nourrissent, à leur tour la poussée inflationniste.

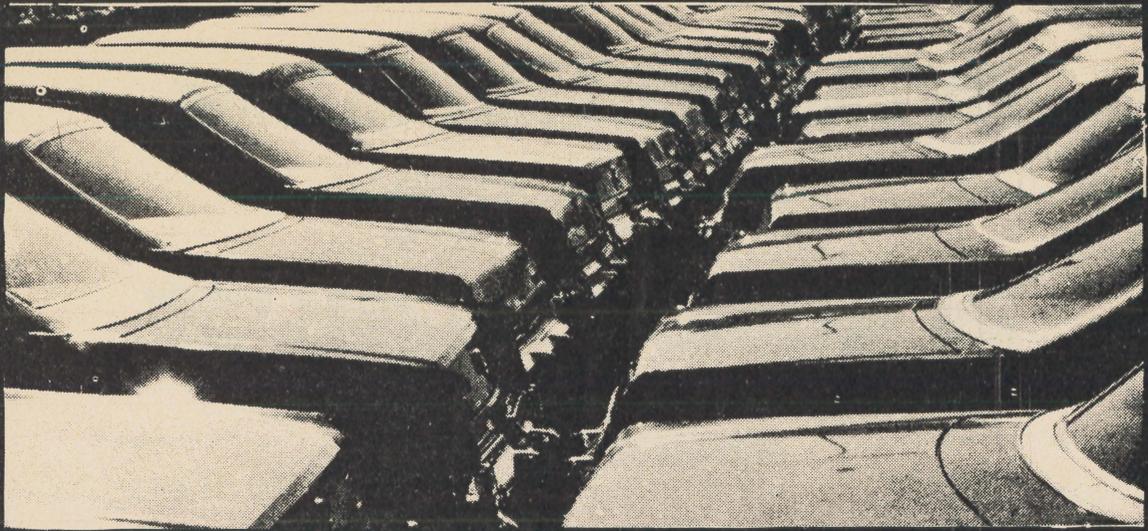
Pour citer encore une fois le conseiller commercial de France à Rio :

"Le programme des 'corridors d'exportation' lancé à grand fracas il y a deux ans, a pratiquement perdu jusqu'à son nom. Les trains de minerais continuent à dérailler à peu près quotidiennement entre les mines de fer du Minas Gerais et les terminaux de Vitoria ou de Sepetiba. On estime que jusqu'à 10% de la récolte de sucre est perdue par insuffisance des moyens de transport et de stockage. Des files de 300 à 500 camions chargés de soja attendent au moment de la récolte avant de pouvoir être déchargés dans les navires en stationnement dans les ports du sud du pays. Les transports de banlieue à Rio et à Sao Paulo donnent lieu chaque jour à des scènes quasiment dantesques, qui se terminent par la mort de voyageurs. "

(Problèmes économiques, 18 juin 1975).

Dans ces conditions, la fin du "miracle économique brésilien" n'est pas due à des accidents imprévisibles, mais à la nature même du "miracle", qui ne pouvait être que de courte durée.

8 décembre 1975



Detroit, stocks de voitures non vendues

ETATS - UNIS

DICK ROBERTS

RE LANCE ET CHO MAGE

Deux courants apparemment contradictoires caractérisent aujourd'hui le panorama économique des Etats-Unis. Après deux ans de dépression, la reprise industrielle est en chemin. Les ventes d'automobiles, normalement l'un des "indicateurs de pointe" de la direction que prend l'économie, étaient de 23% supérieures en octobre 1975 à ce qu'elles étaient il y a un an. La General Motors a enregistré au 3^e trimestre de cette année des profits 15 fois supérieurs à ceux du 3^e trimestre 1974.

Mais au mois de novembre, New York, le centre urbain le plus riche du pays fut au bord de la banqueroute. L'intervention du Président Ford pour garantir les emprunts de la ville de New York était devenue une cruelle nécessité pour le marché monétaire national (et international). Cela retardera au moins temporairement, la faillite de New York.

Cependant, l'aide économique promise par la Maison Blanche ne modifie en rien les composantes fondamentales de la crise de la Ville de New York. Elle arrive seulement après que des dizaines de milliers de travailleurs de la ville aient été licenciés et d'autres mis à pied, lorsque les travaux publics municipaux furent arrêtés complètement; après qu'un gel des salaires de trois ans ait été imposé aux travailleurs de la ville, annulant, sans aucune consultation de la base, les contrats de salaires antérieurement négociés; après que les programmes prévus pour l'éducation, les hôpitaux et

l'assistance sociale aient été réduits et dans certains cas totalement supprimés; et après que la responsabilité de toutes ces mesures ait été prise par l'administration démocrate de l'Etat de New-York.

De plus, il est certain que les habitants de New York continueront à subir une grave détérioration de leur niveau de vie. L'offensive anti-ouvrière des deux partis (Démocrate et Républicain) destinée à renflouer les créanciers de New York n'en est qu'à ses premiers stades.

Par ailleurs, New York est loin d'être la seule ville américaine en crise.

A Detroit, le processus a été encore plus loin. "Comme d'autres villes du pays", écrit le Wall Street Journal du 25 juillet, "Detroit a été confrontée à une crise budgétaire. Les anciens programmes ont été élagués ou supprimés. Des travailleurs municipaux ont perdu leur emploi. Des améliorations des services publics ont peu de chances de voir le jour..."

"La crise fiscale de Detroit est arrivée plus tôt que celle de la plupart des autres villes, simplement parce que la récession y est arrivée plus tôt - près d'un an avant que la crise ne touche le reste du pays. La crise de l'énergie de l'automne 1973 a fait une brèche profonde dans les ventes d'automobiles et l'industrie automobile ne s'en est jamais vraiment remise."

Cet article se propose d'examiner ces deux tendances qui se contrecarrent - les débuts de la reprise économique et la crise des villes en Amérique - à travers le prisme de l'industrie automobile. En ce sens, le point focal se trouve plus à Detroit qu'à New York et plus spécialement sur les travailleurs noirs de Detroit. Mais nous voulons justement faire apparaître que des liens importants existent entre la conjoncture actuelle de la production industrielle aux USA, l'exploitation spécifique des minorités nationales opprimées et la crise des villes.

Remontée des ventes d'automobiles

Certains signes montrent qu'un "plancher" a été atteint dans les deux années dévastatrices de baisse de la production mondiale d'automobiles. (1)

Dans le numéro du 10 novembre de Business Week magazine, on peut lire: "Les ventes en Europe, à la grave exception de la Grande-Bretagne se redressent. Les constructeurs d'automobiles japonais produisent autant qu'ils peuvent. Le Brésil, une puissance automobile montante va encore bénéficier d'une année presque record en dépit d'un sévère ralentissement après plusieurs années d'une croissance annuelle de 15%".

Octobre a marqué la première remontée dans la vente des autos aux Etats-Unis depuis près de deux ans. Les profits de l'ensemble du 3^e trimestre furent en hausse de 123% pour les automobiles U.S et l'industrie des pièces détachées. Mais les titres en manchette dans la presse de Detroit sont contradictoires: "Ventes d'autos en hausse", "Les licenciements augmentent". Les ventes d'automobiles progressent, mais la production des autos est encore au-dessous du niveau d'il y a deux ans et il continue à y avoir des licenciements de temps à autres. Selon le Wall Street Journal du 28 octobre, "des sources de cette industrie disent que les prochains mois les constructeurs prévoient de fabriquer environ 594.500 voitures sur les chaînes de montage, au lieu de 614.671 un an plus tôt. Cela semble être la ligne générale des prévisions à long terme établies avant que le 4^e trimestre ne commence. Des ajustements récents de ces premières prévisions approximatives ont amené une réduction légère mais nette, plutôt qu'un accroissement du nombre de voitures qui seront montées à Detroit ce trimestre". Le numéro du 31 octobre du même journal écrit: "La Ford Motor Co, qui se bat toujours pour contrôler les stocks de voitures non vendues, annonce qu'elle fermera des chaînes de montage la semaine prochaine, mettant temporairement au chômage 7.150 ouvriers. En dépit d'une certaine remontée des ventes d'automobiles, Ford et les autres constructeurs ont fait quelques réductions de ce genre dans la production".

Les trusts de l'automobile ne répondent qu'avec précaution à la remontée des ventes. Les ventes de voitures au détail à la mi-octobre étaient au-dessus de celles d'il y a un an - mais l'automne et l'hiver 1974-75 ont vu les ventes d'automobiles à leur point le plus bas depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les trusts sont toujours alourdis par un énorme stock de voitures "surproduites" - des estimations du nombre de voitures non vendues atteignent 1,5 million, l'équivalent de 55 jours de production au taux de fabrication actuel. Ainsi, la production automobile restera à un niveau inférieur à celui de l'an dernier et cela joue en partie dans la poursuite des licenciements.

Les profits montent indubitablement du fait que les chaînes d'assemblage marchent encore avec une force de travail réduite, résultat de deux années de licenciements. En fait, cela marque à l'évidence une "rationalisation" significative dans l'industrie automobile. Un nombre inférieur de travailleurs produisent plus de voitures et les profits augmentent. Bien que des informations précises soient impossibles à obtenir (2), les chiffres du gouvernement donnent des indications. Pour juin, le dernier mois pour lequel toutes les informations aient été données, les chiffres du Département du Commerce indiquent 571.800 travailleurs productifs dans les véhicules automobiles et leur

équipement et un total de production de 841.400 véhicules à moteur, y compris les camions et les autocars. La moyenne est de 1,47 véhicule par ouvrier.

Voici quelques chiffres comparatifs :

	Nombre de véhicules	Nombre d'ouvriers	Moyenne par ouvrier	Horaire par semaine
Juin 1973	1.219.800	746.600	1,63	39,8 h
Juin 1974	909.500	676.000	1,34	39,6 h
Juin 1975	841.400	571.800	1,47	39,2 h

Ces chiffres montrent trois étapes dans le cycle de production automobile. Juin 73 vient en second comme mois de la plus haute production dans l'histoire des Etats-Unis (mai vient en premier). La productivité et les profits restaient à des niveaux records. Ceci parce que tout l'appareil de production de l'industrie monopoliste est organisé pour produire des profits en n'utilisant qu'une fraction de sa pleine capacité productive. Quand la production dépasse cette fraction, et cela peut arriver avec une embauche additionnelle minimum, la productivité et les profits prennent leur envol.

En juin 1974, la production était tombée de 25% et l'emploi de 9%. Les profits approchèrent le bas de la courbe. Il fut atteint en février 1975. En juin de la même année, la production commença à augmenter mais était toujours de 7% inférieure à celle d'un an auparavant et l'emploi était inférieur de 15%. La route était ouverte pour que les profits réapparaissent au 3^e trimestre. Les chiffres du New York Times en septembre 1975 confirmèrent ce courant. Le Times signala le 1^{er} septembre que le chômage avait dépassé le point bas de février. Il y avait eu "274.380 chômeurs dans la semaine du 3 février, quand le taux de manque d'emploi atteignait 38,5%". Les dernières informations placent "l'emploi chez les Trois Grands (i.e., General Motors, Ford et Chrysler) à un niveau inférieur de 178.600 à celui atteint au sommet de leur année record de 1973." Ces chiffres sont proches de ceux du tableau ci-dessus. Ils mettent en évidence le point essentiel : la production automobile aujourd'hui s'effectue avec une force de travail considérablement réduite, de l'ordre de 175.000 travailleurs en moins, environ de 25% inférieure au maximum de 1973.

Il est bien connu que l'industrie automobile des USA subit des pressions considérables pour

construire des voitures plus petites qui utilisent moins d'essence. A grand renfort de coups de trompette, General Motors a placé un nouveau "subcompact" (petit modèle), la "Chevette" sur le marché en septembre. Elle brûle 6 à 7 litres aux 100 km et elle est supposée coûter moins de 3000 \$. Le président de la G.M., Elliott Estes a déclaré au Forbes magazine que la General Motors avait un plan de 3 milliards d'investissements pour s'emparer du marché des petites voitures. Pour augmenter son capital, G.M. a émis un emprunt de 600 millions de dollars au début de l'année, c'est l'offre d'obligations la plus importante jamais faite par une société. "Nous ne sommes pas compétitifs contre environ 56% des voitures étrangères vendues chez nous aujourd'hui" dit Estes. "Cette voiture vise justement ces 56%, ce qui fait un marché de 600.000 véhicules et nous voulons avoir 200 à 300.000 d'entre eux."

Mais la chevette est le seul nouveau "subcompact" cette année. Business Week écrit en juillet que les trusts de l'auto n'auront que des "versions repeintes" des modèles de l'an dernier sur le marché en 1976 "avec quelques petites améliorations pour économiser l'essence."

Les chiffres de production pour la troisième semaine d'octobre montrent bien une augmentation de la production des petits modèles : 19.439 au lieu de 16.441 pour la même semaine d'octobre l'an dernier. Si l'on considère que le total de la production est plus petit pour cette semaine d'octobre, l'augmentation proportionnelle est même plus grande : 12% du total de la semaine sont des petits modèles cette année pour 8% de la même semaine de l'année dernière. Mais cela est encore loin de correspondre à la demande de petites voitures. Durant la même semaine d'octobre, les voitures étrangères représentaient 20% du total vendu par les détaillants. Les ventes de voitures américaines plus petites étaient aussi considérablement plus fortes que leur production d'où une réduction des stocks. Apparemment la conversion de l'industrie automobile US aux voitures plus petites est finalement en cours - un tribut

à la "vitesse" à laquelle les monopoles s'adaptent au progrès technologique! - mais ce n'est que le commencement. Les grosses voitures continuent à dominer largement la production automobile cette année.

Cependant, il est certain que lorsque General Motors produira des petits modèles de façon massive, il contrôlera la moitié du marché ainsi que son président Estes, s'en est vanté. Ce gigantesque monopole industriel multinational écrase tous les autres concurrents au dedans et au-dehors des Etats Unis. Jusqu'à maintenant General Motors a freiné la production massive de petits modèles uniquement à cause des profits plus importants faits sur les grosses voitures. Mais les pertes de profit énormes de 1974, lorsque le marché mondial des grosses voitures s'est pratiquement effondré ne pourront être négligées par le Conseil d'Administration de la G. M. Ce qui est plus important, c'est que la production de voitures plus petites aux Etats-Unis sera clairement accompagnée par une rationalisation de l'industrie visant au profit maximum. La fameuse Vegas de la General Motors qui sort des chaînes de montage de Lordstown au rythme de plus de 100 à l'heure montre ce qui se prépare. Vue sous cet angle, la grosse réduction de la force de travail dans l'automobile n'est pas accidentelle. Elle ouvre la voie pour une compétitivité accrue des USA sur le marché mondial des petites voitures.

Les conséquences ultimes de cela peuvent être le minage des économies européennes et japonaise. Business Week note déjà que la présente reprise dans la production automobile en dehors des Etats-Unis est due largement à la résurgence de l'économie US, le marché d'importation-clé". A cette étape de la crise internationale du capitalisme, toute "solution" pour un secteur monopolistique national ne peut qu'exacerber le problème ailleurs. Le rêve de Estes de la G. M. de s'emparer du marché américain ne peut aboutir qu'en fermant une vanne vitale et nécessaire pour la reprise au Japon et en Allemagne de l'Ouest.

Les chiffres donnés dans cet article devraient aussi être attentivement étudiés par ces syndicalistes qui croient que pousser en avant la position des monopoles US dans la compétition internationale est un moyen de sauvegarder des emplois. En réalité, une part cruciale des dispositions prises par l'industrie US en vue de la compétition mondiale consiste à tailler dans les emplois et à accélérer la production. Ceci était tout aussi vrai pour les industries de la chaussure et du textile qui ont fermé leurs installations du nord du pays et déménagent vers le sud sans syndicats. Dans l'industrie sidérurgique où les clameurs protectionnistes sont les plus fortes, le dirigeant du syndicat de l'acier, I. W. Abel s'est engagé dans des accords de productivité avec les pa-

trons qui ont préparé le chemin à des réductions d'emplois drastiques.

La compétition monopolistique internationale ne peut en aucun cas protéger les intérêts des travailleurs. Son but principal est toujours d'accroître la marge de profit de façon à casser les prix sur le marché mondial, ceci se fait toujours aux dépens des travailleurs, à la fois directement sous forme de perte d'emploi, et dans l'usine sous la forme de l'accélération des cadences et d'autres procédés qui menacent l'emploi. Sur le plan des "accidents" du travail, l'industrie automobile US n'est pas loin de tenir la première place.

Les ouvriers noirs de Détroit

Detroit est au cinquième rang des villes industrielles des U. S. A. Les noirs forment 43,7% de sa population - et sont en passe de devenir majoritaires car les blancs déménagent vers les banlieues. C'est le centre d'activité de l'industrie automobile américaine, bien que de nombreuses installations soient parties de la ville vers ses faubourgs. En comptant la ville même de Detroit et la constellation des autres "villes de la voiture" du centre du Michigan et du proche Ohio, la moitié des voitures produites aux Etats-Unis viennent de cette région. Detroit fut entraînée dans la dépression des années 70 plus tôt, et de bien des façons plus gravement et plus largement que New York. En 1973, la General Motors dit qu'elle employait un total de 639.091 travailleurs, dont 95.685 (14,9%) étaient des Noirs. Les postes des Noirs étaient presque tous concentrés dans la production. "Les ouvriers semi-spécialisés" comprenaient 72,9% des Noirs travaillant pour G. M.; les Noirs occupaient 19,9% de ces postes. De plus, la force de travail noire de la General Motors avait 23,5% des emplois classés comme "travailleurs de service" et 29,6% des emplois classés "travailleurs non-qualifiés" (3).

Nous avons déjà vu l'extrême instabilité et l'étendue de la réduction des emplois des travailleurs de la production dans l'industrie automobile. En février 1975, un correspondant de la Detroit Free Presse (journal bourgeois) écrivait ceci au sujet des représentants du Michigan au Congrès des Etats-Unis: "Chaque jour dans les lettres et les cartes qu'ils reçoivent de chez eux, les membres de la délégation du Michigan au Congrès ressentent la souffrance des chômeurs.

"Et ils hochent la tête avec impuissance et même un peu de peur quand ils entendent parler de nouvelles fermetures d'usines, de nouveaux licenciements à venir, des nouveaux chiffres de chômage: 14% dans l'Etat, 22% à Detroit, 50% dans le centre de la ville, 15% à Port Huron, 20% à Flint et aucune amélioration en vue." Certains secteurs de la partie est de Detroit à majorité écrasante de Noirs déclaraient un chômage de plus de 60%. Le temps d'attente dans les queues de chômeurs était au moins de

deux heures. Les longues files de travailleurs noirs au chômage ne sont pas nées de la crise de 1974. Beaucoup de Noirs ne trouvaient pas de travail adéquat – si ce n'est pas de travail du tout – durant la brève remontée économique de 1972-73, de sorte que le chômage des Noirs dans la récession des années 70 peut être recherché jusqu'à la précédente récession de 1969-71. La Ligue Nationale Urbaine (The National Urban League – organisme "social" qui s'occupe de la condition noire), met l'accent sur le fait que "les formes de la pauvreté parmi les familles noires soulignent de façon importante l'impact de la récession de 1969-71. Entre 1969 et 1971, le nombre de familles noires en dessous du niveau officiel de pauvreté augmenta de 155.000, atteignant 1.480.000. Mais il continua à s'élever jusqu'à 1.525.000 en 1973 (année de "boom" économique, spécialement pour l'automobile – D.R.). Ainsi, en 1973, il y avait officiellement reconnues comme pauvres 200.000 familles noires de plus qu'en 1969... Et la proportion des familles officiellement pauvres par rapport à toutes les familles noires resta inchangée (à 28%) pendant cette période de quatre ans." ("Les familles noires dans la dépression de 1974-75", par le département de recherche de la Ligue nationale urbaine, juillet 1975).

B. J. Widick décrit Detroit après la récession de 1969-71 : "Detroit dans les années 70 est une ville étonnamment différente du complexe usinier associé à notre époque moderne avec l'industrie automobile... Elle n'a plus l'aspect d'un essaim grouillant d'ouvriers de l'automobile courant au travail ou revenant des immenses usines des quartiers est et ouest. Maintenant, le courant principal de la circulation se compose de banlieusards blancs de la classe moyenne arrivant en voiture de bonne heure vers le centre commerçant de la ville et se frayant un chemin pour sortir de la ville avant que l'obscurité ne tombe..."

"Toutes les sociétés d'automobiles ont décentralisé leur production, partiellement en s'étendant dans les secteurs non développés de la vaste contrée qui entoure la ville..."

"Là où les installations géantes se tenaient autrefois dans le quartier est, il n'y a rien. La détérioration de la ville est visible partout, pas seulement dans la 12^e Rue où les cicatrices physiques des émeutes de 1967 sont restées intouchées, sans la moindre reconstruction."

"Pour chaque nouvelle entreprise qui s'installe en ville, il y en a deux qui la quittent. Il y a plus de 7000 fonds de commerce vacants..."

"La ville devient de plus en plus un ghetto". (Detroit, 1972)

Les chiffres n'ont pas encore été publiés en ce qui concerne le niveau de vie des familles noires en 1974-75, mais la situation actuelle est à l'évidence bien pire. La Ligue Urbaine dit, "Comme les entreprises comme celles de la construction et les industries de transformation (surtout l'automobile) avec leur concentration d'hommes

ont été frappées plus durement par le déclin économique que les entreprises de service avec leur concentration de femmes, les hommes avaient tendance à être atteints de façon disproportionnée". Au 2^e trimestre de 1974, les chiffres officiels donnaient 319.000 adultes noirs du sexe masculin sans travail. Ces chiffres sont montés à 621.000 au 2^e trimestre de 1975.

La récession de 1974-75 donc, atteignit une partie de la population noire avant qu'elle n'ait pu se remettre de la dépression précédente et la crise de 1974-75 fut encore pire. De plus, si l'industrie automobile est un indicateur, la poussée productive sur laquelle l'actuelle "reprise" est basée, tiendra encore moins de promesses d'emploi pour les travailleurs sans qualification que ne l'a fait la remontée précédente. Pour Detroit, cela signifie indubitablement que le processus décrit par Widick va s'aggraver.

Déjà en février 1975, la Société Chrysler fit savoir clairement que l'usine bien connue de Jefferson Avenue dans le quartier noir de l'est de Detroit ne serait pas remise en marche pendant le prochain cycle de reprise. Selon la Direction de Chrysler, cette usine d'assemblage à plusieurs niveaux, située en ville, était techniquement dépassée par les usines d'un seul niveau à chaîne continue situées en banlieue. Du fait que la crise économique mondiale du capitalisme s'approfondit et que l'impérialisme U.S met de plus en plus l'accent sur la compétition internationale, la "reprise" économique se fera de façon croissante aux dépens des couches les plus opprimées de la société américaine.

Villes en crise

Cette perspective s'imbrique étroitement avec le destin des grandes cités industrielles dont la population est largement composée de minorités opprimées. Il est facile de tracer pour New-York un déclin de l'emploi parallèle à celui de Detroit. Celui-ci remonte à la récession de 1969-71 et prend ses racines également dans la concurrence internationale. Dans le New York Times du 15 octobre 1975, Michael Sterne donna ce compte-rendu : "La crise fiscale qui a mis New York à l'agonie durant cette année, l'amenant à plusieurs reprises au bord de la faillite, a commencé en réalité en 1969 quand l'économie de la ville, qui jusque là avait connu une croissance rapide, se mit à décliner."

"Pendant les six années suivantes, 501.800 emplois ont disparu de cette cité et avec eux est parti un total estimé à 1,5 milliard d'impôts sur le revenu qui, mis à la disposition du maire Beame, auraient allégé la crise fiscale d'une façon non négligeable et auraient même pu l'écarteler. La récession économique nationale fit éclater le déclin économique qui avait commencé en 1969. Mais les pertes d'emplois continuèrent même après que l'économie nationale ait repris; elles s'accéléchèrent avant que l'actuelle réces-

sion nationale ne commence, et elles ont été proportionnellement plus graves ici que dans l'ensemble du pays. . .

"Les causes de ce déclin sont nombreuses et complexes. Entre autres on peut citer le taux des salaires plus élevé qu'ailleurs, l'énergie plus chère, le loyer et le prix du terrain, l'engorgement de la circulation qui fait augmenter les coûts de transport, le manque de facilités pour des entreprises modernes, les taxes élevées, le changement technologique, la concurrence de centres de concentration économique plus nouveaux dans le Sud-ouest et l'Ouest, le recentrage de l'économie américaine et de la vie sociale dans les banlieues. . .

"Certaines de ces causes sont d'une portée internationale, tel le transfert de la fabrication des vêtements et d'autres biens de consommation vers des régions où le travail est bon marché aux Caraïbes et en Orient, ce qui a retiré du travail à New York et à d'autres villes américaines plus anciennes.

"La perte des emplois industriels a été particulièrement dure pour New York parce qu'elle est survenue à un moment où cette partie de sa population qui a besoin de tels emplois – base traditionnelle de l'emploi pour les new-yorkais était en expansion. Depuis 1950, le nombre de Noirs pauvres et d' "Hispaniques" (les minorités de langue espagnole) qui y vivent a augmenté de 2 millions, tandis qu'un nombre égal de Blancs des classes moyennes en est parti. "

Tous ces facteurs se conjuguent pour laisser un lourd résidu de chômeurs dans les plus grandes villes même après que l'embauche ait commencé à reprendre ailleurs dans le pays. Le taux du chômage à New York se maintint à 11,9% en septembre et octobre alors que la moyenne nationale était de 8,2%.

Le chômage à Boston resta à 12,9% en août pour 6,9% un an auparavant, tandis qu'à Detroit, il était de 13,6% pour 8,6% l'année précédente (avant que la baisse vraiment grave dans l'automobile de l'hiver dernier ne soit déjà en question).

Les dirigeants des Etats-Unis mènent contre les travailleurs de New York une attaque concentrée – dont il est clair comme de l'eau qu'ils entendent faire une priorité nationale –, qui montre la stratégie adoptée par les impérialistes pour toutes les villes du pays. Ils souhaitent apprendre aux travailleurs que le sacrifice de leur emploi et des services publics est la seule "solution" qu'ils peuvent attendre vu la décadence des villes. Les travailleurs eux-mêmes comprennent très bien la signification de cette crise de New York, cela s'est révélé par les réponses inattendues faites à un sondage national qui a suivi l'attaque cinglante du Président Ford contre la Ville de New York, le 29 octobre au National Press Club de Washington (or-

ganisation professionnelle de journalistes). Le sondage a montré que 69% des gens interrogés croyaient que la faillite de New York aurait un important effet sur l'économie nationale. 68% pensaient que d'autres villes avaient à faire face à des problèmes financiers semblables à ceux de New York. 55% étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait fournir des fonds pour aider New York. L'ironie veut que pas un seul des projets de loi soumis au Congrès US à l'époque n'avait réellement pris en considération une aide fédérale directe à New York. Ils étaient tous simplement des modalités différentes de garantie fédérale pour les banques de la ville. Ils n'étaient en rien différents du plan que l'Administration Ford a fini par mettre en oeuvre.

Le transfert des installations de "Jefferson Avenue" dans le quartier est de Detroit, symbolise cette opposition des courants dans l'économie américaine dont il est question dans cet article. Dans des conditions économiques de crise mondiale, les impérialistes US font le forcing pour se maintenir à la première place dans la compétition internationale. Se faisant ils se heurteront de façon croissante à la lutte des Noirs et des autres minorités opprimées pour l'égalité des droits et le droit au travail. Parallèlement, l'offensive de la classe dirigeante pour reprendre aux travailleurs des concessions qui lui avaient été arrachées s'ajoute à la très grave détérioration du niveau de vie de tous les travailleurs des villes industrielles. Ces tendances sont profondément ancrées et forment de plus en plus les traits constants de la société américaine, en dehors de toute fluctuation du "cycle industriel".

30 novembre 1975

NOTES

- (1) Pour plus de détails, voir "L'Industrie automobile: une crise mondiale", par Ernest Mandel, "Inprecor" n° 4, juillet 1974.
- (2) General Motors prit sa forme actuelle de monopole en 1917. Tout au long de son histoire, – à maintes reprises des "enquêtes" ont été faites par des commissions du Congrès à un haut niveau et il a fait l'objet de nombreuses poursuites –, G. M n'a jamais révélé les chiffres de coûts de production pour une seule voiture fabriquée dans ses usines. Tel est le privilège de la propriété privée !
- (3) Dans le total de ses employés, General Motors compte aussi 15.129 (2,3%) d' "Américains au patronyme espagnol"; 1.185 (0,2%) d' "Américains Indiens"; et 1.122 (0,2%) d' "Orientaux". Ces travailleurs étaient fortement concentrés dans les mêmes catégories que les Noirs.

inprecor
correspondance de presse internationale



ABONNEZ-VOUS !

UN AN : 70 ff, 600 fb, 45 fs, 14 dol. can.

SIX MOIS : 35 ff, 300fb, 23 fs, 7 dol. can.

INPRECOR: *76 rue Antoine Dansaert*
Bruxelles 1000